



Le succès remporté par la visite du pape a surpris et rassuré l'Eglise catholique

Une veillée puis une messe à l'hippodrome de Longchamp marquent la fin des « JMJ »

LES JOURNÉES mondiales de la jeunesse (JMJ) devaient se conclure par une veillée festive puis une messe à l'hippodrome de Longchamp. Au cours de la veillée, samedi 23 août au soir, dix jeunes des cinq continents devaient être personnellement baptisés par le pape. Dimanche 24, Jean Paul II devait célébrer une messe ouverte à tous les fidèles sans limitation d'âge et, après un bref entretien avec le premier ministre, Lionel Jospin, rentrer à Rome dans la soirée. Samedi matin, une « chaîne de la fraternité » a réuni, sur les boulevards des Maréchaux qui ceinturent la capitale, les participants des JMJ.

Plusieurs associations laïques ont appelé à manifester à La Plaine Saint-Denis (Seine-Saint-Denis), dimanche matin, au moment de la célébration de Longchamp. La principale contestation de cette visite du pape à Paris a porté sur sa visite « privée » sur la tombe du professeur Jérôme Lejeune, généticien et farouche adversaire de l'avortement.



- Les rendez-vous de l'hippodrome de Longchamp
- Thérèse de Lisieux, femme « docteur de l'Eglise »
- Hommage sans image sur la tombe du professeur Jérôme Lejeune
- Entretien avec M^{re} Dagens, évêque d'Angoulême
- A la cathédrale d'Evry, un homme qui ne retrouve ses forces qu'avec le verbe
- France Télévision parie sur le pape
- Le comité du général Morillon contesté

Récits, reportages et enquêtes, pages 4 et 5

Etats-Unis : Bill Clinton en procès pour harcèlement sexuel

UN JUGE fédéral a fixé au 26 mai 1998 le début du procès intenté au président Clinton pour harcèlement sexuel par Paula Jones, une jeune femme qui affirme avoir subi des avances de M. Clinton dans un hôtel de Little Rock, en 1991, alors qu'il était gouverneur de l'Arkansas et elle-même employée de cet Etat. Le juge, Susan Webber Wright, n'a pas précisé si M. Clinton devrait être présent au procès où s'il pourrait déposer à l'aide d'un enregistrement vidéo. L'avocat du président, Bob Bennett, a indiqué vendredi qu'il était ouvert à des discussions avec les avocats de M^{me} Jones en vue d'un règlement à l'amiable, à condition qu'il ne constitue pas un aveu de la culpabilité de M. Clinton. Selon les sondages, cette affaire n'a jamais réussi à entamer la popularité du président.

Lire page 18

RETOUR SUR IMAGES

Le Maestro et le Mur

« J'AI COMPRIS tout à coup. Berlin. Le mur. La fin. Et j'ai pleuré. Il fallait que j'y sois. » Le 11 novembre 1989, le violoncelliste Mstislav Rostropovitch s'en allait ainsi jouer Bach, « pour remercier Dieu », au pied de ce mur de Berlin dont l'effondrement marquait la fin d'un monde. « Toute ma vie est là-dedans », dit le maestro en regardant la photo qui immortalise ce récital.

Lire page 8

Comores en crise

Le gouvernement comorien devrait proposer aux indépendantistes des îles d'Anjouan et de Mohéli une « réorganisation » des institutions, rapporte notre envoyé spécial dans l'archipel. p. 2

Pollution de l'air

La Fédération nationale des transporteurs routiers s'oppose violemment à la hausse de la fiscalité sur le gazole, envisagée par Dominique Voynet. p. 6 et notre éditorial p. 8

Turbulences financières

Les craintes persistantes de hausse des taux en Allemagne ont provoqué, vendredi, une rechute du dollar, à 6,10 francs. p. 10

Deux records du monde d'athlétisme

Lors du Mémorial Van-Damme à Bruxelles, vendredi, les Kenyans Daniel Komen et Paul Tergat se sont appropriés respectivement le record du monde des 5 000 et 10 000 mètres. p. 13

« Les Larmes d'Andromaque »

La nouvelle inédite de Sara Paretsky, *Les Larmes d'Andromaque*, publiée dans *Le Monde* du 23 août, comportait dans nos premières éditions deux pages (4 et 29), provenant d'un autre texte, qui n'auraient jamais dû figurer dans ce cahier et en perturbaient la lecture. Le texte intégral de la nouvelle débutait page 5 pour s'achever page 28. Nous prions nos lecteurs de bien vouloir accepter nos excuses.

Allemagne, 3 DM ; Antilles-Guyane, 9 F ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Côte-d'Ivoire, 850 F CFA ; Danemark, 14 KR ; Espagne, 220 PTA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 400 DR ; Irlande, 1,40 £ ; Italie, 2900 L ; Luxembourg, 40 FL ; Maroc, 10 DH ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal CON., 250 PTE ; Réunion, 9 F ; Sénégal, 850 F CFA ; Suède, 15 KRS ; Suisse, 2,10 FS ; Tunisie, 1,2 Din ; USA (NY), 2 \$; USA (others), 2,50 \$.

Femme d'affaires, célibataire ou divorcée, cherche gentleman accompagnateur

LONDRES

de notre correspondant dans la City

« Trente ans, 1,90 mètre, cheveux bruns et yeux noisette, diplômé de russe et allemand, connaissance courante du serbo-croate et du français. Ancien capitaine de la garde royale. Passions : violon, équitation, natation, tennis, lecture, spiritisme. Sens de l'humour garanti... » : Richard L. est l'un des quelque vingt gentlemen-walkers (littéralement : gentlemen-promeneurs) dont on peut lire l'impressionnant pedigree, surmonté d'une photo en noir et blanc style top model, dans le pressbook d'une agence londonienne d'un nouveau genre, installée à quelques encablures de Piccadilly Circus.

Moyennant rémunération, cet ex-interprète de la force multinationale en Bosnie accompagne des femmes d'affaires à un cocktail ou à un dîner mondain, à un banquet de chambre de commerce ou, tout simplement, au restaurant.

Directrice de la société A Man on your Arm, Marlene Austen explique : « J'en ai fait l'amère expérience en tant que femme divorcée quand j'ai monté une boîte de recrutement de secré-

taires intérimaires : il est quasiment impossible pour une businesswoman de se rendre seule à des manifestations professionnelles. Je réponds donc aux besoins de celles qui ne veulent pas utiliser le copain homosexuel ou contacter une agence de gigolos. » Femmes célibataires ou divorcées, chefs d'entreprise ou de profession libérale, vivant à Londres ou en voyage d'affaires dans la capitale, telle est la clientèle recherchée par ce bureau unique au monde, ouvert depuis juin, et qui se fait connaître via des encarts publicitaires dans les magazines féminins, les journaux économiques ou les revues professionnelles.

Le profil type de ce « chéri de ces dames » ? Intelligent, sociable, bien de sa personne, sachant écouter, élégant, svelte, un tantinet macho sans être phallo. Pour être acceptés, les candidats doivent passer plusieurs entretiens, fournir des références de moralité et surtout réussir un examen pratique de savoir-faire avec Marlene Austen comme chaperon. Les aristocrates - vrais ou faux, - les anciens militaires et les comédiens au chômage sont particulièrement recherchés.

Les tarifs ? 2 500 francs pour six heures,

2 000 francs pour quatre heures, dont la moitié versés aux messieurs escorteurs. « C'est une aubaine pour les boys d'aller au restaurant avec une femme brillante, à poigne, libérée au point de briser l'un des derniers tabous : payer pour avoir un homme à son bras », explique l'instigatrice d'une entreprise que les féministes réproouvent, mais que la hausse des séparations conjugales et la percée des femmes dans la vie professionnelle encouragent. En vertu de son contrat, à la fin de son travail, le gentleman doit raccompagner sa cliente à l'entrée de son hôtel, à sa voiture ou à la station de métro et la quitter le plus rapidement possible. « Je suis très à cheval sur le règlement pour rester fidèle à notre slogan : un compagnon oui, des complications non », insiste Marlene Austen.

Un porte-parole de l'Institute of Directors, l'une des deux organisations patronales du royaume, comptant 3 500 femmes parmi ses 38 000 adhérents, commente ainsi cette nouveauté : « Notre solution est plus simple et moins coûteuse : nous n'envoyons qu'une seule invitation à chacun de nos membres... »

Marc Roche

Lire page 11

Quand les Etats-Unis redécouvrent la grève

IMPENSABLE. Une grève nationale au mois d'août, passe encore : les Etats-Unis, après tout, ne ferment pas pendant l'été et les congés annuels n'y sont qu'une brève distraction. Mais un syndicat qui fait plier le patronat ? Un conflit social qui se solde par la revalorisation des salaires ? Une grève soutenue par l'opinion publique ? Cela fait bien quinze ans que les Américains n'avaient pas observé d'aussi étranges phénomènes.

A bien des égards, la victoire des Teamsters, qui ont partiellement obtenu satisfaction le 19 août à l'issue de quinze jours de grève chez UPS (United Parcel Service), le numéro un mondial des messageries rapides, peut apparaître comme l'antidote à ce qui était devenu dans la mémoire syndicale américaine « le syndrome des contrôleurs aériens ».

Le jour où, en 1981, le président Ronald Reagan écrasa la grève de quelque 13 000 contrôleurs aériens en les remplaçant par des employés non syndiqués avec la bénédiction de l'électorat, il ne se contenta pas d'éviter le chaos dans les transports ; il brisa le mouvement syndical américain tout entier, qui ne s'est

jamais vraiment relevé de ce traumatisme. Ce mois-ci, en deux semaines d'une grève remarquablement orchestrée, au cours de laquelle la solidarité de ses 185 000 adhérents chez UPS n'a failli à aucun moment, le président du célèbre syndicat des Teamsters (1,4 million de membres), Ron Carey, affirme avoir rendu leur dignité aux travailleurs américains. Voilà qui constitue, déclare-t-il, « un tournant historique ».

Deux questions découlent donc de l'accord conclu entre les chauffeurs-livreurs et leur employeur UPS : la victoire des Teamsters ouvre-t-elle la voie à un renouveau syndical aux Etats-Unis ? Et va-t-elle encourager une relance inflationniste des revendications salariales susceptible de menacer l'équilibre quasi magique du cycle actuel de croissance économique ?

Dans les deux cas, les experts sont sceptiques. La conclusion du conflit chez UPS peut incontestablement mettre du baume au cœur des syndicats.

Sylvie Kauffmann

Lire la suite page 8

L'école fantôme d'un artiste



CHRISTIAN BOLTANSKI

AU CHÂTEAU de Plieux, dans le Gers, l'écrivain Renaud Camus expose des artistes contemporains. Cette année, il a confié l'espace à Christian Boltanski, qui a conçu une installation intitulée « Derniers Jours », inspirée par la fermeture de l'école du village. A partir de cette école fantôme, l'œuvre décline une réflexion mélancolique autour des drames et des scarièges du siècle, d'Izieu à la Bosnie.

Lire page 15

International	2	Météorologie-Jeux...	13
France-Société	4	Carnet	14
Horizons	7	Abonnements	14
Entreprises	9	Culture	15
Placements/marchés	10	Guide culturel	16
Aujourd'hui	11	Radio-Télévision	17

Rentrée 1997

ADMISSIONS PARALLÈLES

Après... BAC - BAC + 1 - BAC + 2

Poursuivez vos études vers les carrières

3 Diplômes Bac + 2, HOMOLOGUÉS PAR L'ÉTAT, NIVEAU II MASTÈRE

➔ DU MANAGEMENT INTERNATIONAL : ISEG SUP HAUTES ÉTUDES DE COMMERCE ET DE MANAGEMENT EN 4 ANS. Formation internationale polyvalente de haut niveau. 10 à 12 mois à l'étranger, tant en universités partenaires qu'en missions professionnelles.

➔ DU COMMERCE-MARKETING, DE LA COMMUNICATION : ISEG CO ÉTUDES SUPÉRIEURES COMMERCIALES APPLIQUÉES EN 4 ANS. 3 cursus : commerce-marketing • communication-publicité • commerce international, jalonnés par des diplômes d'Etat puis Européens (BIS AC, CI, COM • DESSMA, DLESM, DLESCOM).

➔ DE LA BANQUE, DE LA BOURSE, VERS L'EXPERTISE COMPTABLE : ISEG FI HAUTES ÉTUDES EN GESTION-FINANCIÈRE. Cursus en 4 ans : préparation aux diplômes d'Etat (DECF, DEFC, DESCF) et formation au Management d'entreprise.

GROUPE ISEG

PARIS - 28, rue des Francs-Bourgeois - 75003 - Tél. 01 44 78 88 88
BORDEAUX - 23-25, rue des Augustins - 33000 - Tél. 05 56 91 33 02
LILLE - 6-8, Boulevard Denis Papin - 59000 - Tél. 03 20 85 06 96
LYON - 86, Boulevard Vivier Merle - 69003 - Tél. 04 78 62 37 37
NANTES - 28, rue Armand Brossard - 44000 - Tél. 02 40 89 07 52
STRASBOURG - 10, rue du C^{te} de Castellau - 67000 - Tél. 03 88 36 02 88
TOULOUSE - 14, rue Claire Pauilhac - 31000 - Tél. 05 61 62 35 37

ÉTABLISSEMENT PRIVÉ D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR



OCÉAN INDIEN Le gouvernement comorien et les indépendantistes des îles d'Anjouan et de Mohéli ont accepté d'entamer des négociations, qui devraient avoir

lieu au début septembre sous l'égide de l'Organisation de l'unité africaine (OUA). Moroni va proposer une « réorganisation » des institutions de l'archipel qui devrait relancer le

débat sur le statut de l'île française de Mayotte. ● A MAYOTTE, les partisans d'un rattachement définitif à la France sont convaincus que Paris va continuer à les soutenir. L'opposi-

tion, qui milite pour un retour de Mayotte au sein de la République des Comores, est gênée par la crise à Anjouan et à Mohéli. ● LES COMORIENS continuent de se rendre clan-

destinement à Mayotte dans l'espoir d'y gagner de quoi nourrir leurs familles, affrontant les dangers d'une traversée périlleuse pour rejoindre l'« eldorado » mahorais.

La crise comorienne pourrait relancer le débat sur le statut de Mayotte

Le gouvernement de Moroni va proposer une « réorganisation » des institutions de l'archipel après les proclamations d'indépendance des îles d'Anjouan et de Mohéli. La question de Mayotte, qui avait choisi de rester française lors du référendum de 1975, pourrait être évoquée

LES INDÉPENDANTISTES des îles d'Anjouan et de Mohéli ne paraissent plus craindre d'intervention armée du pouvoir comorien. La mission du médiateur de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), Pierre Yéré, la semaine dernière, semble avoir finalement porté ses fruits. La tension est retombée et, si les séparatistes affirment que « l'indépendance est irréversible », ils ont accepté de participer à des pourparlers avec Moroni. Pour sa part, le gouvernement de la République fédérale islamique des Comores prépare des propositions, essentiellement économiques et sociales, pour tenter de ramener les îles sécessionnistes à de meilleurs sentiments.

M. Yéré a annoncé que les négociations se dérouleraient prochainement sous les auspices de l'OUA, probablement début septembre à Addis-Abeba, siège de l'organisation. La communauté internationale soutiendra le pouvoir comorien dans sa détermination à ne pas négocier « l'unité et l'intégrité » du pays, mais devrait également tenter d'aider Moroni à satisfaire certaines revendications d'Anjouan et de Mohéli. Il devrait être possible d'« acheter » les îles sécessionnistes, selon des observateurs,

en leur offrant les moyens financiers de réaliser certains projets de développement.

Ce n'est pourtant pas ce qu'affirment les leaders indépendantistes, déterminés à obtenir des concessions importantes de Moroni. Les Anjouanais – même si tous n'approuvent pas le séparatisme forcé de leurs nouveaux « président », Abdallah Ibrahim, et « porte-parole », Mohamed Abdou Madi – semblent résolus à révolutionner la vie politique et les institutions comoriennes, même si leurs revendications restent assez floues : indépendance totale, rattachement à la France, ou autonomie administrative dans un nouveau type de confédération comorienne.

« PAIN BEURRÉ »

« Nous sommes indépendants, et on ne peut plus reculer », a répété cette semaine Abdallah Ibrahim. L'île d'Anjouan a autoproclamé son indépendance le 3 août et n'a cessé depuis de réaffirmer son souhait de se rapprocher de Paris plutôt que de Moroni. Les Anjouanais lorgnent vers « le pain beurré » de leurs voisins de Mayotte, l'île comorienne qui a choisi la France lors du référendum de 1975. Beaucoup sont amers de ne pas bénéfi-



ciers des subventions, salaires et retraites de la France, et envie le niveau de vie des Mahorais. Et la décision de Paris, en 1995, d'instaurer des visas pour les Comoriens qui souhaitent aller à Mayotte, a encore aggravé la situation. Désormais, les Anjouanais effectuent la traversée entre les deux îles clandestinement (lire ci-dessous). Et chaque année apporte son lot de personnes décédées durant ces tra-

versées périlleuses dans des embarquations de fortune.

Dans l'esprit des Anjouanais, les appels à la France sont donc d'abord d'ordre économique. Le terme officiel de « rattachement » peut être traduit par « rapprochement » ou « association ».

Afin de rétablir son autorité sur Anjouan et Mohéli, le gouvernement comorien prépare une série de propositions. Il s'est déclaré,

vendredi 22 août, prêt à étudier « une réorganisation des institutions pour élargir le pouvoir des îles » au sein de la République comorienne, et a affirmé qu'il avancerait des chiffres précis sur la part du budget national, les aides, les subventions, les bourses d'études, île par île. Moroni répondrait ainsi partiellement aux séparatistes qui l'accusent d'avoir conservé à Grande-Comore, l'île du président Mohamed Taki Abdoukarim, la quasi-totalité des aides financières internationales.

AUCUN SOUTIEN

Moroni accepterait de négocier une certaine autonomie des îles de l'archipel, grâce par exemple à l'élection des gouverneurs au suffrage universel. En revanche, le gouvernement a rappelé les points « non négociables » : « L'intégrité territoriale des Comores » et « la légitimité du chef de l'Etat ».

Moroni a également essayé de détendre l'atmosphère en annonçant le « retrait progressif » de ses soldats d'Anjouan. Trois cents à cinq cents hommes y sont toujours retranchés dans un camp militaire. Les séparatistes réclamaient ce retrait avant d'entamer des négociations, craignant une intervention

militaire. « Leur peur n'est pas justifiée ; nous privilégions la voie du dialogue », a assuré le gouvernement comorien.

A Moroni, Anjouan et Mohéli ne bénéficient d'aucun soutien. Les partis d'opposition les combattent autant que le gouvernement. « Ils devraient se mobiliser non pas pour être re colonisés mais pour réclamer le départ du président Taki », pense Abbas Djousouf, le chef du Forum pour la restauration de la démocratie, qui attribue « au colonisateur et au pouvoir comorien la responsabilité » de la crise.

Les Comoriens sont en fait nombreux, qu'ils soient proches du gouvernement, de l'opposition ou des mouvements séparatistes, à estimer qu'une solution concerne tout l'archipel, donc Mayotte, donc Paris ; que seule une promesse de nouvelle confédération comorienne englobant Mayotte pourrait satisfaire les plus ardents contestataires. Jusqu'à présent, la France n'a pas répondu à cette ancienne revendication comorienne de revoir le statut de Mayotte. Il est cependant probable que le sujet s'imposera bientôt à la table des négociations.

Rémy Ourdan

L'OUA envoie des observateurs

L'organe central de prévention des conflits de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) a décidé, vendredi 22 août, de dépêcher des observateurs dans l'archipel des Comores. Les observateurs seront déployés dans les trois îles, Grande-Comore, Anjouan et Mohéli, indique un communiqué de l'OUA. Leur mission sera de « contribuer à la restauration de la confiance au sein de la population », selon le texte qui ne précise ni leur nombre ni la date de leur déploiement.

L'organe de prévention des conflits a également demandé au secrétaire général de l'OUA, Salim Ahmed Salim, d'une part, d'organiser la conférence internationale sur les Comores, et d'autre part de prendre contact avec le secrétaire général des Nations unies, Kofi Annan, « et les autres acteurs-clés » concernés par la crise. L'objet de ces contacts sera d'amener les donateurs à apporter une réponse « aux problèmes économiques et sociaux des Comores ». – (AFP)

Le cœur des Mahorais balance entre la France et les « voisins qui souffrent »

MAYOTTE

de notre envoyé spécial

La départementalisation de Mayotte est la raison d'être du Mouvement populaire mahorais (MPM) depuis 1958. Le MPM a réussi à accrocher Mayotte à la France – avec son soutien – lors de l'indépendance des Comores, en 1975, mais le parti « ultra-majoritaire » de l'île reste inquiet, car la France, qui doit compter avec ses partenaires de l'Océan Indien, risque d'abandonner Mayotte à ses « sœurs » de l'archipel, sous les pressions de l'ONU et de l'OUA, qui réclament depuis vingt ans le rattachement de Mayotte à la République des Comores.

Avec cette départementalisation, qui « ancrerait définitivement » la collectivité territoriale de Mayotte à la France, le sénateur Marcel Henry, membre fondateur du MPM, n'aurait plus peur « d'être lâché par Paris pour je ne sais quelle aventure avec nos voisins ». Le sénateur a toujours désigné ainsi les Comoriens, qui partagent pourtant avec Mayotte un archipel, une unité de culture, de religion et de mœurs.

Aujourd'hui, le MPM croit toucher au but puisque la France s'est engagée à organiser, avant l'an 2000, un référendum sur le statut définitif de l'île. L'opposition mahoraise, partisans du rattachement aux Comores, parle d'une simple consultation. Quant à la France,

osera-t-elle organiser un référendum tant attendu par des départementalistes sûrs de leur victoire ?

La crise indépendantiste d'Anjouan contrarie les plans du MPM, car, explique M. Henry, « compte tenu de la frilosité de la diplomatie française, Paris n'osera pas, dans un climat tendu, appeler les Mahorais à se prononcer ». Cette initiative risquerait d'irriter l'ONU et l'OUA, qui ont depuis longtemps déclarée nulle et non avenue toute consultation organisée par la France à Mayotte.

UNE ÉCONOMIE ARTIFICIELLE

Pour Marcel Henry, la départementalisation répond à un besoin de sécurité des Mahorais, comme lorsque le sultan de l'île, Andriantsouli, céda Mayotte à la France en 1841 pour se protéger des agressions des voisins. « Et c'est grâce à la protection française que Mayotte n'a jamais compté un prisonnier politique, ni même enregistré un meurtre politique », poursuit le sénateur, contrairement à nos voisins. » Marcel Henry explique aussi que la bonne santé de l'économie est due à une gestion saine des aides françaises, alors que celles reçues par le gouvernement comorien ont été très mal utilisées.

L'opposition mahoraise a une autre grille de lecture de l'histoire, à commencer par la cession de Mayotte au roi Louis-Philippe.

Pour Youssouf Moussa, délégué du Front démocratique, le sultan a vendu l'île par intérêt personnel, encaissant une forte somme d'argent et obtenant que la France prenne en charge l'éducation de ses enfants. Il avait également besoin de se protéger des razzias malgaches, et non pas des sultans de l'archipel. Quant aux violations des droits de l'homme, M. Moussa rappelle que des dizaines de « serrez-la-main » mahorais (les partisans du rattachement aux Comores) ont été expulsés, et que les milices pro-françaises, les « fadi ampangon », intimidèrent les opposants du MPM jusqu'aux années 70.

L'opposition estime enfin que la bonne gestion du territoire s'explique par la mise sous tutelle des mairies mal gérées par l'administration française. Les attributions des marchés par le conseil général sont en revanche entachées de soupçons d'irrégularités. « Si la Cour des comptes met son nez à Mayotte, ça ne sera pas joli », assure un opposant.

L'économie de l'île reste en fait largement artificielle. « Mayotte, qui voit son agriculture régresser, n'est pas en mesure de générer un SMIC de 2 500 francs », affirme un intellectuel. L'île est devenue le miroir aux alouettes des Comores qui attire les Mahorais de la brousse et les autres Comoriens. »

« La France a balkanisé notre pays et fait de Mayotte un foyer de déstabilisation économique

et politique », renchérit Youssouf Moussa. La décision, en 1975, d'appeler à un référendum île par île, qui allait contredire la consultation globale de décembre 1974, visait à détacher Mayotte de l'archipel, pour conserver un territoire français et y installer une base militaire afin de surveiller la route pétrolière du canal du Mozambique.

Au fur et à mesure que l'instabilité politique se prolongeait à Moroni, la France a eu beau jeu d'opposer au respect des frontières le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, pour conforter Mayotte dans son attachement tricolore.

L'opposition mahoraise pense que l'incurie des dirigeants de Moroni ne dessert pas la cause d'un rattachement. Par contre, les revendications pro-françaises d'Anjouan lui « compliquent singulièrement la tâche ». A Mayotte, dès que l'on évoque un éventuel retour de l'île dans le giron comorien, la réponse est rapide et sans appel : « Pas possible, ils souffrent trop là-bas ! ». Les efforts des dirigeants de Moroni pour récupérer Mayotte ont été annulés par leur incapacité à empêcher les Comores de s'enfoncer dans la crise. Le « Hongkong comorien », comme on dit à Moroni, se rapproche toujours plus de son protecteur colonial.

J. H.

Le périlleux voyage vers l'« eldorado » des boat people anjouanais

ANJOUAN et MAYOTTE

de notre envoyé spécial

Pour Ali Baodou, le choix est clair et, en une phrase, il dit pourquoi il va monter dans cette barque qui

REPORTAGE

« Ici, je gagne 200 francs par mois. Là-bas, je toucherai 50 francs par jour »

L'attend, lui le « clandestin », dans le port de Domoni, alors que le vent s'est levé brusquement sur l'océan Indien, et qu'il connaît les risques du voyage. « Ici, je gagne 200 francs par mois. Là-bas, je toucherai 50 francs par jour », déclare ce mineur de pierre d'Anjouan, qui tente de dissimuler son extrême nervosité sous un air bravache. Quelques instants plus tard, il s'installe à la proue d'un kouassa-kouassa, une de ces embarcations comoriennes qui filent en direction de Mayotte, dont on devine les côtes à l'horizon, cinquante kilomètres à l'est.

Ali Baodou s'exile car il ne peut plus nourrir ses sept enfants. Ce ne sont pas les salaires dérisoires qui le poussent à partir, mais bien l'ab-

sence de travail sur son île natale. Youssouf, lui, est surveillant au lycée de Domoni et n'arrive pas non plus à nourrir sa famille. Les dix mois d'arriérés de salaires des fonctionnaires comoriens lui ont fait contracter une dette importante. Avec son diplôme de maçon, il espère trouver du travail sur un chantier de Mayotte. Il attend qu'un passeur accepte de lui faire crédit.

« Plutôt vivre à Majicovu [la prison de Mayotte] que dans mon village ! », s'écrie un lycéen, provocateur. « Là-bas, au moins, on mange trois fois par jour. » Ils sont des dizaines à partir ainsi chaque jour depuis les côtes de l'île d'Anjouan dans des « barques Yamaha » équipées de deux puissants moteurs, en payant au passeur environ 30 000 francs comoriens (400 francs).

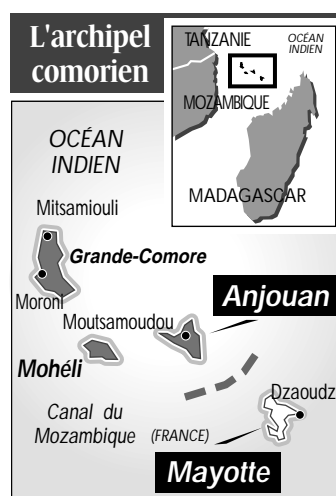
QUATRE OU CINQ HEURES DE MER

Le principal danger de la traversée, ce sont les quatre ou cinq heures de mer jusqu'à Mayotte. Il suffit d'une panne de moteur pour que la barque parte à la dérive dans le canal du Mozambique, où des navires récupèrent souvent les survivants, brûlés par le soleil, d'un kouassa-kouassa en perdition. Cer-

tains racontent que les plus faibles ont parfois été passés par-dessus bord.

Les pirates, sinistres détresseurs des boat people vietnamiens, ne sévissent pas dans la région, et fuir Anjouan pour Mayotte ne constitue pas un délit. Les autorités comoriennes considèrent que l'île sous tutelle française fait partie intégrante des Comores, et donc que ce phénomène migratoire n'a rien de clandestin. Les départs se font en plein jour, sous l'œil indifférent des gendarmes, qui savent, de surcroît, qu'ils toucheront leur part de butin au retour. Car les convoyeurs reviennent le plus souvent avec du matériel volé à Mayotte : scooters, pièces détachées... et même un échographe subtilisé il y a deux ans, et qui se trouverait précisément chez un officier des forces de l'ordre d'Anjouan.

A Mayotte, les peines encourues ne découragent pas non plus les clandestins comoriens. Arrêtés lors de rafles par les agents du Service du contrôle de l'immigration et de lutte contre l'emploi de clandestins (Scilec) de Mayotte, ils ne passent que quelques jours en prison avant d'être rapatriés aux Comores. Personne n'hésite donc à revenir à



Mayotte, et il arrive qu'un clandestin qui doit rentrer à Anjouan pour assister à un mariage se présente de son propre chef à la police mahoraise, afin de bénéficier d'un rapatriement gratuit. Quelques-uns rentrent également à Anjouan après avoir été maltraités ou enrôlés par des employeurs sans scrupule, pour qui ces sans-papiers, prêts à travailler au rabais, représentent une aubaine. Il arrive même que les ouvriers clandestins soient dénoncés au moment de la

paie, ce qui évite aux patrons de leur verser leur dû. Et celui qui proteste s'entend dire : « Toi, l'Anjouanais, tu peux rentrer dans son village ! »

Mayotte compte aujourd'hui 140 000 habitants contre 60 000 en 1987. Surpeuplement oblige, on commence à parler de « seuil de tolérance ». Pour « préserver la paix sociale », la France a accentué la lutte contre l'immigration sauvage. Après l'instauration, en février 1995, d'un visa d'entrée pour les Comoriens, la surveillance des côtes et les contrôles d'identité ont été renforcés. Avec succès, semble-t-il, puisqu'il y a eu 3 300 reconductions à la frontière en 1996, et on en prévoit 5 000 pour cette année. Parmi les clandestins, 70 % sont interpellés sur les chantiers.

CONCURRENCE

A Anjouan, les « performances » du Scilec ont provoqué une sévère concurrence entre les propriétaires de boutres comoriens qui s'arrachent le marché des rapatriements. A tel point que le ministre français de l'intérieur, qui prend en charge les billets retour des expulsés, a vu baisser ses tarifs de 800 francs par personne en 1995 à 250 francs.

Dans le lagon de Mayotte, un navire de surveillance joue au chat et à la souris avec les kouassa-kouassa, qui ont « adopté des tactiques d'infiltration dignes d'une guérilla ». « L'île compte 70 kilomètres de littoral, et il est possible d'accoster partout », explique le commandant Jean-Paul Morel, du Scilec. Cette année, une douzaine de barques seulement ont été arraisonnées et confisquées.

La présence des Comoriens clandestins profite à certains à Mayotte. « Outre les emplois sous-payés, notamment les dockers, on assiste à l'habituel racket des policiers exigeant des pots-de-vin en échange de leur silence », révèle Youssouf Moussa, un opposant mahorais.

Tous les efforts déployés par le Scilec ne pourront éradiquer le phénomène si le problème de fond n'est pas réglé, à savoir la disparité des niveaux de vie entre Mayotte et les îles sœurs. Car, sur le littoral d'Anjouan, s'alignent les petites maisons en béton des « rapatriés de Mayotte » qui, malgré les dangers de la traversée, malgré les « cousins exploités », contribuent à entretenir le rêve de l'« eldorado » mahorais.

Jean Hélène

La présidente des Serbes de Bosnie a été désavouée par l'armée, qui menace d'intervenir dans la crise

La force multinationale réorganise les unités de police de Banja Luka

L'armée des Serbes de Bosnie est sortie pour la première fois de sa réserve, vendredi 22 août, pour désavouer publiquement la présidente, Bil-

jana Plavsic, en menaçant d'intervenir dans la crise, tandis que l'ONU opérât une remise en ordre de la police de Banja Luka, le siège de la

présidence, situé dans le nord-ouest du pays. M^{me} Plavsic a d'autre part nommé un nouveau ministre de l'intérieur.

L'ÉTAT-MAJOR de la Republika Srpska (RS, entité serbe de Bosnie) a averti, vendredi 22 août, qu'il défendra la RS « *par tous les moyens disponibles* » si M^{me} Plavsic continue à « *déstabiliser et à saper l'Etat* » avec le soutien de la communauté internationale. C'est la première fois que l'armée se désolidarise ouvertement de la présidente et se range du côté de l'aile dure de la direction bosno-serbe, regroupée à Pale (près de Sarajevo) autour de l'homme fort de la RS, Momcilo Krajisnik, et de l'ancien dirigeant déchu Radovan Karadzic.

Le soutien de l'armée aux ennemis de M^{me} Plavsic, qui est son commandant en chef, creuse le fossé séparant les deux camps depuis que la présidente a dissous le Parlement, le 3 juillet, une mesure annulée la semaine dernière par la Cour constitutionnelle. L'état-major a jugé la situation en RS « *extrêmement grave* » et estimé qu'elle est « *la conséquence directe des mesures inconstitutionnelles de la présidente* ». Il a accusé M^{me} Plavsic de l'avoir « *isolé totalement* » au profit de certains « *individus, organes et organisations internationales* » qui visent à « *créer une Bosnie-Herzégovine unitaire* » où se confondraient les deux entités qui la composent, la RS et la Fédération croato-musulmane. L'état-major a également déclaré qu'il « *s'opposera à toute tentative de division de l'armée* ».

Dans le même temps, la police de l'ONU (IPTF) procédait à une sélection au sein de la police serbe locale, dont les principaux bâtiments étaient protégés par des véhicules blindés de la Force de stabilisation de l'OTAN (SFOR). « *Une équipe de l'IPTF pour la reconstruction de la police de la RS est arrivée* », a annoncé le porte-

parole de l'IPTF pendant leur enquête sur de possibles violations des droits de l'homme par cette force. La SFOR a décrété début août que les forces spéciales de police en Bosnie, et particulièrement la police spéciale des Serbes, devaient passer sous supervision internationale car elles sont considérées comme des uni-

versitaires que M^{me} Plavsic avait limogé fin juin, une mesure aussitôt rejetée par Pale. Le communiqué expliquant la nomination de M. Pavic précise que la situation dans l'entité serbe en Bosnie se « *dégrade au point de menacer l'existence même de la RS* », et que « *le gouvernement obstrue le travail du président, particulièrement le ministère de l'intérieur* », limogé, qui « *a continué d'exercer ses fonctions et a ordonné la mise sur écoute du président de la RS* », et dont la « *responsabilité directe* » dans les « *activités criminelles* » a été établie par l'enquête de la police de l'ONU (IPTF).

RADICALISATION

Dernier signe de la volonté de radicalisation en provenance de Pale, le directeur de la radio-télévision officielle (RS) de la Republika Srpska (RS), Miroslav Toholj, a nommé vendredi soir un nouveau chef des studios de la SRT à Banja Luka (nord-ouest) et limogé le vice-directeur de la SRT, Radomir Neskovic, ainsi que deux responsables des studios de Banja Luka, Marinko Ucur et Dragoljub Sladojevic. La nomination de M. Mladjenovic, un fidèle des « *faucons* » de Pale, fait suite à la décision des studios de Banja Luka, annoncée vendredi après-midi, de ne plus participer aux programmes de la maison mère à Pale, en signe de protestation contre sa politique. — (AFP)

Les délires de la télévision de Pale

Lorsque la télévision des Serbes de Bosnie (SRT, contrôlée par les radicaux de Pale) filme un hélicoptère de l'OTAN survolant Pale, le micro-trottoir qui accompagne la prise de vues est édifiant : « *Nous devrions reprendre les armes* », déclare un passant aux caméras de la SRT, « *C'est de l'occupation* », « *ils me dégoûtent* », « *ce sont des sauvages* », « *ils sont venus détruire ce que nous avons créé* ».

A Banja-Luka, où la SFOR a mis au pas la police favorable à Pale, on voit ensuite les chenilles d'un char de l'OTAN écraser un bouquet de roses. Et le montage amalgame des images des nazis pendant la seconde guerre mondiale et des forces de l'OTAN dans la Bosnie d'aujourd'hui. La télévision serbe qualifie la présidente de « *danger pour l'Etat et le peuple* », lui prête l'objectif de « *diriger les gens comme des vers de terre* », en précisant que « *Plavsic ne va pas tenir longtemps* », que « *sa crédibilité politique est nulle* », et que « *ses gardes du corps sont payés par les Américains* ». — (AFP)

role de l'ONU, Alun Roberts. Elle va soumettre à enquête, avant de les réengager, les 560 policiers de cette ville, qui ont commencé à arriver par petits groupes dans les différents locaux de la police locale.

La SFOR contrôle depuis mercredi cinq bâtiments de la police serbe, officiellement pour garantir

tés militaires. Ces unités peuvent toutefois se déclarer comme forces de police, auquel cas elles doivent passer sous supervision de l'IPTF au plus tard le 31 août.

M^{me} Plavsic a d'autre part nommé, vendredi, Marko Pavic ministre de l'intérieur par intérim. M. Pavic, un juriste de Prijedor, est appelé à remplacer Dragan Kijac,

Blair-Jospin : une rencontre bon enfant dans l'Ariège

SAINT-MARTIN-D'OYDES
de notre envoyé spécial

La rencontre organisée, vendredi 22 août en Ariège, entre le vacancier Tony Blair et l'ex-vacancier Lionel Jospin a tenu ses promesses : elle fut bon enfant, avec un petit côté familial décontracté, des amabilités réciproques entre les deux couples et un contact chaleureux avec la population du village et des élus locaux — tous socialistes — aux anges. Seuls les hennissements un peu nerveux de Justin, le poulain offert en cadeau par les Ariégeois à Tony Blair, troublaient quelque peu cette harmonie dont quelques images auraient très bien pu figurer dans le film *Le bonheur est dans le pré*, d'Etienne Chatiliez.

Au-delà des apparences, cependant, qui visaient à faire s'estomper l'impression de raideur, voire d'hostilité latente entre les deux hommes qu'on avait pu percevoir lors de leur première rencontre, il restait à évaluer la température des relations franco-britanniques trois mois après l'accession presque simultanée au pouvoir de ces deux figures de proue du socialisme européen.

Les deux hommes, dont les adversaires se plaisent à souligner d'importantes divergences politiques, notamment dans le domaine de l'économie et de la construction européenne, ont, semble-t-il, fait quelques pas l'un vers l'autre. Le premier ministre français a estimé que la Grande-Bretagne de Tony Blair « *s'apprêtait à jouer un rôle plus actif en Europe* », un jugement que Manuel Valls, porte-parole de Matignon, explicitait en affirmant que désormais « *Londres jouait à l'intérieur du cercle européen et non plus en dehors* ».

« COMMUNAUTÉ D'OBJECTIFS »

De son côté, le premier ministre britannique reconnaissait qu'entre lui-même et Lionel Jospin existait bel et bien une « *communauté d'objectifs* », relatifs notamment à la lutte contre le chômage. Et soulignait cependant que des différences demeuraient sur les moyens pour atteindre ces objectifs. Dans l'entourage du premier ministre français, on s'attachait cependant à bien préciser les choses : en aucun cas ces images d'entente cordiale aux pieds des Pyrénées ne pouvaient être interprétées

comme une substitution au dialogue franco-allemand, qui demeure l'axe fondamental de la politique européenne du gouvernement.

Le calendrier, soulignait-on, exige d'ailleurs un approfondissement rapide du dialogue avec Bonn, le Royaume-Uni restant pour l'instant à l'écart du dossier majeur européen, la mise en place de la monnaie unique. Ce qui n'empêche pas les responsables français de suivre avec intérêt l'évolution de certaines positions britanniques sous l'impulsion de Tony Blair, qui tendent dans certains domaines à s'émanciper quelque peu de la tutelle américaine, en matière de politique de l'environnement et de négociations commerciales par exemple.

La discussion politique qui a occupé une partie du déjeuner dans la bastide dont Tony Blair est actuellement l'hôte a également porté sur des questions où les deux pays sont engagés de manière convergente, comme en Bosnie, ou plus ou moins divergente, comme dans les crises africaines. Rien n'a cependant filtré pour l'instant du contenu de ces discussions.

Luc Rosenzweig

Le Brésil s'inquiète de la politique de Washington en Amérique du Sud

RIO DE JANEIRO

de notre correspondant

« *Il nous paraît évident, face au cadre qui s'ébauche, que les États-Unis ont décidé de déstabiliser le Mercosur* (L'Union douanière associant le Brésil, l'Argentine, l'Uruguay et le Paraguay) et qu'ils ont choisi pour cela le chemin le plus condamnable, celui de la rupture de l'équilibre stratégique de la région (...) en inoculant le germe de la division et de la méfiance. » Habituellement peu porté sur la philippique, le sénateur José Sarney, ancien président de la République (1985-1990) et actuel président de la commission des relations extérieures au Sénat brésilien, a dénoncé, dans un discours d'une rare violence prononcé au Congrès, mercredi 20 août, les « *manœuvres* » de Washington dans le sous-continent.

Trois initiatives récentes du président Bill Clinton nourrissent ses griefs, qui font l'objet d'un large consensus au sein de la classe politique brésilienne : la récente levée de l'embargo que le président Jimmy Carter avait institué, en 1977, sur les ventes d'armes dites sensibles aux pays sud-américains ; le feu vert donné au Chili pour l'acquisition d'une vingtaine d'avions de chasse F-16 ; et l'annonce, par la secrétaire d'Etat Madeleine Albright, de l'accession prochaine

de l'Argentine au statut d'« *allié non membre de l'OTAN* », un privilège impliquant une coopération renforcée dans le domaine militaire et jusqu'ici octroyé à une poignée de pays (Israël, Égypte, Jordanie, Corée du Sud et Japon).

En compagnie de l'ancien président argentin Raul Alfonsín, M. Sarney a été l'artisan du rapprochement bilatéral qui devait mettre fin à l'hostilité larvée entre les deux « *grands* » d'Amérique du Sud, soigneusement entretenue, durant des décennies, de chaque côté de la frontière, par les dictatures militaires. Il s'indigne aujourd'hui du « *climat artificiel de discorde* » susceptible de s'installer dans la région suite à une éventuelle reprise de la course aux armements encouragée par l'industrie de défense des États-Unis, toujours en quête de nouveaux débouchés.

« DIVISER POUR RÉGNER »

Le « *stratagème mesquin* » ourdi, selon la *Folha de Sao Paulo*, par la Maison Blanche, « *fait désormais courir le risque que les secteurs les plus nationalistes renouent avec un chauvinisme qui, paradoxalement, ne profiterait qu'à Washington* ». Tant pour M. Sarney que pour les chroniqueurs politiques brésiliens, le président argentin, Carlos Menem, apparaît comme l'« *instru-*

ment » de l'entreprise de déstabilisation américaine.

Dans un entretien publié le 17 août par le quotidien *O Estado de Sao Paulo*, M. Menem s'est chargé, il est vrai, d'attiser la polémique. Le prétexte en a été l'élargissement prochain du Conseil de sécurité des Nations unies, dont l'un des cinq sièges supplémentaires de membres permanents en voie de création est réservé à l'Amérique latine.

Au motif qu'elle « *provoquerait un déséquilibre régional* », si elle venait à être satisfaite, le chef de l'Etat argentin a, pour la première fois, affiché son opposition à la prétention du Brésil d'occuper le poste. Ses propos ont déclenché une crise diplomatique que les dernières déclarations apaisantes du ministre argentin des relations extérieures, Guido di Tella, n'ont pas réussi à désamorcer.

Partisan d'une représentation latino-américaine tournante au Conseil de sécurité, M. Menem devait s'entretenir à ce propos, samedi 23 août, avec son homologue brésilien, Fernando Hernandez Cardoso, à l'occasion de la onzième réunion des chefs d'Etat et de gouvernement du Groupe de Rio qui se tient cette fin de semaine, à Asuncion, au Paraguay.

Au-delà des turbulences cycliques qui affectent, pour l'heure sans grands dommages, les relations entre Brasília et Buenos

Aires, c'est la volonté de Washington de « *diviser pour régner* » qui retient l'attention des editorialistes brésiliens. Les intérêts divergents opposant le Brésil aux États-Unis se sont clairement révélés lors de la réunion des 34 pays des Amériques et de la Caraïbe, organisée à la mi-mai à Belo Horizonte, dans le centre du Brésil.

Malgré les pressions des représentants de la Maison Blanche visant à la création, dans les meilleurs délais, d'une zone de libre-échange des Amériques allant de l'Alaska à la Terre de Feu, le Brésil a refusé de lâcher du lest et a opté prioritairement en faveur de la consolidation du Mercosur (*Le Monde* du 18-19 mai) au sein duquel prévaut son poids économique : l'Argentine a écoulé, l'an dernier, chez son voisin du Nord près de 28 % de ses exportations (contre 8,2 % à destination des États-Unis). Grâce à l'union douanière, les échanges bilatéraux sont passés, en cinq ans, de 12 à 72 milliards de francs.

« *Les États-Unis n'acceptent pas le leadership incommode du Brésil dans le cône sud. Ils veulent un alignement inconditionnel* », note Geraldo Cavagnari, coordonnateur du Centre d'études stratégiques de l'université de Campinas, dans l'État de Sao Paulo.

Jean-Jacques Sévilla

L'Israélienne auteur du tract blasphématoire a été placée en résidence surveillée

L'indignation fait place à la complaisance

TEL-AVIV

de notre correspondant

Tatiana Susskin, l'auteur du tract représentant le prophète Mahomet en cochon, qui avait mis en émoi le monde musulman à la fin juin, a été placée, jeudi 21 août, en résidence surveillée chez sa tante. Noam Friedman, le soldat qui a blessé sept Palestiniens à Hébron, en janvier, a été photographié à la fin juillet se promenant seul à Jérusalem et ce n'est qu'après cette révélation que la justice militaire a décidé de le juger.

Lorsque l'opinion israélienne est confrontée à des provocateurs de ce type, adeptes de la politique du pire, elle commence par leur souhaiter des peines exemplaires. Porté par l'indignation populaire, le parquet annonce alors des poursuites implacables. Mais, au bout de quelques semaines ou mois, la complaisance prend le dessus, face à des actes qui sont à la frontière trouble entre actes criminels, fanatisme politique et déséquilibre psychique.

Lors de ses premières comparutions, Tatiana Susskin ne regrettait manifestement rien. « *Qu'ils me condamnent à mort* », a-t-elle crâné un jour. Des psychiatres ont constaté chez elle des troubles psychiques, mais l'ont estimée apte à soutenir un procès. Affirmant que des problèmes physiques l'avaient influencée le jour où elle était allée apposer ses tracts sur les devantures de boutiques à Hébron, son avocat a affirmé cette semaine qu'elle était irresponsable de ses actes ce jour-là, une thèse qu'elle-même défend désormais, bien que mollement.

Son avocat a obtenu mercredi qu'elle subisse un examen psychiatrique supplémentaire. Jeudi, le parquet a approuvé sa libération et le tribunal d'arrondissement de Jérusalem a ordonné son placement en résidence surveillée chez sa tante jusqu'à la fin du procès. Susskin et sa tante se sont chacune portées garantes à hauteur de 50 000 shekels (13 500 dollars). Auparavant, la Cour suprême s'était opposée à ce qu'elle soit placée en résidence surveillée chez son ami Ichouda Shomron, fanatique d'extrême droite noire, avec qui elle s'était rendue à

Hébron le jour de la diffusion du tract blasphématoire. Provocatrice passible de plus de vingt ans de prison au début de son procès, Tatiana Susskin est graduellement devenue une jeune fille plus ou moins dérangée, qu'un psychiatre va aller examiner chez sa tante.

Le 1^{er} janvier, à Hébron, Noam Friedman, dix-neuf ans, conscrit de l'armée, avait eu le temps de vider un chargeur de mitraillette M-16 sur les passants et les marchands du centre-ville, en blessant sept, dont un gravement, avant d'être neutralisé par d'autres soldats. Peu après, Hébron avait été évacuée à 80 % par Tsahal, et Noam Friedman avait progressivement disparu des titres de journaux.

COMMANDEMENTS DIVINS

Le 1^{er} août, *Haaretz* révélait que Noam Friedman se rendait seul, une fois par semaine, à la yeshiva Makhon Meir, à Jérusalem, pour y parfaire ses connaissances bibliques, et passait ses week-ends en famille, dans l'implantation juive de Maalé Adoumim. *Haaretz* ajoutait que les médecins qui le suivent à l'hôpital psychiatrique, seuls responsables de son sort, envisageaient de le libérer en septembre. Aucun procès prévu.

Après son arrestation, Friedman, juif orthodoxe, avait expliqué qu'il avait obéi à des commandements divins. On apprenait alors qu'il avait déjà été interné en milieu psychiatrique avant d'être enrôlé, et qu'un psychiatre militaire avait recommandé, quelques mois avant la fusillade d'Hébron, qu'il soit réformé. Tsahal n'avait pas suivi son conseil. Après cette embarrassante révélation, une commission de psychiatres civils l'avait examiné et jugé malade. L'armée avait renoncé à le traduire en justice. Il avait été interné et son sort confié à ses seuls médecins.

Après les révélations de *Haaretz*, le parquet militaire a changé d'avis et a décidé de le juger et de demander la prolongation pour six mois de son enfermement psychiatrique. Examiné une nouvelle fois, Friedman a été trouvé cette fois-ci apte à être jugé. — (Intérim)

Cent vingt réfugiés tutsis massacrés au Rwanda

KIGALI. Environ cent vingt Tutsis ont été massacrés à la machette et au fusil par des inconnus, en pleine nuit, vendredi 22 août, dans le camp de réfugiés de Mudende (ouest du Rwanda), a déclaré le Haut-Commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR). Trente personnes ont par ailleurs été blessées. Le camp abrite quelque 8 000 Tutsis qui ont fui les combats dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC, l'ex-Zaïre) en 1995-1996. Selon le HCR, 107 réfugiés ont été tués. Les autorités rwandaises ont donné le chiffre de 120 morts en y incluant des victimes originaires de la région. Le gouvernement a dit soupçonner des « *personnes infiltrées* », selon la terminologie désignant des groupes armés de Hutus revenus de l'ex-Zaïre. — (AFP)

AFRIQUE

■ **BURUNDI : le gouvernement de Bujumbura** a obtenu un report des pourparlers de paix avec les rebelles hutus prévus pour lundi à Arusha (Tanzanie), a annoncé un collaborateur du médiateur international Julius Nyerere. — (Reuters.)
■ **AFRIQUE DU SUD : la commission Vérité et Réconciliation (TRC)** a donné jusqu'au 30 septembre à l'ancien président P.W. Botha pour témoigner sur des crimes commis sous l'apartheid, a déclaré Alex Boraine, le président de la TRC. Winnie Madikizela-Mandela, l'ex-épouse du président Nelson Mandela, a également été appelée à témoigner sur la disparition de jeunes Noirs dans les années 1980. — (AFP)

EUROPE

■ **BIÉLORUSSIE : trois journalistes russes, détenus** depuis plusieurs jours en Biélorussie pour « *franchissement illégal d'une frontière* » ont été remis, vendredi 22 août au soir, à l'ambassade de Russie à Minsk. Un autre avait été expulsé du pays vendredi matin. — (AFP)
■ **TURQUIE : le chef du Front national (FN, extrême droite),** Jean-Marie Le Pen, en vacances en Turquie, a rencontré pendant quatre heures le chef du Parti de la Prospérité (Refah, islamiste), Necmettin Erbakan, lundi 18 août, a rapporté la presse, vendredi 22 août. — (AFP)
■ **Cinq policiers, impliqués dans la mort d'un journaliste gardé à vue,** ont comparu pour la première fois depuis l'ouverture du procès, le 18 octobre 1996. Ils s'étaient rendus à la justice à la fin juillet — (AFP)
■ **ESPAGNE : le premier congrès mondial amazigh (berbère)** se tiendra du 27 au 30 août à Tafira (Canaries) sur le thème de « *la défense et la promotion de l'identité culturelle de la nation amazigh* ». Une vingtaine de millions de personnes parlaient la langue berbère dans le monde.

ASIE

■ **AFGHANISTAN : le « premier ministre »** de l'opposition afghane, Abdulrahim Ghaforzai, a été tué, jeudi 21 août, lorsque l'avion qui le transportait à Bamyân (centre du pays) s'est écrasé. Nommé la semaine dernière pour son aptitude à fédérer la coalition anti-taliban souvent désunie, sa mort porte un rude coup à l'alliance selon ses responsables. — (AFP)

JMJ Jean Paul II devait assister, samedi 23 août, à une grande veillée avec les jeunes des Journées mondiales de la jeunesse (JMJ) à l'hippodrome de Longchamp. Le lendemain,

il devrait y célébrer une messe de clôture pour laquelle un million de personnes sont attendues. ● A L'OCCASION DU CENTENAIRE de la mort de Sainte Thérèse de Lisieux, le pape an-



noncera sa prochaine proclamation comme « docteur de l'Eglise ». ● DES POLÉMIQUES se poursuivent à propos de la visite « privée » du pape sur la tombe du professeur Jérôme Lejeune,

généticien et farouche adversaire de l'avortement, mais aussi sur le rôle du général Morillon, président du comité de coordination interministérielle des JMJ.

Les célébrations de Longchamp clôturent les Journées de la jeunesse

Après une veillée festive, samedi 23 août, les organisateurs du rassemblement des catholiques à Paris espéraient réunir près d'un million de fidèles lors de la messe dominicale. Visiblement fatigué par sa visite, Jean Paul II devait quitter la France dimanche

LONGCHAMP : la finale des Journées mondiales de la jeunesse (JMJ) se jouera sur un hippodrome, comme l'ultime obstacle d'un parcours qui, de mois en mois, aura alternativement soulévé dans l'Eglise catholique de France appréhensions et espoirs. Appréhension quand, au début de l'été, remontaient des diocèses des informations pessimistes sur la mobilisation des jeunes Français. Espoir quand, à partir du 15 août, les délégations étrangères sont arrivées dans les départements français, enclenchant une dynamique qui s'est aussitôt exprimée dans les chiffres des deux rassemblements monstres du Champ de Mars, celui du mardi 19 août (300 000 participants) et celui du jeudi 21 (500 000).

Depuis, les organisateurs des JMJ ont un moral à toute épreuve et n'hésitaient pas, vendredi, à avancer des chiffres de participation au rendez-vous de Longchamp deux fois supérieurs aux pronostics les plus pessimistes, faisant état de 600 000 à 700 000 participants, samedi 23, pour la veillée festive des jeunes, et d'un million le lendemain dimanche pour la célébration eucharistique marquant la clôture des JMJ. L'inconnue demeurait la manière dont ce succès populaire pouvait être concilié avec la signification

intime de cérémonies dont l'archevêque de Paris, M^r Lustiger, et le Vatican souhaitent qu'elles ne se transforment pas en « show » papal.

LITURGIE DÉPOUILLÉE

Dès le samedi après-midi, sur la pelouse de Longchamp, devant l'autel conçu par les architectes Christian de Portzamparc, Jean-Marie Dutilleul et Jean-Michel Wilmotte (*Le Monde* du 19 août), doivent alterner des phases musicales et des séries de témoignages de jeunes. De nombreux professionnels du spectacle ont assuré les organisateurs de leur participation, dans des registres fort différents : le chef d'orchestre coréen Myung Whun Chung, qui a

dirigé l'Opéra Bastille, Cesaria Evora, Jeane Manson, Cecilia Bartoli, Andrea Bocelli ou des groupes polyphoniques corses.

Après l'arrivée du pape, vers 20 heures, la fête devrait céder plus directement la place à l'émotion. Pour signifier l'importance du baptême, premier sacrement de la vie chrétienne, Jean Paul II, entouré de jeunes et d'évêques, devrait personnellement baptiser dix catéchumènes (jeunes adultes se préparant au baptême) symboliquement choisis parmi les pays suivants : la France (diocèses de Dijon et de Tahiti), Cuba, les Etats-Unis, le Burkina Faso, le Kenya, le Cambodge, la Chine et la Russie. Des symboles liés à la lumière du baptême, une liturgie

plutôt dépouillée, des chants repris par les 600 000 pèlerins vraisemblablement présents devraient faire de cette veillée, conclue par un feu d'artifice, le « sommet » des Journées mondiales.

Les jeunes pèlerins dormiront à la belle étoile, mais des espaces de rencontres et de prières ont été aménagés sur la pelouse de Longchamp. Dès 6 heures, dimanche 24 août, l'office des laudes sera chanté à capella par cinquante choristes, bénédictines du Sacré-Coeur de Montmartre. Puis, vers 9 h 30, le pape arrivera une deuxième fois sur le site, pour présider l'ultime célébration, ouverte à tous cette fois, sans limitation d'âge. Compte tenu de l'effet d'entraînement provoqué par le succès des rassemblements du Champ-de-Mars, il y a fort à parier que cette messe de clôture détiendra le record de participation.

VISITES DE DÉTENUÉS

La veille, vendredi 22 août, outre les étapes du pape à Evry et sur la tombe du professeur Lejeune, la journée a été marquée par la messe solennelle de béatification, à Notre-Dame de Paris, de Frédéric Ozanam, un chrétien social du XIX^e siècle. Outre les descendants de la famille Ozanam et

les délégués de la Conférence Saint-Vincent-de-Paul, que le nouveau bienheureux avait créée, plusieurs milliers de personnes ont assisté à la cérémonie soit à l'intérieur, soit, sur un écran géant, à l'extérieur de la cathédrale.

Interrogations sur

la santé de Jean Paul II

Apparu très fatigué à Evry, vendredi 22 août, Jean Paul II a relancé les interrogations sur son état de santé. La veille, il avait failli s'assoupir lors de sa réception à l'Élysée par Jacques Chirac. On sait que le pape souffre de la maladie de Parkinson et qu'il est sujet, à certaines périodes de la journée, à un grand état de fatigue. Joaquin Navarro-Valls, porte-parole du Saint-Siège, a démenti, vendredi à Evry, les rumeurs sur une aggravation de l'état de fatigue du pape, affirmant « Il se porte assez bien, en dépit de la chaleur ». En avance sur son programme à la cathédrale d'Evry, Jean Paul II s'est accordé une petite promenade à pied à la campagne, près de Chalô-Saint-Mars, où il venait de se recueillir sur la tombe du professeur Jérôme Lejeune.

H. T.

Une « chaîne de la fraternité » sur les boulevards des Maréchaux

Une « chaîne de la fraternité » a été formée, samedi 23 août, sur les boulevards des Maréchaux, qui ceinturent Paris, par 300 000 jeunes des Journées mondiales de la jeunesse (JMJ). Après avoir chanté l'Hymne à la joie, ils se sont donné la main pendant un moment très bref. Pendant ce temps, les cloches ont sonné à la volée dans la capitale et certaines villes d'Ile-de-France. Cette manifestation se voulait un « signe universel » exprimant la volonté de paix et d'ouverture au monde des jeunes venus des cinq continents. Dans l'esprit des organisateurs des JMJ, cette manifestation devait également canaliser le flot des participants et assurer un acheminement en bon ordre vers le rendez-vous de Longchamp.

Un chemin de croix à travers la nuit de Pigalle

« **JÉSUS** tombe pour la deuxième fois. » C'est la septième station et le chemin de croix s'arrête devant le Moulin Rouge. Les jeunes pèlerins américains rangent leurs chapelets et sortent leurs Instamatics. Les néons des sex-shops annoncent une autre nuit chaude. « Dans ce quartier où l'homme tombe, où la femme tombe, s'écrit le Père Marie-Michel, prêtre de la communauté de l'Emmanuel, Jésus nous dit que le propre de son amour est de s'abaisser jusqu'au néant, pour ressusciter et s'élever en Dieu. »

Sur les trottoirs, les badauds sont plus surpris qu'hostiles au spectacle de cette croix de bois de trois mètres sur deux, de quatre-vingt kilos, transportée par huit jeunes costauds, venus de Côte-d'Ivoire, des Etats-Unis ou d'Australie. Le Père Marie-Michel élève à nouveau la voix : « C'est Dieu qui vous parle, qui vous dit qu'il vous aime et vous attend. » Il est encadré de jeunes séminaristes en aube blanche, qui portent des cierges. Des volutes d'encens s'élèvent dans les rues de Pigalle. « Un peu de solidarité dans ce quartier où c'est le chacun pour soi, c'est très bien », approuve un jeune passant.

Tout Paris a été traversé, vendredi 22 août au soir, par ces chemins de croix, autre temps fort des JMJ. Celui de la paroisse de la Trinité (9^e arrondissement), fief de l'Emmanuel, a attiré près d'un millier de jeunes. Toute la soirée, de la rue de Clichy à la rue Blanche, il ont prié, chanté, invoqué la Vierge Marie et la « petite Thérèse », fait silence aux douze

stations de la montée du Christ au calvaire. Un recueillement parfois déchiré par un cri : « Seigneur Jésus, je te confie les malheurs de mon continent, l'Afrique. »

« J'EN AI MARRE DE TOUS CES CATHOS ! »

Retour à la Trinité. La crypte est remplie de jeunes, à genoux, les yeux clos, en adoration devant le Saint-Sacrement. La nef centrale est vide, dégagée pour les activités « non-stop » des JMJ : conférences, chants, musique africaine, etc. Dans les nefs latérales, des prêtres en étoile violette confessent des pénitents. Une pancarte arrête des passants : « Tu as des questions à poser, des choses à dire. On est là pour écouter. Viens nous rencontrer. »

Dehors, au soleil couchant, des pieds nus traînent dans l'eau de la fontaine de la Trinité, place Estienne-d'Orves. Des jeunes belges et américains taillent de petites croix dans des blocs de craie. Un petit bout de femme, chaussée de baskets et juchée sur un tabouret, harangue une petite troupe. C'est sœur Emmanuelle, quatre-vingt-huit ans et neuf mois, qui raconte aux jeunes, une énième fois, ses bidonvilles d'Egypte. On entend, au loin, un homme crier sa révolte : « J'en ai marre de tous ces cathos. La France est une République. Vive la laïque ! » Sur le chemin de la croix du Christ, ce fut la seule note discordante.

Henri Tincq

Un homme qui ne retrouve ses forces qu'avec le verbe

VENDREDI 22 AOÛT, le pape s'est rendu dans la toute nouvelle cathédrale d'Evry, la seule construite en France au XX^e siècle. Inaugurée le 7 avril 1996 par M^r Herbulot, évêque d'Evry-Corbeil, la cathédrale de la Résurrection, que l'on doit à l'architecte suisse Mario Botta, adopte la forme d'une colonne tronquée en biseau. Insérer un monument dans une ville nouvelle qui ne brille pas par sa grâce et son harmonie architecturales était un pari. Mario Botta l'a réussi, en adoptant la brique rose de Toulouse, le verre et le bois.

L'ensemble est accueillant et grand sans ostentation, même si l'on peut s'amuser des tilleuls argentés plantés sur le toit, trop rares, qui évoquent un chantier d'implants capillaires en grève. Il n'a pas songé à isoler l'intérieur de la chaleur, et les journalistes présents plusieurs heures avant l'arrivée du pape en apprécieraient la fournaise. Au dehors, les badauds étaient peu nombreux, entre trois mille et cinq mille, bien moins que prévu.

Outre les personnalités offi-

cielles, civiles et politiques, à l'exception du président du conseil général de l'Essonne, Xavier Dugoin, remplacé par le vice-président, Michel Pelchat, et des personnalités ecclésiastiques, on notait des délégations étrangères des Etats-Unis (Missouri) et d'Allemagne (Munich, ville jumelée à Evry et qui a bien aidé au financement de la cathédrale), des jeunes, des handicapés, des représentants des plus démunis et trois détenus de la prison de Fleury-Mérogis « dont l'un se prépare au baptême ».

Tout ce monde a attendu sagement dans une atmosphère d'étuve en contemplant la croix, rapportée d'une mission en Tanzanie, et le baptistère rond et blanc qui faisait irrésistiblement penser à un jacuzzi. Puis, un léger brouhaha au dehors a annoncé l'arrivée de la papamobile et l'assistance s'est mise à frapper dans ses mains sur le rythme bien connu des anciens de mai 68, « Ce n'est qu'un début-continuons-le-combat ! »

Le pape est entré en compagnie de M^r Herbulot, a salué les per-

sonnes du premier rang, a monté les marches difficilement, s'est agenouillé pour prier. Il paraissait épuisé, comme lorsque assis dans la chaise de l'évêque il a écouté le discours d'accueil de M^r Herbulot, qui trouvait les mots justes et vivants. Ces gestes hésitants, ces mains tremblantes, cette démarche pénible en disaient long sur la détresse physique d'un homme qui ne retrouve ses forces qu'avec le verbe. Prenant la parole « au nom du Seigneur ressuscité », il a dit sa reconnaissance envers les pasteurs, l'architecte, les bâtisseurs et les donateurs : « C'est un grand geste d'espérance, un témoignage de vitalité d'une communauté qui a justement voulu s'exprimer dans le langage de ce temps, à l'approche du nouveau millénaire. » Improvisant par moments, faisant quelques remarques plaisantes, il a semblé presque gai. Ensuite, on lui a remis des cadeaux, tendu des enfants à bénir et il a signé le livre d'or avant de se remettre à prier longuement.

Michel Braudeau

Sainte Thérèse de Lisieux, une « toute petite âme » amoureuse du Christ

THÉRÈSE DE LISIEUX a deux visages. L'un est celui de la sainte statufiée dans toutes les églises de France, une brassée de roses aux bras, embaumée dans un culte de guimauve proche des images d'autrefois. L'autre est celui d'une jeune fille de la fin du siècle dernier, carmélite exaltée, qui adora un Dieu d'amour et se donna à lui sans compter. Vénérée dans le monde entier, sainte Thérèse de l'Enfant-Jésus était d'abord Thérèse Martin, une jeune Normande morte inconnue mais qui, révélant dans des écrits posthumes une approche nouvelle de la foi, conquiert les foules et contribua au renouveau spirituel de l'Eglise. Le pape devait annoncer aux jeunes, réunis samedi 23 et dimanche 24 août à Longchamp, que Thérèse accèdera officiellement au rang de docteur de l'Eglise le 19 octobre à Rome.

Née en 1873 à Alençon (Orne) dans une famille de la bourgeoisie catholique provinciale, Thérèse est la dernière des cinq filles des époux Martin. Sa mère meurt alors qu'elle n'a que quatre ans et c'est sa sœur aînée, Marie-Pauline, qui l'élève, tandis que la fa-

mille s'installe à Lisieux (Calvados). Bien qu'éduquée dans la foi craintive et étriquée de l'époque, elle s'affranchit très tôt du Dieu intraitable et vengeur qu'on lui présente pour découvrir un Dieu d'amour et de faiblesse, qu'elle apprend à vénérer. Sa « conversion » du soir de Noël 1886, qui la délivre des angoisses liées au décès de sa mère, n'y est pas étrangère. A quinze ans, malgré sa santé fragile, elle veut devenir carmélite et ira jusqu'à Rome pour arracher du pape Léon XIII l'autorisation d'entrer au couvent.

Au carmel de Lisieux, où entreront quatre des cinq filles Martin, elle retrouve Marie-Pauline qui deviendra prieure sous le nom de Mère Agnès. Thérèse, quant à elle, choisit de devenir Sœur Thérèse de l'Enfant-Jésus. Elle découvre la règle du carmel, l'une des plus rigoureuses des ordres religieux : prière sèche, travail obligatoire, nourriture frugale, froid et solitude, mais aussi mortifications que l'on s'inflige pour participer à la souffrance du Christ.

Thérèse y entame neuf années d'une vie simple et naïve. Les rudes conditions de vie du

couvent affectent sa santé, elle accepte les épreuves sans broncher. Elle puise la source de sa foi directement dans l'Evangile : amoureuse du Christ, elle veut s'abandonner à Dieu. Au carmel, les sœurs perçoivent vite l'intensité de la foi qui l'habite et l'encouragent à coucher sur papier ses impressions. De ces petits cahiers d'écoliers, qu'elle griffonne à ses moments de récréation, la pensée « thérésienne » émerge.

Pourtant, elle traverse d'intenses moments de doute. Son père perd la raison et elle-même

est touchée par la tuberculose. Pendant cette « nuit du néant », elle pense au suicide, mais ses convictions finissent par l'emporter. Celle qui se définissait comme une « toute petite âme que le bon Dieu a comblée de grâces » finira sa vie entre souffrance et exaltation. Le 30 septembre 1897 - il y a cent ans -, elle meurt dans l'agonie, anonyme, à l'âge de vingt-quatre ans. « J'ai tout dit, tout accompli. C'est l'amour seul qui compte », note-t-elle.

Thérèse Martin serait restée une inconnue si Mère Agnès n'avait

La troisième femme « docteur de l'Eglise »

A l'occasion du centenaire de la mort de Thérèse de Lisieux en septembre, l'Eglise va proclamer la sainte « docteur de l'Eglise ». Le pape devait en faire l'annonce, pour la première fois ce week-end, lors du rendez-vous de Longchamp avec les jeunes. La cérémonie officielle aura lieu le 19 octobre au Vatican.

L'Eglise a proclamé trente-deux « docteurs de l'Eglise », réputés pour leur science chrétienne, le rayonnement de leur doctrine, l'intégrité de leur vie. Tous les « docteurs » sont des saints canonisés. Ils s'appellent Thomas d'Aquin, Jean de la Croix, François de Sales, etc. Deux femmes ont précédé Thérèse dans cette illustre compagnie : Catherine de Sienne (1347-1380) et Thérèse d'Avila (1515-1582). Par ailleurs, depuis le début de son pontificat, en 1978, Jean Paul II a procédé à la canonisation de 278 saints et à 770 béatifications.

réuni une sélection de ses textes, dans un recueil qu'elle intitule *Histoire d'une âme*. Publié un an après sa mort, l'ouvrage n'est d'abord tiré qu'à deux mille exemplaires. Mais il dépasse bien vite le cercle des religieux auquel il était d'abord destiné. Dans ce siècle finissant, tiraillé entre un catholicisme janséniste et une République laïque qui choque les croyants, l'histoire simple de cette jeune fille à la foi naïve se répand comme une traînée de poudre. Les rééditions et les traductions - soixante à ce jour - se multiplient. Les pèlerins affluent à Lisieux, on parle de miracles. L'image de Thérèse, parfaitement orchestrée par les sœurs du carmel, va faire le tour du monde.

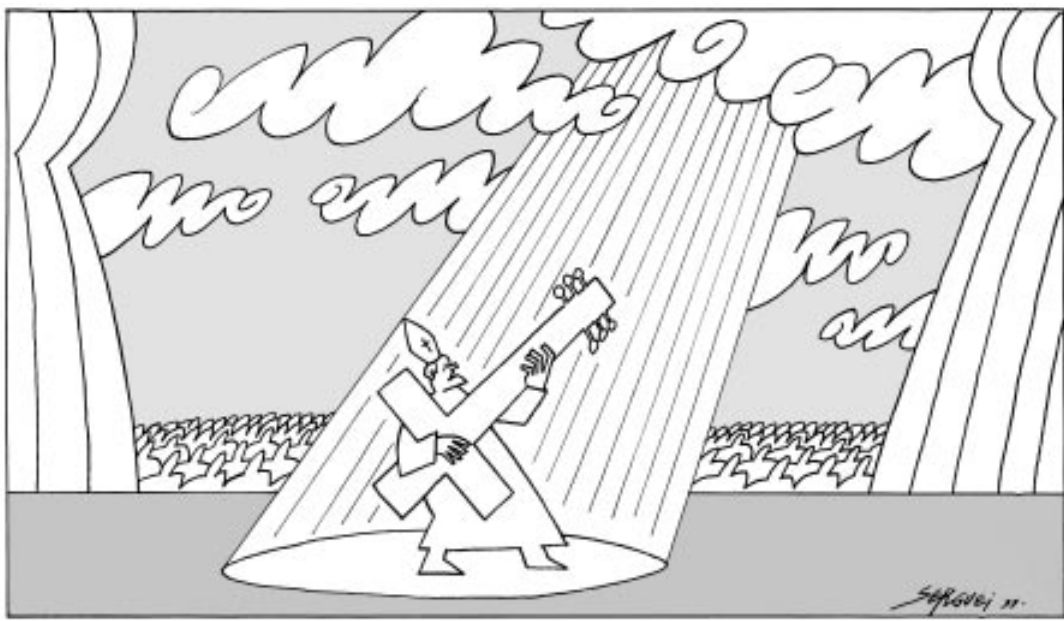
Devant ce culte grandissant et incontrôlé, l'Eglise, quelque peu dépassée, décide de réagir. Le 17 mai 1925, Thérèse est canonisée par Pie XI avant d'être élevée, deux ans plus tard, au rang de « patronne universelle » des missions. Devenue sainte, elle n'en attire que plus les foules. Un commerce de bondieuseries s'organise. La commune de Lisieux attire un million de visiteurs par an,

chiffre calculé à l'aune des cierges vendus.

Il faudra attendre la seconde moitié du siècle pour que l'image de Thérèse soit rétablie. Le décès de Mère Agnès, en 1951, qui avait gardé jusque-là la haute main sur l'héritage de sa sœur, permet de revisiter la pensée de la sainte. On découvre alors que ses écrits ont fait l'objet de pas moins de sept mille rectifications... Malgré les polémiques qui s'engagent entre spécialistes sur la présentation qu'il faut en donner, leur publication intégrale permet de redécouvrir le message d'une jeune fille qui ne croyait qu'en un « Dieu de bonté ».

Les amis de Thérèse savent la « fleur » qui leur est faite par le pape : après Thérèse d'Avila et Catherine de Sienne, elle sera la troisième femme élevée au rang sacré de « docteur de l'Eglise ». Ultime paradoxe pour cette jeune fille qui, un jour, écrivit : « Jésus n'a point besoin de livres ni de docteurs pour instruire les âmes. Lui, le docteur des docteurs, il enseigne sans bruit de paroles. »

Cécile Prieur



Mgr Claude Dagens, évêque d'Angoulême

« Une génération intéressée, curieuse et disponible qui connaît peu l'Eglise »

« Comment interprétez-vous le succès des Journées mondiales de la jeunesse ?

— J'ai été surpris par la dimension de l'événement. Il me convainc davantage de la présence à l'intérieur ou aux marges de l'Eglise catholique d'une génération de jeunes qui n'est pas critique ou contestataire comme a pu l'être la précédente, mais qui est intéressée, curieuse, disponible pour autre chose. Cette nouvelle génération connaît peu l'Eglise, ses rouages, ses institutions, mais elle exprime à son égard de fortes attentes, concernant des sujets aussi essentiels que la vie, la souffrance, la mort, l'amour, la confiance à retrouver, l'espérance.

» J'ai été aussi frappé par la multitude des questions entendues au cours de ces Journées qui traduisent un formidable appétit de connaissances de la Bible, de son actualité, de sa constitution. Cette génération interpelle directement l'Eglise, mais également toutes les

communautés de la société civile. Et, d'une certaine manière, elle teste notre capacité de réponse à de telles attentes.

— En quoi l'Eglise catholique est-elle directement provoquée par ces interrogations ?

— Elles n'ont presque plus rien à voir avec les questions que se posaient les adultes chrétiens de la génération précédente, qui s'intéressaient davantage aux questions d'organisation interne et de discipline de l'Eglise.

» Je ne devrais pas être surpris. Tout le débat qui, pendant trois ans, a précédé la rédaction du rapport de l'épiscopat français sur la « proposition de la foi » dans la société moderne avait déjà révélé ce besoin criant d'échanges, non pas sur l'organisation, mais sur les expériences vécues par les croyants et non-croyants d'aujourd'hui. Qui est Dieu ? Quelle expérience faisons-nous de Dieu ? Pourquoi les échecs, les pauvretés, les incertitudes ? Aurons-nous, demain, la capacité de mieux écouter les nouvelles générations, de

débattre de leurs questions, de leur apporter des réponses satisfaisantes ? Elle est là la vraie provocation. Pour nous, c'est le grand chantier de demain.

— Avez-vous un début de réponse ?

— Nous devons compter autrement sur les grandes institutions qui ont rythmé, pendant tant d'années et pour tant de générations, la vie de l'Eglise catholique en France. Je pense à nos paroisses, à nos mouvements d'action catholique, dont je ne méconnais pas le mérite mais qui ont des difficultés à s'adapter à cette période nouvelle. Aussi, je me dis qu'il va nous falloir trouver des formes nouvelles de participation à la vie de l'Eglise, pour mieux faire émerger ces questions fondamentales. L'Eglise catholique de France se trouve aujourd'hui en face de conditions toutes nouvelles pour son développement. »

Propos recueillis par Henri Tincq

France Télévision parie sur le pape

LE SAINT-PÈRE plutôt que le Père Fouras. La jeunesse recueillie de Longchamp, plutôt que celle, tout en muscles et en cris, de Fort-Boyard. France 2 a choisi de programmer le pape en prime time, samedi 24 août, à la place de son émission de jeu habituelle. La chaîne devait prendre le relais de France 3 à 20 h 30 et retransmettre en direct, jusqu'à 22 h 30, la veillée baptismale à grand spectacle de l'hippodrome de Longchamp. La ferveur d'une prière partagée par plus d'un demi-million de pèlerins face à la concurrence de « Salut les chou-chous » sur TF 1 semble une hérésie selon les canons habituels de l'Audimat, cette religion intégriste de l'audiovisuel. Mais, de ce pari, les responsables de France Télévision ont souhaité faire le point d'orgue des Journées mondiales de la jeunesse (JM).

Au total, la télévision publique aura consacré vingt-deux heures de direct à ces douzièmes JM. Une présence à l'antenne aussi massive a provoqué la grogne de diverses organisations laïques, telles que le Mouvement français pour le planning familial, la Ligue du droit des femmes, SOS-Femmes alternatives et le Mou-

vement des citoyens. Elles ont souhaité, mercredi 20 août, que des heures d'antenne soient réservées à « l'expression de la défense de la laïcité et des valeurs républicaines aux mêmes horaires que ceux attribués à la visite du pape ».

Betty Durot, directrice des opérations exceptionnelles à France Télévision, admet qu'elle « commence à recevoir des lettres de protestation, parfois virulentes » de téléspectateurs mécontents, mais le risque a été assumé : « La décision de ce type de couverture a été prise après de nombreuses discussions, précise-t-elle. Les réticences étaient essentiellement d'ordre éthique, car sur un plan strictement professionnel personne ne peut contester l'importance de l'événement. »

TAUX « TRÈS SATISFAISANTS »

Les premiers jours des JM ont donné lieu à des taux d'audience jugés « très satisfaisants » par la responsable de l'opération. Jeudi matin 23 août, pour l'arrivée de Jean Paul II à Orly, France 2 a dépassé l'audience de la Une avec 31,7 % de parts de marché. Mais plus tard dans la matinée, pour la réception du pape à l'Élysée, TF 1 avait repris l'avantage (35 %

parts de marché, contre 29 %) grâce à « La famille en or ».

« Personne ne peut lutter, le pape pas plus qu'un autre, contre une émission de jeux », constate Betty Durot. Elle trouve d'autant plus « courageuse » l'attitude des responsables de France 3 qui ont déprogrammé, jeudi après-midi, leur émission vedette « Questions pour un champion » pour permettre la couverture intégrale de la rencontre entre Jean Paul II et les jeunes au Champ-de-Mars, qui avait pris du retard sur l'horaire prévu. France 3 a tout de même enregistré 3 points d'audience (31,9 % PDM) ce jour-là entre 15 h 45 et 18 h 50.

Lundi matin, les responsables de France Télévision se précipiteront sur les résultats de Médiamétrie afin de vérifier la pertinence de leur investissement de 9,5 millions de francs.

Pour la messe papale, dimanche matin, Betty Durot se disait « sûre de l'audience » puisque le créneau est d'ordinaire réservé aux émissions religieuses. Pour la soirée de samedi, en revanche, elle ne pouvait qu'espérer, dans un sourire, « une divine surprise ».

Jean-Jacques Bozonnet

Un hommage sans image sur la tombe du professeur Jérôme Lejeune

POUR UN CAPRICE du pape, la République a inventé le délit de photographie. Fallait-il que le détour « privé » de Jean Paul II sur la tombe de son ami, le très contesté

REPORTAGE

Chalô-Saint-Mars (Essonne) en « état de siège » le temps d'une visite contestée

Jérôme Lejeune, généticien et farouche adversaire de l'avortement, soit honteux au point de déployer un tel luxe de gendarmerie à seule fin d'empêcher tout témoignage ! Car il s'agissait beaucoup moins de sécurité que de censure, vendredi 22 août, à Chalô-Saint-Mars (Essonne). « Ce n'est pas nous, l'ordre est venu de l'Eglise. Il fallait empêcher toute image. On exécute », s'excusait un gendarme, en chassant un groupe de photographes d'une colline avoisinante, où l'on pouvait apercevoir quelques mètres carrés de cimetière à travers le feuillage.

Quatre cent cinquante gendarmes officiellement, beaucoup plus en comptant le GIGN, le RAID et les renseignements généraux, Le petit village était totalement bouclé depuis le matin. Le stade où devait atterrir l'hélicoptère du pape, la route conduisant au cimetière et le

cimetière lui-même étaient barrés dans un rayon de 800 mètres, y compris aux habitants du lieu, qui, pour rentrer chez eux, devaient montrer patte blanche et comprendre mal cet « état de siège ». « C'est très frustrant, notamment pour les paroissiens. Passe encore pour le cimetière, mais le stade ! On aurait pu au moins le voir à l'arrivée », regrettait l'épicière. La Poste avait été exceptionnellement fermée à 13 heures. Seuls le maire, le curé et six membres du conseil municipal avaient été admis à suivre la cérémonie, derrière un cordon de gendarmes.

Ce n'était pas tout. Chalô-Saint-Mars étant niché au fond d'un valon, il fallait contrôler tous les points de vue alentour. Depuis huit jours, les spécialistes du GIGN avaient sécurisé les lieux et soigneusement noté tous les accès possibles dans les champs, les bois, et les collines environnantes.

Outre des gendarmes en poste fixe tous les 20 mètres, des patrouilles en voiture traquaient l'indiscret ou pis, le journaliste. Pour parachever le secret, on avait planté quatre-vingts thuyas autour de la tombe du professeur Lejeune, afin de protéger le pape du soleil et surtout des regards. Seule une image officielle, un bref gros plan du pape, diffusée le soir sur France 2, partenaire des Journées mondiales de la

jeunesse (JM), immortalisa cet hommage contesté.

La majorité des 1 200 habitants et les quelques dizaines de curieux venus pour l'occasion n'avaient vu, eux, que le passage lointain de l'hélicoptère blanc à 16 h 15 et son départ une heure plus tard.

LES SABOTS SUÉDOIS

Il avait fallu la complicité de vieilles dames des environs pour apercevoir, d'un chemin forestier distant de 1 kilomètre, l'arrivée de la suite papale, l'entrée de sa voiture dans le cimetière à 16 h 30, ses quelques pas jusqu'au bosquet de thuyas, entouré d'une vingtaine d'évêques et de la famille Lejeune, puis son départ, vingt minutes plus tard. Ces dames en étaient toutes marries. Elles avaient bien connu le professeur Lejeune, « un homme grand, au regard si doux ! », qui ne quittait pas ses sabots suédois, même pour la messe du dimanche. « Espérons qu'un peu de la bénédiction du pape retombera sur Chalô », soupirait une fidèle.

Le seul « incident » de la journée justifiait bien peu le déploiement de forces : douze militants de l'Union des familles laïques (UFAL), armés de deux maigres pancartes et d'une poignée de tracts, étaient venus protester. « Jérôme Lejeune professait une idéologie antisémite, antimacaronique, homophobe et sexiste. Tout hommage à son action politique contribuerait à légitimer cette idéologie », assurait le Comité de vigilance contre l'extrême droite.

Les manifestants étaient attendus de pied ferme par les membres de l'association des amis du professeur Lejeune (une dizaine, en comptant large), présents depuis le matin à l'entrée du village. Faute de combattants, l'« affrontement » se limitait à un bref échange devant des caméramen frustrés. Même les agents des renseignements généraux, plus nombreux que les manifestants, paraissaient dèçus...

Véronique Maurus

Le Parti socialiste « regrette » le geste du pape

Dans un communiqué diffusé vendredi 22 août, le Parti socialiste « regrette » que le pape Jean Paul II ait choisi de se recueillir sur la tombe du professeur Jérôme Lejeune, généticien et adversaire de l'avortement. « La signification d'une telle démarche ne peut que susciter un malaise et risque d'encourager dans notre pays la détermination de ceux qui mènent un combat marqué du sceau de l'intolérance », ajoute-t-il.

Le PS entend que « soit respectée la loi qui autorise en France l'avortement » et « condamne fermement » l'action du commando anti-avortement de l'hôpital Ambroise-Paré de Boulogne-Billancourt, mercredi 20 août.

Le porte-parole du Vatican, Joaquin Navarro Valls, a précisé pour sa part que « tous ceux qui cherchent à mal interpréter la volonté [du pape] se trompent ».

Des mouvements laïques contestent le rôle du comité de coordination du général Morillon

NOMBRE de mouvements laïques estiment que la laïcité est mise à mal par l'aide apportée par l'Etat à l'organisation du rassemblement des jeunes catholiques. Ainsi, la Libre pensée française a appelé à un rassemblement, dimanche 24 août à 10 h 45, au centre La Plaine à La Plaine-Saint-Denis, dans la banlieue nord de Paris. Ils mettent en cause, particulièrement, le rôle du général Philippe Morillon, nommé président d'un comité de coordination interministérielle (CCI) des JM (Journées mondiales de la jeunesse) par Alain Juppé.

Le réseau Voltaire soulève aussi ce point, en contestant l'existence légale de ce comité, aucun décret n'ayant officialisé sa création. Seule une lettre de mission du premier ministre d'alors, datée du 20 juin 1996, fixe les fonctions de cette instance. En fait aucun texte n'impose un décret. Si c'est, en général, le cas lors de la création d'un comité interministériel — organisme permanent —, il suffit, lorsque le chef du gouvernement veut confier une mission de coordination interministérielle provisoire à une personnalité, qu'il prenne un arrêté publié au Journal officiel — c'est ce qui est fait le plus souvent — ou

qu'il signe une lettre de mission qui n'est pas obligatoirement rendue publique.

La personnalité même du général, rendu célèbre par ses « coups de gueule » à la tête des « casques bleus » en Bosnie, est au centre des polémiques. Philippe Morillon, qui a quitté l'armée active le 1^{er} janvier 1996, clame haut et fort son catholicisme et ne cache pas ses liens d'amitié avec le cardinal Lustiger et l'organisateur des JM, Mgr Dubost.

MISSIONS

A la tête du CCI, organisme qui ne compte en réalité que trois membres, Jean-Paul Algré, un administrateur civil nommé directeur de cabinet, le colonel Michel Fourniol et lui-même, le général Morillon ne perçoit aucune indemnité et aucune ligne budgétaire n'a été ouverte pour financer sa mission. Il travaille toutefois dans des locaux de Matignon, rue de Varennes à Paris, et utilise téléphones, papiers à en-tête des services du premier ministre, le tout à la charge de l'Etat.

Les tâches confiées à ce comité par Alain Juppé, et confirmées tacitement par Lionel Jospin, se résument à trois choses. Assurer tout d'abord

la sécurité des manifestations, avec notamment le concours de l'armée. Deuxième mission, plus contestée : simplifier les mesures administratives d'entrée sur le territoire français des pèlerins étrangers. « le scandale majeur, c'est que les visas ont été décernés non pas par les autorités consulaires mais par des autorités étrangères et cléricales », a expliqué, vendredi 22 août, Jean-Pierre Verlinde, du réseau Voltaire. En réalité, ce sont bien les conférences épiscopales de chaque pays qui ont octroyé les certificats d'inscription aux JM, qui valaient certificat d'hébergement et certificat de ressources pour l'obtention d'un visa gratuit. L'Etat français validait ensuite le travail des Eglises.

Le dernier domaine d'action du général Morillon a été de trouver des logements pour des pèlerins que les organisateurs désespéraient de loger chez des particuliers. Son équipe a fait le tour des collectivités locales, des administrations, pour trouver ici une école, là une caserne. M. Algré assure que le comité n'a pas participé aux discussions financières entre les organisateurs et les administrations.

Vincent Hubé

Des « papamobiles » argentines pour le voyage au Brésil

SIX PETITES SEMAINES séparent la visite de Jean Paul II en France de celle qu'il effectuera, du 2 au 5 octobre, à Rio de Janeiro, au Brésil. Paris est, cette semaine, le rendez-vous de la jeunesse du monde entier. Rio de Janeiro sera, début octobre, celui des familles du monde entier, dans l'esprit de celle qui eut lieu à Rome en 1994 sur un thème cher au pape : la nouvelle évangélisation à l'aube du second millénaire.

Pour les autorités brésiliennes, qui l'ont accueilli en 1980 et 1992, la sécurité du pape est dès aujourd'hui un souci de tous les instants. Depuis l'attentat qui, en 1981, a failli coûter la vie à Jean Paul II, la « papamobile » — ou plutôt les « papamobiles » puisqu'au moins une voiture de réserve suit la première en cas d'incident mécanique — est l'un des éléments clés de tous ses déplacements. A Paris, Jean Paul II a sillonné la capitale en Mercedes. A Rio, il cir-

culera dans une Renault et une Chevrolet qui viennent... d'Argentine.

L'histoire remonte à 1982. Lorsque le pape se rend à Buenos Aires, en pleine guerre des Malouines, la firme américaine Chevrolet lui offre une « papamobile » qui est devenue l'une des fiertés de l'Argentine. Quelques années plus tard, lors d'une seconde visite, Renault met à sa disposition un véhicule qui a été religieusement conservé par les autorités argentines.

GRINCEMENTS DE DENTS

Les deux « papamobiles » sont exposées depuis lors dans des musées argentins : la Chevrolet figure au Musée Fangio (un comble lorsqu'on connaît l'allure à laquelle se déplacent les « papamobiles » !), à 200 kilomètres de Buenos Aires, tandis que celle de la firme française est conservée au Musée Renault de Cordoba, à 500 kilo-

mètres de la capitale argentine. Apprenant la visite du pape au Brésil, le nonce apostolique de Buenos Aires a proposé de prêter les voitures papales au pays voisin. Retapés — les freins et les moteurs ont été révisés —, les deux véhicules blindés sont actuellement en cours d'acheminement. L'armée de l'air brésilienne, réquisitionnée pour l'occasion, devrait les livrer, samedi 23 août, dans l'après-midi, à l'Eglise brésilienne. Selon la presse brésilienne, ces importations temporaires de « papamobiles » provoquent quelques grincements de dents au sein de l'industrie automobile locale, qui aurait préféré que le gouvernement brésilien lui passe commande de tels véhicules.

Des grincements de dents, on en entend également parmi les quelques centaines de Brésiliens qui se sont fait gruger par des professionnels de l'arnaque religieuse. De-

puis la semaine dernière, la police tente en effet de mettre la main sur des petits malins qui ont entrepris de vendre pour 10 dollars des billets permettant d'assister à la grande fête des familles qui aura lieu le 4 octobre au stade Maracana, alors que l'entrée sera gratuite...

L'Eglise, qui a la haute main sur l'organisation de la visite papale, tente d'informer ses ouailles — des billets d'entrée gratuits vont être distribués à partir du 15 septembre dans les paroisses — mais les escrocs n'ont pas encore été identifiés. La messe que célébrera le pape, dimanche 5 octobre, ne pourra en revanche pas donner lieu à une quelconque arnaque. Elle doit avoir lieu en plein air dans le grand parc Flamengo. Les autorités brésiliennes attendent un million et demi de fidèles.

Babette Stern

Problèmes de circulation

La préfecture de police de Paris a apporté de nombreuses restrictions à la circulation, les samedi 23 et dimanche 24 août. Le bois de Boulogne et ses abords seront interdits aux véhicules. Le stationnement est prohibé sur les boulevards des maréchaux entre la porte Maillot et la porte d'Auteuil. Les portes du périphérique, Molitor, Auteuil, Passy, Dauphine, Muette, seront fermées jusqu'à dimanche soir. Le site de Longchamp ne sera accessible que par les transports en commun. Le boulevard Saint-Germain, les quais de Conti et Anatole-France seront brièvement neutralisés samedi. Les automobilistes devront éviter les avenues du Président-Wilson, Georges-Mandé, Henri-Martin et du Général-Gallieni et le cours Albert-1^{er}.

Les mesures antipollution annoncées par M^{me} Voynet inquiètent les routiers et les industriels de l'automobile

Les camionneurs ne veulent pas être « immolés sur l'autel de la pseudo-pollution »

Le président de la Fédération nationale des transporteurs routiers (FNTR), René Petit, a dénoncé, vendredi 22 août, le projet gouverne-

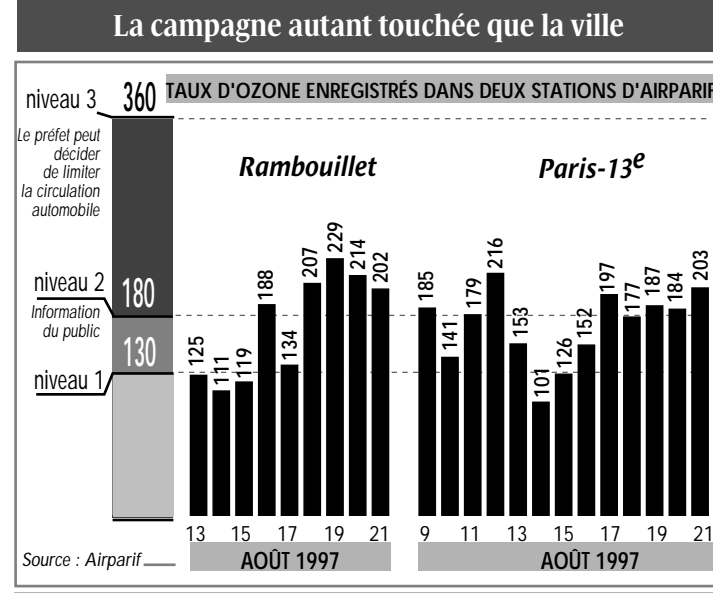
mental de réforme de la fiscalité des carburants. Les industriels de l'automobile s'inquiètent également des pertes d'emploi qu'entraînerait une

hausse du prix du gazole à la pompe. Les réactions politiques aux projets de M^{me} Voynet ont été peu nombreuses (*lire notre éditorial page 8*).

LES PREMIÈRES mesures de moyen et long terme annoncées, jeudi 21 août, par Dominique Voynet, ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement, pour combattre la pollution atmosphérique (*Le Monde* du 23 août) commencent à faire des vagues. Parmi les mesures en préparation figurent notamment la mise en place de la « pastille verte », le bridage des moteurs afin de plafonner la vitesse à 130 km/h, l'amélioration de l'offre de transports collectifs et le développement du ferroutage. M^{me} Voynet a aussi clairement indiqué qu'il fallait s'attaquer à la fiscalité « anti-écologique » des carburants, pour que le gazole soit davantage taxé. A l'heure actuelle, un litre de diesel coûte à la pompe en moyenne 1,50 francs de moins qu'un litre d'essence non plombée, pourtant moins polluante.

Après cette annonce, René Petit, président de la Fédération nationale des transporteurs routiers (FNTR), a mis en garde le gouvernement, expliquant que les transporteurs routiers ne se laisseront « pas immoler sur l'autel de la pseudo-pollution ». « Nous ne pouvons pas accepter un rattrapage de la fiscalité sur le gazole, a-t-il précisé, vendredi 22 août, et si le gouvernement veut nous trouver, il nous trouvera. »

Le président de la plus grosse fédération d'entreprises de transports routiers en France a rappelé que depuis deux ans, les routiers réclamaient « la création d'un carburant utilitaire ». Une solution qui permettrait aux poids lourds de s'approvisionner en gazole à des prix plus avantageux que les voitures particulières. M. Petit souligne également que, lors de la crise des transports routiers de novembre 1996, le gouvernement



Provoqué par la transformation du dioxyde d'azote issu des pots d'échappement, l'ozone se développe lors des épisodes de fortes chaleurs et en absence de vent. En zone rurale, la formation d'ozone est favorisée par les composants organiques volatiles, naturellement présents dans l'atmosphère. Ce qui explique les fortes concentrations enregistrées dans les forêts des environs de Paris.

d'Alain Juppé avait promis que la fiscalité sur le gazole pour les transporteurs n'augmenterait pas plus vite que « l'érosion monétaire » pendant cinq ans. Une promesse que la FNTR compte bien voir reprise par le nouveau gouvernement. Selon le président de la FNTR, une hausse du prix du gazole à la pompe mettrait en effet en péril les entreprises de transport, fortement concurrencées par les transporteurs étrangers.

« IMPÉRATIFS D'ÉCONOMIES »

Cet argument de la perte d'emplois est également mis en avant par les industriels de l'automobile. Ce secteur emploie aujourd'hui en France, directement ou indirecte-

ment, 2,7 millions de personnes, selon les statistiques du Comité français des constructeurs français (CFCFA). Premier producteur mondial de véhicules diesel (44,4 % de parts de marché en France en 1996), le groupe PSA Peugeot Citroën pourrait souffrir d'un renchérissement de la fiscalité sur le gazole. La mise en place prochaine de la « pastille verte » pourrait également désavantager les voitures diesel. Une bonne partie du parc automobile français serait, semble-t-il, condamnée à ne pas rouler, les jours de pics de pollution. Les industriels du secteur estiment en effet qu'étant donné la lenteur du renouvellement du parc automobile, une voiture sur cinq seulement

pourrait obtenir cette fameuse pastille. Les constructeurs rappellent, enfin, qu'ils se sont engagés à réduire, d'ici à 2005, le niveau des émissions des véhicules neufs de leurs gammes.

Sur le plan politique, les réactions aux mesures annoncées par Dominique Voynet ont été peu nombreuses. Le secrétaire général du Parti radical socialiste, Jean-Marc Sabathé, a relevé, vendredi, que « le choix du diesel est souvent conditionné, notamment en milieu rural, par des impératifs d'économies exprimés par tous ceux qui sont contraints à des longs trajets et par les ménages les moins aisés ».

AMÉLIORATION À PARIS

De son côté, Michel Momburn, président du groupe des écologistes (ex-Génération écologie) au conseil régional d'Ile-de-France, estime qu'il faut appliquer « sans délai » la loi sur l'air même si elle « insuffisante ». Evoquant des mesures « indispensables à engager dès maintenant », notamment le développement de carburants moins polluants, M. Momburn observe « que la France est un des pays d'Europe les plus en retard sur ces objectifs, loin derrière les pays d'Europe du Nord ou l'Italie ».

Après l'amélioration de la situation dans la région parisienne, vendredi 22 août – le taux d'ozone dans l'air était redescendu sous le niveau 1 d'alerte fixé à 130 microgrammes/m³ –, le ministère des transports a annoncé que la réduction de 50 % des tarifs des transports collectifs en Ile-de-France prenait fin dès samedi 23 août. Cette mesure d'urgence avait été prise après le franchissement du niveau 2 d'alerte, mercredi 20 août.

Acacio Pereira

A Orange, la gauche se mobilise avant l'université d'été du FN

M^{me} Guigou et M^{me} Trautmann sont présentes

ORANGE
de notre envoyée spéciale

François Hollande, premier secrétaire délégué du Parti socialiste, a inauguré, vendredi 22 août à Orange (Vaucluse), une série de manifestations dirigées contre les thèses du Front national, qui doit tenir son université d'été, du 25 au 29 août, dans cette ville gérée par l'extrême droite depuis les élections municipales de 1995. En sa présence, le Mouvement des jeunes socialistes du Vaucluse, animé par Cécile Helle, députée depuis l'entrée d'Elisabeth Guigou au gouvernement, a lancé un « relais citoyen », qui doit organiser des tables rondes sur l'exclusion ou l'emploi dans l'ensemble du département, du 22 au 24 août. Avant de partir en autocar, la benjamine de l'Assemblée nationale, qu'accompagnaient une cinquantaine de jeunes, a déclaré qu'elle voulait ainsi favoriser « une prise de conscience » des habitants de Provence-Alpes-Côte d'Azur, avant les élections régionales de mars 1998.

De son côté, le collectif *Vivre ensemble*, qui regroupe plusieurs associations de gauche opposées au Front national (Faire face, Orange 2001, Agir pays d'Orange...), auxquelles s'est associé le Parti socialiste, a lancé deux journées de réflexion sur les réponses à fournir aux idées extrémistes. Deux membres du gouvernement devaient être présentes, et intervenir, samedi 23 août : Elisabeth Guigou devait animer un débat sur les réponses juridiques au racisme, et Catherine Trautmann devait participer à un « atelier » sur la culture. Gérard Le Gall, conseiller spécial auprès de Lionel Jospin, devait présider un débat sur les causes du vote d'extrême droite.

Ces tables rondes, qui seront accompagnées de projections de

films, de pièces de théâtre et d'animations musicales, étaient organisées dans un hôtel, à la sortie d'Orange. Persuadés que la municipalité, administrée par Jacques Bompard (FN), refuserait de leur louer un lieu public, les organisateurs de ces rencontres ont choisi un lieu privé. L'Hôtel Mercure, qui a refusé d'accueillir les dirigeants du Front national, a accepté de les héberger. Il leur a même loué gratuitement son parking, vendredi 22 août. Le caractère quelque peu excentré du lieu permettait d'éviter les incidents, mais aussi de dissuader les simples curieux.

« HARCELEMENT DÉMOCRATIQUE »

Il n'y avait qu'une centaine de personnes, vendredi soir, pour le début de ces manifestations. François Hollande a rappelé que le PS a décidé, il y a plusieurs mois, de développer contre le Front national une « stratégie » qui consiste à être présent, chaque fois que ce parti organise une rencontre, pour démontrer la « nocivité » de ses idées. « Si l'on ne fait rien, on banalise les idées du Front national », a-t-il expliqué, ajoutant : « Il est donc tout à fait normal que nous menions ce travail de harcèlement démocratique », a-t-il déclaré. Il a insisté sur le fait que le PS doit soutenir ceux qui sont confrontés à des élus qui mènent une politique d'exclusion.

Après avoir expliqué la position du PS sur les projets du gouvernement en matière d'immigration (*lire page 18*), il a assuré qu'en allant se recueillir sur la tombe du professeur Lejeune (*lire page 5*) le pape risquait, « sans le vouloir », de cautionner les actions violentes des commandos anti-IVG, et que ce déplacement était un « mauvais symbole ».

Rafaële Rivais

Le gouvernement fait remettre de l'ordre dans le fonctionnement de la Mutualité sociale agricole

NOMMÉ le 5 juillet par Louis Le Penec, ministre de l'agriculture, administrateur provisoire de la caisse centrale de Mutualité sociale agricole (MSA), Christian Babusiaux a rendu publiques, jeudi 21 août, les premières mesures qu'il a prises pour redresser la situation de l'institution et remettre de l'ordre dans son fonctionnement. Dans un souci de transparence, il a réuni les présidents et directeurs des caisses départementales et annoncé qu'un nouveau directeur général de la caisse centrale serait nommé en septembre.

En juin, la Cour des comptes avait formulé des critiques sévères mettant en cause le fonctionnement de la caisse centrale de la MSA et « relevant des défaillances et des irrégularités très graves », selon les d'armes.

de Louis Le Penec quelques jours après l'arrivée du ministre socialiste (*Le Monde* du 30 juin). Claude Amis, président de la MSA, avait pour sa part remis sa démission le 25 juin. Déjà, le 4 mars, Philippe Vasseur, prédécesseur de Louis Le Penec, avait alerté par lettre le chef du service de l'Inspection générale de l'agriculture, Jean Moulias, sur la façon dont les services du ministère avaient « pu exercer la tutelle sur les caisses départementales et sur la caisse centrale de la MSA ».

Christian Babusiaux, dont la mission devrait s'achever fin novembre, a rappelé que le directeur général adjoint de la MSA, Guy-Marie Gallet, avait été licencié le 9 avril. Il avait été rendu responsable des opérations de diversification de la MSA et, notamment, de la reprise d'un réseau d'institu-

tions sociales (Cefras) comprenant seize maisons de retraite, un foyer de jeunes travailleurs et une école hôtelière. Ce réseau avait été mis en liquidation judiciaire après redressement fiscal. Plusieurs plaintes ont été déposées auprès du tribunal de grande instance de Paris. La MSA avait créé, pour la reprise de ce réseau, une société ad hoc intitulée Les Sinoplies, et des anomalies avaient vite été constatées dans l'établissement des comptes.

L'administrateur provisoire a précisé que différentes mesures allaient être prises pour mieux suivre désormais l'exécution des décisions du conseil d'administration (renforcement des pouvoirs du contrôleur d'Etat et des commissaires aux comptes, respect du code des marchés publics) et pour mieux connaître les

composantes des rémunérations directes ou annexes des dirigeants. Il va falloir aussi diminuer sérieusement les dépenses de fonctionnement, notamment les voyages lointains et les frais de restauration.

M. Babusiaux a enfin précisé devant les dirigeants de la mutualité que les anomalies relevées par la Cour des comptes et les faits incriminés « ne concernaient en rien les activités de recouvrement des cotisations et des versements de prestations du régime de protection sociale agricole ni non plus le fonctionnement des caisses départementales ». Avec 4,5 millions de personnes concernées, la MSA est en importance le deuxième régime français de protection sociale.

François Grosrichard

L'armée vend aux CRS des pistolets à prix cassés

GUERRE DES PRIX et polémiques : l'achat de milliers de pistolets automatiques par la police nationale est un dossier que, les uns après les autres, les ministres de l'intérieur ne parviennent pas à résoudre. Aujourd'hui, plusieurs syndicats du Groupement industriel de l'armement terrestre (GIAT Industries) accusent Jean-Pierre Chevènement d'avoir renoncé à une commande de 15 000 pistolets destinés aux Compagnies républicaines de sécurité (CRS), c'est-à-dire de porter un mauvais coup à l'emploi dans un secteur en difficulté. L'entourage de l'actuel ministre réplique en assurant que la décision a été prise par son prédécesseur, Jean-Louis Debré, et en retraçant, documents à l'appui, le parcours sinueux de cette vente d'armes.

Pour remplacer les vieux pistolets automatiques MAC 50 qui équipaient les CRS depuis une bonne vingtaine d'années, un appel d'offres a été lancé en 1992 par le ministère de l'intérieur. Trois modèles d'armes de poing ont alors été retenus : le Centurion du groupe italien Beretta (au prix unitaire de 2 116 francs) ; le PAMAS, une copie du précédent fabriquée sous licence en France par GIAT (3 514 francs) ; le SIG 226, enfin, de fabrication allemande (3 380 francs). Au titre

de la préférence nationale et du maintien de l'emploi à la manufacture d'armes de Saint-Etienne, le ministre de l'époque, Charles Pasqua, fait savoir, en 1994, que sa préférence irait au PAMAS.

Un an plus tard, aucune notification officielle n'avait encore été effectuée, ce qui permet à la place Beauvau de faire machine en arrière : le contrôleur financier du ministère refuse d'accorder son indispensable visa pour l'achat du PAMAS. Soulignant la différence de prix avec le Beretta, le contrôleur explique, dans un courrier adressé le 21 août 1995 au directeur général de la police nationale, que le principe de « libre concurrence dans l'Union européenne » devait l'emporter sur le critère de « préférence nationale ».

ARMES EN SURNOMBRE

Finalement, c'est le ministère de la défense qui, haut la main, a remporté le marché. L'armée et la police se sont mises d'accord sur la vente de 5 000 pistolets MAC 50 – flambants neufs, à la différence de ceux déjà en dotation chez les CRS, – au tarif imbattable de 487,80 francs (plus deux chargeurs gratuits). Régulièrement utilisée dans des championnats de tir, l'arme est jugée performante pour les missions assurées par

les policiers en charge du maintien de l'ordre. Le 19 décembre 1996, un bon de commande est donc officiellement délivré par le ministère de l'intérieur, sous l'autorité de Jean-Louis Debré.

Dès le lendemain de l'arrivée de M. Chevènement place Beauvau, la CGT de GIAT Industries écrit au nouveau ministre pour lui rappeler l'intérêt qu'il portait, du temps où il avait en charge la défense nationale, à l'avenir de la manufacture d'armes de Saint-Etienne. La commande des pistolets destinés aux CRS reste « en attente », soulignent les syndicalistes, alors que le secteur « armes de petit calibre » de leur établissement se trouve soumis à un nouveau plan de 130 suppressions d'emplois. Ils sont scandalisés par la réponse du directeur de cabinet de M. Chevènement, qui fait état de la décision d'achat des pistolets « à l'administration militaire ». Mais l'actuel ministre refuse le rôle de bouc émissaire pour une décision prise par un autre que lui. L'armée, elle, en ces temps de diminution de ses effectifs, ne peut que se féliciter de céder une petite partie des armes en surnombre qu'elle conserve dans ses stocks.

Erich Inciyan

Pas d'euro aux conditions allemandes, selon M. Chevènement

LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR, Jean-Pierre Chevènement, qui s'exprimait en tant que président du Mouvement des citoyens (MDC), a déclaré, vendredi 22 août, sur RTL, que « nous allons vers un euro qui ne sera plus l'euro aux conditions allemandes ». L'euro « ne se fera qu'à certaines conditions, précisées pendant la campagne électorale par Lionel Jospin, notamment l'inclusion de l'Italie, de l'Espagne et d'autres pays », a déclaré M. Chevènement. Avec un euro n'étant plus soumis « aux conditions allemandes » et un dollar « à six francs, la croissance économique est au rendez-vous », a affirmé le président du MDC, qui estime que cela « donne un espace pour la lutte efficace contre le chômage, pas seulement à travers le plan de Martine Aubry, mais aussi par la création d'emplois dans les entreprises ».

■ GAUCHE SOCIALISTE : Jean-Luc Mélenchon, un des animateurs de la Gauche socialiste, a estimé, vendredi 22 août, qu'il « n'y aura pas de majorité de gauche à l'Assemblée nationale pour ratifier » le traité d'Amsterdam sur l'union européenne, dans l'éditorial de l'hebdomadaire *A Gauche*. Le sénateur de l'Essonne rappelle que Jack Lang, président PS de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée, a annoncé son refus de voter le traité d'Amsterdam (*Le Monde* du 19 août), et qu'il a reçu le soutien du PRS. « Croit-on que les amis de Jean-Pierre Chevènement, ceux de Dominique Voynet et les députés communistes feront moins (...) que les socialistes et les radicaux ? », demande M. Mélenchon.

■ ÉDUCATION : la Coordination des maîtres auxiliaires organise une marche Blois-Paris pour réclamer le réemploi de tous les maîtres auxiliaires et leur titularisation sans préalable de concours ni discrimination de nationalité. Les participants doivent quitter Blois le 26 août et arriver le 1^{er} septembre dans la capitale.

■ EXPLOSION : un dixième corps a été localisé, vendredi 22 août, par les pompiers, dans les décombres des silos à grain qui ont explosé, mercredi 20 août, à Blaye (Gironde). Le bilan fait encore état d'un disparu, un pêcheur, qui aurait été projeté dans la Gironde par le souffle de l'explosion.

■ GUYANE : Jean-Jack Queyranne, secrétaire d'Etat à l'outre-mer, a annoncé, vendredi 22 août, qu'il avait confié à Jean-François Merle, ancien chargé des DOM-TOM au cabinet de Michel Rocard de 1988 à 1991, une « mission d'écoute et de propositions » en Guyane.

■ ÉLYSÉE : Jacques Chirac et son épouse se sont rendus, vendredi 22 août, dans leur résidence de Saran, en Corrèze. Le président de la République doit y rester jusqu'au mardi 26 août. Il reviendra à Paris, pour présider le conseil des ministres du mercredi 27.

■ HÔPITAUX : des élus s'inquiètent d'une « réorganisation profonde » du paysage hospitalier en Ile-de-France présentée par l'Agence régionale de l'hospitalisation, dans un rapport adressé cet été aux dirigeants des hôpitaux et cliniques de la région. Les élus communistes au conseil régional Ile-de-France ont fait part des « inquiétudes et protestations des acteurs de la santé et des usagers » et demandé à Michel Giraud, président (RPR) du conseil régional, de convoquer un débat en séance plénière.

DETAILLANT GROSSISTE
VEND AUX PARTICULIERS
Recommandé par Paris nos Chers Parisiens
Prix communiqués par téléphone
MATELAS & SOMMIERS
Toutes dimensions - Fixes ou relevables
SWISSFLEX - TRECA - EPEDA - SIMONS
DUNLOPILLO - BULTEX - PIRELLI - ETC...
CANAPES, SALONS, CLIC-CLAC
Cuir ou tissu
Steiner - Coulon - Burav - Sufren - Etc...
Vente par téléphone possible
Livraison gratuite sur toute la France
MOBECO
247, rue de Belleville PARIS 19^{ME} Téléphone
59, avenue d'Italie PARIS 13^{ME} Pl. d'Italie
01.42.08.71.00 - 7j/7

HORIZONS

REPORTAGE

RETOUR SUR IMAGES



ACTION PRESS/JM/APRESSE

Le Maestro et le Mur

6

photo. Vous rappelez-vous, Maestro ? Un coup d'œil fulgurant sur le cliché et le violoncelliste s'enflamme. « Toute ma vie est là-dedans. Ma cohérence, mon unité. Mais qui pourrait comprendre ? C'est mon histoire à moi. Et ce que je célébrais, ce jour de novembre 1989, c'était la réunification des deux parties de ma vie dont le Mur odieux symbolisait la déchirure. D'un côté de la Muraille se trouvaient mon passé, mon pays, mes racines ; de l'autre côté mon exil, mon travail, mon avenir. Deux pans de vie cloisonnés, hermétiques, que j'avais cru ne jamais pouvoir réunir et qui me donnaient le sentiment d'être amputé, incomplet. » Qui, en effet, pouvait imaginer que le Mur cachait des lézardes ? Que, de l'intérieur, le système était miné ? « Nous pensions tous que le communisme allait durer mille ans ! Et que jamais, jamais nous ne pourrions revenir au pays. L'exil est toujours une blessure. Mais celui d'URSS et des pays du bloc était le plus cruel et le plus désespéré : tout départ signifiait un adieu. »

Alors quand, dans son appartement parisien, il a découvert les images de Berlin, quand il a aperçu des jeunes gens armés de burins et de pioches s'attaquer rageusement au béton devant des soldats impassibles ou souriants, quand il a vu les enfants qu'on hissait sur le Mur, les fleurs qu'on

échangeait, les larmes qu'on essayait, il a voulu en être. Au pied du Mur couvert de tags, il devait accomplir « une célébration personnelle ». C'était un moment très intime, dit-il. Un acte qui tenait de la « prière » et qu'il aurait accompli « même sous la menace d'un revolver ». Ce n'était pas un concert, encore moins un spectacle. « D'ailleurs, il n'y aurait jamais dû y avoir de photo, je n'avais prévenu personne. »

SEULEMENT voilà. Parti en toute hâte avec son violoncelle, le Maestro avait oublié de se munir d'un siège. « Je m'en suis rendu compte, planté devant le Mur. Pas un endroit pour m'asseoir ! J'étais catastrophé. Jamais je n'avais réalisé que ce simple accessoire m'était aussi indispensable que l'instrument précieux. Toujours, on m'avait évité ce tracass ! Mon violoncelle sous le bras, j'ai sonné à une loge de

11 NOVEMBRE 1989

Mstislav Rostropovitch

« Un ami m'a téléphoné un soir, à Paris : "Allume tout de suite la télé !" Je me suis précipité. Visiblement, il se passait quelque chose de grave puisqu'on montrait en direct, et dans la nuit, une foule bruyante, désordre, chahuteuse. Je ne savais pas où cela se passait. Des gens étaient juchés sur une espèce de plate-forme et tendaient la main pour hisser les autres. Des jeunes escaladaient, des vieux applaudissaient, il y avait des fleurs, des larmes, des chants, une bouteille de champagne. J'ai compris tout à coup. Berlin. Le Mur. La fin. Et j'ai pleuré. Il fallait que j'y sois. C'était évident. Cela me concernait. C'était l'histoire de ma vie. J'ai appelé mon ami Riboud. "Antoine, j'ai besoin d'un avion. Je dois être à Berlin demain." Pendant le vol, je n'ai pas dit un mot. J'avais mon violoncelle, je voulais jouer Bach. Pour moi tout seul. Pour remercier Dieu. Antoine était discret. Ce n'est qu'en arrivant qu'il m'a demandé : "On nous attend ici ?" – Non. Personne. – Alors qu'est-ce qu'on fait ? – On prend un taxi, et on y va ! »

Au taxi j'ai crié : "Au Mur !" – Le Mur est grand. Où précisément ? – Où vous voulez ! Je m'en fous ! Les paroles sont inadéquates pour exprimer certaines joies. Pauvres, les mots, fallots, insuffisants. Mais la musique est là. Bach bien sûr, toujours. Qui me remplit, qui m'inonde. »



Mai 1997-Bakou

concierge pour emprunter une chaise. Un homme m'a dévisagé : "Etes-vous Rostropovitch ?" Puis il a disparu trois minutes avant de rapporter une chaise et une vingtaine de personnes ! »

Va donc pour le public ! Le violoncelliste en ferait abstraction. Il ne jouerait que pour lui et « pour remercier Dieu ». Et qu'importaient le froid, les voix, les bruits et même quelques flashes d'appareil. Il voulait jouer Bach. « J'avais choisi les pièces les plus joyeuses, et puis je ne sais pas pourquoi, c'est devenu très triste. » Alors il a demandé : « Voulez-vous que je joue quelque chose en la mémoire de ceux qui sont tombés en franchissant le Mur ? » Il a choisi Sarabande, et tandis que l'archet sculptait des notes ailées, des larmes ont coulé sur les joues d'un jeune homme.

Le Mur tombait. C'était ahurissant, extravagant, impossible, magnifique. La planète Terre allait sembler plus vaste. Car le Mur, résultat d'une démenche de l'Histoire, ne divisait évidemment pas que l'Allemagne. Slava fermait les yeux, incapable de projets, mais empli de musique et d'espoir. Combien de nuits, en rêve, n'avait-il franchi la frontière ? Combien d'escapades pendant, avant, après chaque concert ? Et combien de pensées pour ces compositeurs géniaux – Prokofiev et Chostakovitch – qu'il vénait, interprétait, célébrait désormais sur toutes les scènes du monde mais que le gouvernement d'URSS – « imbécile, criminel » – avait voulu broyer ? « Cette musique était le fil qui me liait à ma patrie. Sans doute n'aurais-je jamais joué autant de musique russe s'il n'y avait eu l'exil. »

L'exil ne fut jamais son choix. Il ne faisait pas de politique, il n'était pas dissident, il n'avait jamais voulu fuir. La musique le comblait. La force de son talent, détecté dès sa petite enfance à Bakou par son père musicien, puis au conservatoire de Moscou par les plus grands maîtres de l'empire, la reconnaissance du public, une pluie de prix et récompenses – prix Staline en 1951, prix Lénine en 1964, « artiste du peuple » depuis 1966 – lui donnèrent même longtemps une fameuse assurance. Les plus grands théâtres le réclamaient et il n'aimait rien tant que se produire avec Galina, son

épouse, adulée par Boulganine et star absolue du Bolchoï. Mais Rostropovitch, admirateur d'Alexandre Soljenitsyne, était du genre fidèle. Et quand il apprit que l'écrivain était en très mauvaise santé et quasiment à la rue, il proposa de l'accueillir dans sa datcha des environs de Moscou. C'est ainsi qu'il se condamna. Deux ministres, tour à tour, l'adjurèrent de laisser tomber l'écrivain. Rien n'y fit. Soljenitsyne passa chez lui cinq hivers, conscient, plus que son hôte, des menaces croissantes pesant sur les deux hommes : « Ne prenons jamais ensemble la même voiture pour nous rendre à Moscou, disait-il au musicien. Un seul camion permettrait au KGB de se débarrasser de nous. Pourquoi lui simplifier la tâche ? »

QUAND Soljenitsyne reçut le prix Nobel et qu'une violente campagne de harcèlement fut organisée contre lui, Rostropovitch, écœuré, se révolta. Le 31 octobre 1970, il écrivit une lettre aux quatre grands journaux soviétiques pour prendre fait et cause pour l'ami écrivain. Boycotté à Moscou, le texte fit la une de la presse internationale. Et de suspect, Rostropovitch devint coupable. En moins de quatre années, on brisa sa carrière. Il fut exclu du Bolchoï, interdit de concert dans les salles de Moscou et de Leningrad, privé d'engagements à l'étranger, boycotté par la presse, mis en quarantaine par ses pairs. Bref, il fut destitué. Alors, sous la pression de Galina, elle aussi censurée, il demanda à Brejnev l'autorisation de partir deux ans à l'étranger, espérant alarmer les officiels et rêvant – follement – d'être retenu. Naïf ! On le laissa partir afin de mieux l'exclure. L'annonce de sa déchéance de la citoyenneté soviétique lui parviendra deux ans plus tard... par la télévision. Interdiction sera faite à Aeroflot de lui vendre un billet d'avion.

« Ma deuxième vie a commencé alors. Dans les avions, les valises, les répétitions, les concerts, le travail. Il fallait recommencer à zéro, faire une croix sur la patrie, les amis, nos traditions. Et refuser tous les passeports que plusieurs pays, aimablement, allaient nous proposer. Mieux vaut être apatride que d'accepter l'idée d'être chassé du sol où Dieu vous a fait naître. » Un silence. Puis un étrange sourire : « Je mourrai apatride. » Apatride ? Allons donc, Maestro ! Gorbatchev dès 1990, Eltsine depuis 1991 et aujourd'hui Aliiev vous acclament et vous réclament. On déroule tapis rouge, on réédite vos archives. Le Bolchoï célèbre Galina, et votre anniversaire est fêté 25 fois. Que vous faut-il de plus ? Des excuses officielles, des sanctions exemplaires, un titre honorifique ? « Je ne suis plus le même, j'avoue. Et si mon âme est russe, la culture d'Occident est aussi dans mon peau. Je dois beaucoup à différents pays. J'ai absorbé le jus d'artistes amis comme Dali, Picasso, Chaplin, Chagall, Aragon. Je ne veux plus de passeport russe. Je ne suis plus l'homme d'une seule nation. »

Galina, impériale, a entrouvert la porte pour rappeler à son mari qu'il avait un programme, et qu'il serait bien temps qu'il enfle son smoking. L'ordre paraît sans appel. Rostro, une dernière fois, regarda la photo. « On n'efface pas quatre-vingts ans de communisme avec des bulldozers ou des pioches. On ne change pas en cent jours des habitudes de délation, suspicion, passivité, trahison. La transition est rude, à l'Est. Mais je suis optimiste. » Le Mur, assure-t-il, va lentement disparaître des têtes.

Annick Cojean

PROCHAIN ARTICLE
Le podium
de Mexico

PRIVATISATIONS Les compagnies britanniques d'électricité baissent leurs tarifs sous la pression de leurs autorités de tutelle. La mise en concurrence de ce marché autrefois

tenu par un monopole d'Etat avait commencé par entraîner une hausse des coûts. ● **DES RÉGULATEURS** ont été mis en place par les gouvernements conservateurs pour veiller au

respect des règles de la concurrence dans chacun des domaines où les services publics ont été privatisés : eau, gaz, électricité, transport ferroviaire, etc. ● **LES POUVOIRS** de ces personna-

lités indépendantes, qui s'appuient sur des offices spécialisés, sont étendus. Mais elles sont tenues d'appliquer certaines instructions gouvernementales. ● **LES TRAVAILLISTES**, au

pouvoir, semblent décidés à encourager les régulateurs sur la voie d'une vision plus sociale du service public. Sans pour autant revenir sur les réformes thatcheriennes.

Les services publics britanniques doivent donner des gages aux consommateurs

A la demande de leurs autorités de tutelle, les compagnies d'électricité vont procéder à des baisses de tarif.

Les « régulateurs » mis en place lors des grandes privatisations tentent d'encourager un meilleur partage des bénéfices de la concurrence

LONDRES

de notre correspondant

Le professeur Stephen Littlechild, « régulateur » britannique du marché de l'électricité, vient de remporter une demi-victoire : après des négociations ardues, il a obtenu des compagnies d'électricité, désormais privatisées et soumises à la concurrence, une baisse des tarifs qui sera comprise entre 7,5 % et 10 % sur une période de deux ans. Certes, il aurait souhaité que l'effort consenti par la quinzaine de sociétés issue du démembrement de l'ex-« EDF » britannique aille jusqu'à une réduction de 12 %. Mais il a tout de même de quoi être satisfait de ce compromis établi mercredi 20 août : depuis cette année, la cure de libéralisme imposée aux services publics britanniques – les *public utilities* – va pouvoir bénéficier aux consommateurs de courant électrique.

M. Littlechild, qui dirige l'office chargé de veiller au respect de la concurrence dans le secteur de l'électricité, l'OFFER, a plusieurs homologues en Grande-Bretagne. Chaque service public privatisé a été confié à la vigilance d'un « régulateur », assisté d'un office spécialisé : OFGAS pour le gaz, OFLOT pour la loterie, OFRAIL et OPRAF pour les chemins de fer, OFTEL pour les télécommunications, OFWAT pour la distribution d'eau. Désignés par le premier ministre, les « régulateurs » ont de vastes pouvoirs.

« Si une compagnie ne respecte pas ses engagements, je peux lui en-

voyer une mise en demeure assortie d'une date butoir et d'une menace de sanction, explique au Monde John O'Brian, directeur des franchises ferroviaires pour passagers et chef de l'OPRAF. Si elle se met en règle, tout s'arrête là. Sinon, je la mets en demeure d'y remédier dans un délai précis. Si rien ne se passe, j'ai le droit de prendre des sanctions allant jusqu'à l'annulation de la franchise (...). Nous avons des pouvoirs draconiens. Nous pouvons nous servir de nos dents, mais, en général, nous n'avons pas à les montrer. »

INJONCTION

Les décisions des « régulateurs » concernant les services publics privatisés peuvent être contestées devant la Commission des monopoles et fusions (MMC) et le Bureau de la concurrence (OFT). C'est ainsi que, le 18 juin, le MMC a donné raison à l'OFWAT, qui exigeait une baisse des factures de gaz de 29 livres pour 1997. La « régulatrice », Claire Spotswoode, estimait que British Gas (BG) avait fait plus de profits que prévu et devait favoriser les consommateurs avant ses actionnaires. Après avoir protesté, menaçant de licencier la moitié de ses 20 000 employés, BG s'est finalement pliée à son injonction.

Une telle fermeté envers un service public privatisé – et donc l'un des fleurons du thatcherisme – est-elle le résultat de l'arrivée au pouvoir du Labour le 1^{er} mai ? Ou s'agit-il de l'évolution normale du

processus d'auto-régulation mis en place par les conservateurs ? Sans doute un peu des deux. Dès son arrivée au pouvoir, Tony Blair a clairement signifié que les bénéfices ne devaient plus être à sens unique.

Lors de la préparation du budget, le gouvernement travailliste a imposé une taxe exceptionnelle sur les profits réalisés par les actionnaires des services publics lors de leur privatisation (*windfall tax*), destinée à financer le retour au travail des jeunes chômeurs de longue durée. Cette taxe, qui figurait dans le programme électoral de Tony Blair, prendra la forme d'une ponction unique de 5,2 milliards de livres (52 milliards de francs), répartie entre les secteurs de l'électricité (2,1 milliards), de l'eau (1,65), du gaz, du téléphone, du chemin de fer et des aéroports.

En outre, plusieurs nouveaux ministres, peu après leur prise de fonction, ont fait publiquement connaître leur mécontentement concernant les *public utilities* dont ils ont la tutelle. Ainsi le vice-premier ministre et ministre de l'environnement, John Prescott, a-t-il convoqué en mai les compagnies qui se partagent la distribution de l'eau, le « régulateur » OFWAT et les représentants des usagers pour exprimer sa colère devant le taux de fuites dans le réseau. Il a exigé, et obtenu, qu'elles prennent des mesures d'urgence, à commencer par la réparation gratuite des fuites chez les particuliers. Comme pour d'autres *public utili-*

ties passées au privé, les consommateurs, relayés par la presse, manifestaient depuis longtemps leur insatisfaction.

Il existe à Londres un Centre pour l'étude des industries régulées, ou CRI. Le docteur Peter Boulding tente d'y expliquer à un esprit cartésien un système « unique au monde » créé dans la

Des retombées tardives

C'est seulement maintenant que la mise en concurrence de l'électricité britannique commence à profiter au consommateur. De timides baisses de prix (-1,22 % en 1996, -1,68 % en 1995, -3,25 % en 1994) avaient, jusque-là, à peine compensé le renchérissement enregistré après la réorganisation de ce secteur : en 1992, les abonnés avaient supporté une hausse des tarifs de 8,6 %.

L'éclatement de l'ancien monopole national en douze compagnies de distribution et deux producteurs d'électricité, en 1990, a entraîné une augmentation des coûts, invoquée aujourd'hui encore par les sociétés d'électricité pour tenter de freiner les baisses de prix qui leur sont réclamées. Cette année, pour la première fois, leurs tarifs auront diminué d'environ 7 %, auxquels s'ajoutent les nouvelles baisses décidées cette semaine. Le prix de l'électricité en Grande-Bretagne est plutôt avantageux : 34,70 centimes le kW/heure, contre 36,09 en France, 40,35 aux Etats-Unis, ou 52,94 en Italie (selon le National Utility Service).

foulée des premières privatisations, et dont la philosophie est de « corriger les carences potentielles des fournisseurs du marché ». « Selon leur statut, leur premier objectif est de permettre aux privatisées de disposer de suffisamment de fonds pour pouvoir fonctionner. Mais, comme pour fonctionner il faut qu'elles servent les besoins des usagers, on peut dire que le rôle principal des « régulateurs » est de proté-

ger le consommateur. » Chaque « régulateur » étant une personne physique et non pas un comité, il n'y a guère de critères objectifs de choix pour cette fonction. « On m'a choisi tout simplement parce que je vais travailler en train », plaisante John O'Brien, le directeur de l'OPRAF. « C'est un one man show, ajoute M. Boulding. La

beauté de cette structure typiquement britannique est qu'elle permet de prendre des décisions rapidement et de manière pragmatique ; le défaut, c'est qu'elle n'est pas très transparente. »

Le principal résultat de la régulation aura été, pour le consommateur, une baisse des prix allant jusqu'à 50 %, sauf pour l'eau, dont le coût a augmenté. Avec le temps, estime M. Boulding, les « régula-

teurs » ont pris de l'autorité sur leurs interlocuteurs privatisés : « Mais ce système est relativement nouveau, il se trouve toujours dans un processus qui n'a pas fini de se chercher. » Et qui, finalement, ne dispose que d'une indépendance relative.

« Je suis indépendant du système politique, car mes fonctions sont définies par une décision du Parlement, précise M. O'Brien. Mais je dois accepter des instructions du ministère des transports, et, bien entendu, celui-ci peut les modifier. J'attends de nouvelles instructions, qui devraient toucher plus la gestion que la délivrance de franchises. J'espère qu'on ne me demandera pas trop de changements, car j'estime que le système ne marche pas si mal. »

L'importance de cet outil de régulation n'a pas échappé au nouveau pouvoir. Moins d'un mois après les élections, il a pris une initiative spectaculaire concernant la régulation financière de la City, en décidant de regrouper en un seul Conseil pour les valeurs et opérations à terme (SIB) les trois organismes existant (*Le Monde* du 22 mai). Et pour cet automne, le gouvernement prépare la refonte de l'OFTEL (télécommunications) et de l'ITC (audiovisuel) en une seule entité. De quoi lui donner les moyens d'affronter les géants de la communication, qui, désormais, marient les technologies du téléphone et celles de l'image.

Patrice de Beer

Les salariés de la CMR se prononcent lundi sur le plan de sauvetage gouvernemental

MARSEILLE

correspondance

Il aura fallu une interminable réunion, vendredi 22 août, à la préfecture de région, à Marseille, pour qu'apparaisse une première lueur d'espoir concernant la Compagnie marseillaise de réparations (CMR), menacée de liquidation judiciaire. La dernière entreprise de réparations navales lourdes du port phocéén, qui emploie trois cents salariés, a déposé son bilan voici quinze mois. « Nous sommes optimistes », déclarait-on dans l'entourage du préfet de région, Jean-Paul Proust, au sortir de cette réunion organisée à la demande de la CGT.

L'enjeu était d'obtenir des représentants syndicaux qu'ils ne rejettent pas le plan de sauvetage

gouvernemental dit « de la dernière chance » dévoilé la veille par le préfet Proust, peu après avoir été bouclé lors d'un conseil interministériel à l'hôtel Matignon. « J'ai apporté aux représentants syndicaux la garantie qu'aucun salarié ne se retrouverait au chômage » s'ils acceptaient le plan, a assuré le représentant de l'Etat. Il précise : « Je me suis engagé à présider le comité de suivi permettant de tenir les engagements pris par les pouvoirs publics » en matière de maintien des emplois, de reclassement et d'accompagnement social de la reprise de la CMR par Marininvest, une filiale de l'armateur italien Mediterranean Shipping Company, basée à Naples.

Le préfet devait faire parvenir,

samedi 23 août, une lettre à chacun des salariés précisant ces garanties selon une formulation longuement négociée vendredi. Le personnel se réunira en assemblée générale lundi 25 pour prendre position sur ce plan. Le temps est en effet compté puisque le tribunal de commerce de Marseille doit se prononcer mardi 26 août sur le sort de la CMR.

DÉCISION JUDICIAIRE

Faute d'un accord, des salariés qui occupent le site de l'entreprise depuis le 11 août, date à laquelle la filiale de l'armateur italien devait prendre possession des ateliers, les juges consulaires pourraient prononcer la mise en liquidation de l'entreprise. Marininvest a donné son

accord au plan gouvernemental. Celui-ci prévoit la reprise immédiate de cent dix salariés, plus quarante au terme d'un congé de conversion de dix mois.

En outre, les entreprises régionales de la métallurgie s'engagent à offrir à cinquante autres salariés une formation ouvrant la voie à leur réinsertion dans ce secteur ou dans les industries annexes. La centaine de salariés restants bénéficieraient d'un avancement de l'âge de la retraite, de clauses de préretraite ou d'une prime de départ de l'ordre de 150 000 francs. De plus, l'Etat s'engage à obtenir un carnet de commandes supplémentaires pour la CMR de l'ordre de 25 millions de francs, soit 45 000 heures de travail, à comparer aux 250 000 effectuées

en 1996. « Poudre aux yeux », avait répondu, jeudi, les délégués CGT à l'annonce de ce plan. Il s'agissait peut-être là de leur dernière salve revendicatrice. Le syndicat observait, vendredi 22 août, le plus grand silence en attendant l'assemblée générale. Un rejet du plan porterait un nouveau coup douloureux au grand port français.

La CMR est en effet le dernier pilier de la réparation navale lourde dans le port de Marseille, un secteur en crise dont les effectifs salariés sont passés en vingt ans de 10 000 à 1 400 en comptant la quarantaine de petits sous-traitants. Cet irrésistible déclin prolonge celui de la construction navale, marquée spectaculairement à l'époque par la fermeture par les chantiers

voisins de La Ciotat. Sans oublier, en toile de fond, l'interminable conflit des dockers. On comprend l'angoisse de la communauté portuaire et des acteurs économiques régionaux à l'idée d'une liquidation judiciaire de la CMR qui n'irait pas sans une longue guérilla syndicale.

La fermeture du port, mercredi 20 août, à la suite d'une grève des dockers destinée à marquer leur solidarité avec les salariés de la CMR a provoqué de nouveaux déroutements de trafics. Au moment où les responsables du port autonome de Marseille et de la chambre de commerce misent sur le retour des croisiéristes, de nouvelles perturbations de trafic risquent de sonner le glas des espoirs d'une relance du trafic passagers. – (Intérim.)

Le Moulin du Verger, le papier fait main d'Angoulême

Nous poursuivons la publication d'une série de portraits d'entreprises, retraçant l'histoire d'un métier, au cœur de l'économie d'une région.

ANGOULÊME

de notre envoyée spéciale

Sur les fils, un fou du roi danse au vent, emprisonné dans le filigrane des feuilles installées sur un vieux séchoir en bois. La dernière étape de la fabrication du papier approche. Une fois sèches, les feuilles seront roulées une à une sous un laminoir pour les aplatir et corriger les éventuelles déformations. Certaines, trop abîmées, seront éliminées. Les autres iront rejoindre les stocks entassés dans le moulin.

Est-ce que parce que son emblème est un fou du roi depuis sa création au XVI^e siècle ? Des soixante fabricants qui existaient encore au début du siècle dans les alentours d'Angoulême, le Moulin du Verger est le dernier à perpétuer la tradition de cette ancienne grande région papetière. Ils ne sont plus que cinq en France à fabriquer le papier à la main, feuille à feuille. Ici, pas de bois débités à toute vi-

tesse ni de machines gigantesques. Le papier se fait uniquement à partir de coton, de lin ou de chanvre de Manille, longuement déchiqueté et mélangé à de l'eau dans une cuve équipée d'une roue à lames coupantes, baptisée pile hollandaise. On y parle encore de coquille, de couronne, de raisin, de Jésus ou de soleil, noms des différentes formes en toile métallique sur lesquelles le papier gorgé d'eau sera déposé pour créer chaque feuille qui ira s'égoutter par la suite sur des feutres.

Chaque geste est répété des centaines de fois par jour. Mais la production est très lente, autour de 2,4 tonnes de papier par an. « Nous mettons un an à faire ce qu'une machine à papier moderne fait en une à deux minutes », ironise Thierry Navarro, responsable du Moulin, sans aucune volonté d'engager une lutte – qui serait perdue d'avance – avec l'industrie moderne : une feuille faite à la main peut coûter jusqu'à 40 francs quand un bloc fabriqué industriellement vaut à peine 10 francs. Le Moulin du Verger se veut le conservateur d'un savoir-faire perdu puis retrouvé, qui a encore des adeptes.

Le beau papier, reconnu d'emblée à son

toucher, sa couleur, sa finesse, est très recherché depuis ses origines, vers le XII^e siècle. Très vite, la production d'Angoulême s'affirme comme une des meilleures. Grâce au cognac, la région est riche. Les familles utilisent des tissus de qualité et n'hésitent pas à en changer souvent. Cela permet aux papetiers de la région de récupérer une matière première (lin, coton) exceptionnelle, qui donnera aux papiers d'Angoulême cette blancheur rare. Le contact permanent avec des marchands étrangers venus du nord de l'Europe fera le reste. Venant souvent à Angoulême pour acheter du cognac et du vin, ils apportent en même temps de nouvelles techniques.

EFFONDREMENT

C'est sur ce terreau fécond qu'est créé en 1537, à Puymoyen, à 10 kilomètres d'Angoulême, le Moulin du Verger. Il prospère jusqu'au milieu du XIX^e siècle, au moment où le papier fabriqué à partir de bois l'emporte sur le papier à base de chiffons. Angoulême, qui n'a pas de réserves forestières, voit s'effondrer sa production. Les entreprises disparaissent les unes après les autres, le Moulin du Verger végète, avant de fermer à son tour dans les années 50.

En 1972, Jacques Bréjoux, toujours propriétaire de l'entreprise, s'installe dans le moulin. Artiste, un peu « *baba cool* », il fait de la lithographie. De la gravure, il arrive au papier. Le Moulin repart. Il faut réapprendre les techniques, les gestes. Une petite production sort, qu'apprécient les peintres et les dessinateurs. Les restaurateurs de livres

suivent. Ils sont désormais les principaux clients de l'entreprise. Ils veulent des papiers de qualité, à l'aspect ancien et surtout sans bois, pour éviter la maladie des livres, cette acidification qui ronge les ouvrages fabriqués à partir des premiers papiers à base de bois, et aboutit à leur destruction complète. Pour eux, le Moulin du Verger refait des papiers anciens, mais aussi des cartonnages, des calques. Il vend ses feuilles dans toute l'Europe, à des graveurs, à de grandes bibliothèques anglaises, allemandes, espagnoles, mais peu en France.

Mais la restauration est un marché de luxe. Avec la crise, la demande se fait moins forte, les ventes pour les particuliers déclinent aussi. En 1994, c'est le dépôt de bilan. L'entreprise repart avec deux personnes et survit cahin-caha. Il y a de bonnes années, comme en 1996, où le cognac Hennessy lui a commandé 10 000 feuilles de superbe papier pour sa promotion, et les moins bonnes.

Condamnée à vendre en direct pour conserver des prix abordables, l'entreprise tente d'élargir sa clientèle. Elle a aussi ses inconditionnels. Chaque année, des dessinateurs, des peintres viennent fouiller des journées entières dans ses réserves à la recherche de papiers inattendus, de quelque feuille égarée. Pour le plaisir du papier.

Martine Orange

PROCHAIN ARTICLE :

En Roussillon, Sabaté invente le nouveau bouchon



ESPACE Les cosmonautes russes Pavel Vinogradov et Anatoli Soloviev ont réussi vendredi 22 août leur mission en dépit de sévères difficultés : ils ont reconnecté les câbles

électriques qui avaient été débranchés lors d'une dépressurisation accidentelle du module Spektr le 25 juin. ● LE SUCCÈS de cette opération à hauts risques devraient permettre

de rétablir des conditions de vie et de travail normales à bord de la station orbitale dont l'espérance de vie se trouve ainsi prolongée de deux ans. ● PROCHAINE

étape des réparations : repérer puis colmater la brèche qui a provoqué la dépressurisation du module accidenté. ● UN ÉCHEC aurait gêné la NASA tout autant que Moscou car la

poursuite du programme est une condition pour la réalisation de la future station Alpha. Mais les Russes ont montré à cette occasion leur savoir-faire.

Pavel Vinogradov rallume la lumière sur la station orbitale Mir

En dépit d'une menace de fuite de son scaphandre, le cosmonaute russe est parvenu, après quatre heures de travail, dans l'obscurité sidérale, à rebrancher les panneaux solaires du module accidenté Spektr

KOROLEV (nord de Moscou)
de notre envoyé spécial

Mir, « la paix » en russe, est sauvée. Après une journée de suspense émaillée d'incidents et plus de quatre heures de travail dans le vide, les deux cosmonautes Anatoli Soloviev et Pavel Vinogradov ont réussi, vendredi 22 août, à rebrancher neuf câbles qui devaient de nouveau permettre d'alimenter normalement en électricité la station spatiale russe Mir.

« Les gars, je vous félicite », lance –

« Le cosmos n'est pas un spectacle de propagande »

Le président russe, Boris Eltsine, a rendu hommage vendredi aux cosmonautes de la station orbitale Mir avant qu'ils commencent les réparations délicates – avec le succès que l'on sait : « Il faut se souvenir que les cosmonautes travaillent dans des conditions extrêmes, aux limites des capacités humaines. S'ils se trompent parfois, on peut le comprendre. Un homme reste un homme », a déclaré M. Eltsine dans un message radiodiffusé à la nation. « Quand tout allait bien en orbite, beaucoup de gens sur Terre se demandaient probablement : "Que font-ils là-bas de particulier ?" Nous avions déjà oublié que le cosmos n'est pas un spectacle de propagande. C'est d'abord un travail dur et dangereux », a affirmé M. Eltsine. Il était apparu nettement moins indulgent au début du mois, en indiquant que l'équipage précédent de Mir devrait rendre des comptes pour une série d'accidents subis par la station orbitale, qu'il avait attribués à « un facteur humain ».

voix nasillarde grésillant dans de vieux haut-parleurs – Vladimir Soloviev, le chef du centre de contrôle des vols spatiaux (Tsoup), à Korolev, au nord de Moscou. Sur l'immense carte du monde qui tapisse le mur du centre, un point lumineux clignote, indiquant la position de la station Mir, qui, en orbite à quelque

400 kilomètres d'altitude, fait le tour de la Terre en près de une heure trente. Avant que la liaison radio ne soit interrompue, car Mir s'éloigne alors de la Russie vers la « zone d'ombre », le cosmonaute américain Michael Foale, qui a passé la journée aux commandes du vaisseau Soyouz, prêt à une évacuation d'urgence vers la Terre, répond : « C'est une super-journée ! Nous avons fait tout ce que nous devions faire et même plus. Bien joué tout le monde ! »

Non contents d'avoir rétabli les connexions électriques, les deux cosmonautes russes ont aussi récupéré dans le module scientifique Spektr – dépressurisé et condamné d'urgence après un accident le 25 juin – du matériel d'expérience et des affaires personnelles, dont des photos de famille abandonnées par le cosmonaute américain. « Dis quelque chose pour les Américains », demande la Terre, par radio, à Michael Foale. « J'ai oublié l'anglais », répond, en russe, le « Yankee » de la station. Peu après, la NASA, qui avait menacé de remettre en cause la présence (payante) de ses hommes sur une station privée de près de 40 % de son énergie, exprime son « entière satisfaction ».

PREMIÈRES FRAYEURS

Tout avait pourtant très mal commencé. Levés à 2 h 30 du matin (heure de Moscou, 0 h 30 à Paris), les cosmonautes se préparent alors longuement pour leur délicate opération dans le vide. Dans la matinée, le président russe fait monter la pression. Lors d'une allocution radio, il exalte la puissance spatiale de la Russie. L'honneur de la Russie et la vie de deux de ses cosmonautes sont en jeu.

Vers midi, ils vont connaître une première sérieuse mésaventure. L'Américain s'est installé aux commandes du Soyouz de secours. Les deux cosmonautes russes sont dans le noeu central. Ils commencent à dépressuriser le sas pour pouvoir ouvrir la porte qui mène au module Spektr. Le commandant de bord Anatoli Soloviev aperçoit vite que le vide ne se fait pas normalement. Une porte devant assurer l'étanchéité a été mal fermée. Soloviev doit enlever son



Anatoli Soloviev (à gauche) et Pavel Vinogradov avant leur départ pour Mir

scaphandre spatial pour la refermer.

Les deux hommes renouvellent ensuite l'opération de dépressurisation. Cette fois-ci la pression baisse normalement. « 600. 586. 450... », égrenent les contrôleurs au sol. C'est alors que Pavel Vinogradov, l'ingénieur de bord, qui doit effectuer l'essentiel des réparations, s'aperçoit que la pression dans son scaphandre se met, elle aussi, à baisser. Il y a une fuite. Elle peut être mortelle. « En cas de dépressurisation du scaphandre, le sang du cosmonaute commence à bouillonner et c'est la mort immédiate », explique à Terre un ingénieur en chef du Tsoup.

Le trou est rapidement repéré : c'est un gant qui fuit. La procédure de repressurisation commence. « De quel gant s'agit-il ? », demande Vladimir Soloviev. « Du côté gauche », répond le cosmonaute. « Je t'avais dit de ne pas mordre sur le côté », lance le chef du Tsoup sur tenter de détendre l'atmosphère. Il ne fait rire personne. À ce moment, les respon-

sables du centre de contrôle se demandent si toute l'opération ne doit pas être annulée. Les deux cosmonautes ont déjà consommé presque deux heures d'oxygène, sur sept heures d'autonomie. Le temps des travaux dans Spektr est estimé à près de cinq heures. Déjà retardée à plusieurs reprises et de plusieurs se-

maines à cause de l'épuisement de l'équipage précédent, puis d'une panne d'ordinateur, l'opération-sauvetage de Mir paraît, une fois de plus, compromise.

Tout à coup, l'espace annonce par radio que Vinogradov a enfilé un gant de rechange. Le compte à rebours de dépressurisation reprend

Les dollars de la publicité

La publicité figure désormais parmi les sources de financement de la station spatiale Mir. La deuxième chaîne israélienne a présenté mercredi 20 août à la presse un spot qu'elle diffusera prochainement et dans lequel on voit Vassili Tsiibliév – ancien commandant de bord de la station revenu sur Terre le 14 août – engloutir un pack de lait israélien Tnuva. Le film, d'une durée de 90 secondes, a coûté 450 000 dollars, plus une somme, non communiquée, versée à l'agence spatiale russe. Le tournage a eu lieu le 25 juillet à bord de Mir, un mois après la collision avec un cargo Progress. Alexandre Lazoutkine, le coéquipier de Tsiibliév, était à la caméra et suivait les instructions données depuis le centre de contrôle par le réalisateur israélien. En mai dernier, déjà, deux cosmonautes de Mir avaient arboré une réplique géante de la nouvelle canette Pepsi lors d'une sortie dans l'espace.

Et maintenant, il faut boucher la fuite

KOROLEV (nord de Moscou)
de notre envoyé spécial

C'est fini. Les cosmonautes viennent de refermer le module Spektr. Au centre de contrôle des vols spatiaux, Iouri Koptev, le directeur de la RKA, l'agence spatiale russe, est tout sourire. « Nous sommes sûrs de pouvoir assurer le fonctionnement de Mir jusqu'à l'apparition des premiers éléments d'Alpha », la station internationale qui doit succéder à l'engin russe vieillissant. « C'est-à-dire encore deux ans, deux ans et demi », précise, rayonnant, le patron de la RKA lors d'une

Trou ou fissure...

Immédiatement après la collision du 25 juin, les techniciens russes avaient posé leur diagnostic : le module Spektr, annoncé-ils, est percé d'un trou « de 3 centimètres carrés environ ». Mais cette précision était fondée uniquement sur les calculs réalisés à partir de la vitesse à laquelle l'air s'échappait. Ces 3 cm² représentaient-ils la surface d'une seule brèche ? Sont-ils répartis en plusieurs petites perforations ? Nul ne le sait pour l'instant. L'absence d'orifice visible pour l'instant amène les ingénieurs à penser que le choc du cargo Progress sur le panneau solaire détérioré pourrait avoir causé une fissure près de l'endroit où ce panneau est fixé à la paroi de Spektr. Une brèche de ce type serait, estiment-ils, relativement facile à colmater à l'aide d'un mastic spécial.

conférence de presse improvisée dans un couloir. Le rebranchement des câbles permettra de remettre en service deux modules condamnés faute d'électricité, assure le chef du centre de contrôle Vladimir Soloviev. « A partir du milieu de la semaine prochaine, les trois quarts de l'énergie fournie par le module Spektr auparavant pourra être de nouveau utilisée ».

A condition, bien sûr, que les tests, qui ne seront sans doute pas effectués avant lundi 25 août, soient concluants. Trois des quatre panneaux solaires du module scientifique Spektr – les plus modernes de la station – semblent intacts et, a priori, il n'y a aucune raison pour qu'ils ne fonctionnent pas. Le quatrième, en revanche, a été sérieusement endommagé lors de la collision du 25 juin avec un vaisseau de ravitaillement automatique Progress. C'est cet accident qui, perçant et dépressurisant le module Spektr, avait contraint les cosmonautes à l'isoler d'urgence, en fermant son sas d'accès et en coupant les câbles électriques qui ont finalement été rebranchés vendredi.

Les Russes n'ont, par ailleurs, pas perdu l'espoir de remettre en service le module accidenté. Il leur faudra, pour cela, colmater le trou provoqué par la collision pour rétablir l'étanchéité de Spektr et permettre sa repressurisation. Mais avant que la réparation puisse avoir lieu, les cosmonautes devront repérer l'orifice à boucher.

Pavel Vinogradov n'y est pas parvenu de visu vendredi. Peut-être les ingénieurs au sol parviendront-ils à

le faire, en analysant les images des parois intérieures du module prises par le cosmonaute russe ; ou celles de l'extérieur, réalisées par l'Américain Michael Foale lors d'un survol de la station effectué à bord du vaisseau de secours Soyouz le 15 août dernier.

En tout état de cause, une nouvelle sortie – dans l'espace « ouvert » cette fois – est programmée pour mercredi 3 septembre. Pavel Vinogradov effectuera à cette occasion une inspection minutieuse des dégâts causés par la collision à l'extérieur de Mir. D'autres « marches dans l'espace » sont prévues dans les semaines suivantes pour assurer les réparations.

J.-B. N.

Une coopération aussi fructueuse qu'obligée

MIR EST DONC sauvée, du moins momentanément. Après qu'on eut frôlé la catastrophe, les responsables de la NASA sont « très satisfaits » des réparations effectuées « très rapidement » par Pavel Vinogradov au cours d'une sortie « très réussie » a indiqué un porte-parole de l'agence spatiale américaine. Même soulagement côté Russe. C'est que, d'un bord comme de l'autre, les deux anciens concurrents de l'espace risquaient gros dans l'histoire.

L'échec de cette mission aurait sonné à Moscou la fin du programme de vols habités. Une perte irréparable. Les Etats-Unis paient 478 millions de dollars (2,95 milliards de francs) le droit d'envoyer régulièrement des astronautes à

bord de Mir jusqu'à la fin de l'année 1998. L'abandon forcé de la station spatiale risquait évidemment de priver la Russie de cette manne.

La mort sans gloire de l'unique complexe orbital habité en service actuellement aurait gêné tout autant la NASA. Les responsables de l'agence américaine ont eu le plus grand mal à sauver leur ambitieux programme de station spatiale face aux financiers du Congrès qui la trouvaient aussi inutile que coûteuse. Ce mauvais exemple n'aurait pas manqué de réveiller l'ardeur de ces opposants.

Le premier élément de la station Alpha – devenue internationale et moins ambitieuse que ne le prévoyait le projet initial – sera finalement lancé courant 1999. Il sera...

russe ! Contrainte par le gouvernement à baisser drastiquement son budget, la NASA a fait appel au savoir-faire des Russes, dont l'expérience des vols humains est unique au monde. Loin d'être un acte de philanthropie, le lourd « loyer » des astronautes américains séjournant à bord de Mir revient à la NASA « en nature ».

Placé ainsi sous perfusion de dollars, l'espace russe peut survivre. Et fournir à la NASA du matériel spatial fiable et performant à des prix défiant toute concurrence. Accessoirement, les astronautes américains acquièrent, lors de leurs séjours de plusieurs mois sur Mir une expérience de la vie en orbite que ne pourrait pas leur fournir les missions de la navette, limitées à trois semaines au maximum.

Les exploits du mécanicien spatial Pavel Vinogradov auront donc été bénéfiques à la station américaine-internationale Alpha tout autant qu'à Mir. Il en faudra néanmoins beaucoup d'autres pour convaincre les experts et les responsables politiques qui – de plus en plus nombreux – doutent de l'intérêt d'envoyer des hommes dans l'espace.

Le métier de cosmonaute est-il en voie de disparition ? Pavel, Michael, Anatoli et les autres seront-ils remplacés par des robots de type Soyuz, de plus en plus sophistiqués ? La question est posée. Quelle que soit la réponse, les Américains doivent sauvegarder leur coopération avec les Russes s'ils veulent garder leur avance.

Jean-Paul Dufour



BAROC' STYLE

7, rue de Rivoli - 06000 NICE

04.93.88.03.33

(Catalogue sur demande)

Fabricant de Meubles d'Art vend copies d'Ancien Bois de Rose et Bois de Violette, Louis XV, Louis XVI et tous meubles dorés à la feuille d'or.

BAROC' STYLE
7, rue de Rivoli - 06000 NICE
☎ 04.93.88.03.33
(Catalogue sur demande)



Berlin retrouve son hôtel Adlon

Détruit en 1945, le légendaire palace a été reconstruit au lendemain de l'effondrement des démocraties populaires. Il ouvre officiellement ses portes, samedi 23 août

BERLIN
correspondance

Le dos voûté et les cheveux blancs, Herbert Berthold contemple, l'air rêveur, l'eau qui jaillit d'une fontaine en bronze ornée d'éléphants et de grenouilles, placée dans le hall de l'hôtel Adlon à Berlin. Cette fontaine, il la connaît. Il l'a vue à l'âge de dix ans, dans les années 20. Il était venu admirer, avec ses parents, l'« Adlon », à l'époque le plus grand hôtel de la république de Weimar, un temple d'élégance et de luxe, une légende vivante. Admirer et non pas habiter, car les chambres étaient hors de prix. L'hôtel Adlon, réduit en cendres en 1945, a été reconstruit après la chute du mur de Berlin et fête, samedi 23 août, en grande pompe, sa réouverture officielle, sous l'égide de Roman Herzog, président fédéral de l'Allemagne. « C'est pas le même hôtel. Mais c'est beau tout de même », déclare le retraité berlinois, en sortant de sa réserve, fier de voir sa ville à nouveau dotée de son palace légendaire.

MARBRE BLANC, TAPIS D'ORIENT

Car l'Adlon n'est pas un hôtel comme les autres. Il constitue un symbole de la splendeur du Berlin des années 20. Avec sa reconstruction, c'est un certain esprit et une partie de l'histoire qui resurgissent, un parfum des années d'or, une nostalgie. C'est un « Berlin glamour » qui réapparaît, insolite, dans un paysage de grues et de chantiers. Le nouvel hôtel n'est pas une copie de l'ancien. Derrière une façade pseudo-historique se cachent un intérieur ultramoderne, 337 chambres tout confort, dans un cadre chargé d'histoire.

L'Adlon fut le fruit d'une double ambition, celle de l'hôtelier, Lorenz Adlon, originaire de Mayence, et de l'empereur allemand Guillaume II. Le premier rêve de doter Berlin du plus grand hôtel du monde, surpassant en beauté le Ritz de Londres ou le Crillon de Paris. Le deuxième entend faire de Berlin, tranquille ville de garnison, le centre flam-

boyant de son Empire. En 1907, c'est chose faite. Avec le soutien financier de Guillaume II, l'hôtelier, menuisier de formation, fait ériger au pied de la porte de Brandebourg sur la Pariser Platz, un somptueux hôtel, baptisé l'Adlon.

L'emplacement en fait aussitôt un établissement mythique. Car il porte le numéro 1 de l'avenue célèbre Unter den Linden. Légendaire, l'hôtel le devient aussi par son prix exorbitant. Lorenz Adlon avait compté 2 millions de reichsmarks pour sa construction, il lui en faudra 20. Le jour de l'ouverture, il est au bord de la faillite. Mais bientôt, les invités de marque vont se succéder et l'hôtelier rentrera dans ses frais. Parmi eux, l'empereur Guillaume II, qui procède à l'inauguration et qui ne tarit pas d'éloges sur ce qu'il appellera « son » Adlon.

L'architecture et la décoration font aussi sensation. Lorenz Adlon s'est occupé du moindre détail, du design de la vaisselle jusqu'à la coupe des vêtements du personnel. Le sol est pavé de marbre blanc et noir, les escaliers de tapis d'Orient, les plafonds de peintures de Tiepolo. L'hôtelier a engagé le meilleur cuisinier d'Allemagne. Dans sa cave



Décembre 1929 : l'écrivain allemand Thomas Mann fait une halte à l'hôtel Adlon avant de se rendre à Stockholm pour recevoir le prix Nobel de littérature.



L'hôtel Adlon en 1997. L'établissement est situé à proximité de la porte de Brandebourg

reposit 250 000 bouteilles d'excellents vins français. La devise de la maison est claire : « Le client a toujours raison, même quand il a tort. » Elle porte ses fruits.

Très vite, l'Adlon devient l'adresse obligée des têtes couronnées, des écrivains et des stars. Thomas Mann y séjourne en 1929, avant d'aller chercher son prix Nobel à Stockholm. C'est dans les jardins d'hiver de l'hôtel que Louis Adlon, fils et successeur de Lorenz, aurait conseillé au cinéaste Emil Jannings de choisir Marlene Dietrich comme héroïne de *L'Ange bleu*. L'Adlon est aussi la résidence préférée des Américains, comme Rockefeller, Charlie Chaplin, José-

phine Baker ou Greta Garbo. Le maharajah de Patiala y réserva tout le premier étage et s'en alla, après avoir distribué un pourboire de 40 000 marks, en déclarant : « Celui qui ne connaît pas l'Adlon ne connaît pas l'Allemagne. »

SIGNIFICATION QUASI SACRÉE

Une phrase qui doit faire rêver le propriétaire actuel de l'hôtel, le groupe Fundus, qui a investi 435 millions de marks (1,479 milliard de francs) dans sa reconstruction. Le groupe de Cologne a l'ambition de refaire de l'Adlon, géré par la chaîne d'hôtels Kempinski, l'un des plus grands palaces d'Europe. Mais pour l'instant son principal capital, c'est son passé mythique. La direction le sait et l'exploite.

« L'hôtel est une création nouvelle. Les pièces sont plus grandes, plus lumineuses, car les goûts ont changé. Mais nous avons gardé des éléments de la légende », explique, en français, un employé de l'hôtel. Parmi elle, la fontaine en bronze dans le hall et les jardins d'hiver, où se tenait dans les années 20, chaque jour à 17 heures, un légendaire thé dansant. Dans le hall, des premiers clients s'iront leurs cafés, bien calés dans des fauteuils en daim, bercés par la mélodie de la fontaine et d'un piano. Le sol est en marbre blanc, les murs peints dans des tons crème. Au-dessus d'eux, une grande verrière Jugendstil diffuse une lumière tamisée et douce. L'hôtel ressemble à un cocon feutré, destiné à donner au client un senti-

ment de confort et d'exclusivité. Un grand escalier en marbre blanc conduit aux chambres, toutes équipées de prises pour ordinateur et fax, d'un téléphone portable et d'un réglage très sophistiqué de la lumière, de la climatisation... L'hôtel-légende se veut un hôtel du XXI^e siècle, résolument.

Reste à savoir aujourd'hui si ce nouveau temple du luxe va réussir à redonner vie au mythe. Déjà, il suscite un très grand intérêt auprès des Berlinoises. « Normalement, les gens éprouvent une certaine appréhension à entrer dans un grand hôtel. Mais ici, pas la moindre », constate, un peu perplexe, le directeur de l'Adlon, Jean van Daalen. Car pour les habitants de l'agglomération, l'Adlon, c'est « leur » hôtel, même si la plupart d'entre eux n'auront jamais la possibilité d'en essayer la literie ; le Berlinoise est un être nostalgique, par excellence et par nécessité. Dans une ville détruite en 1945, chaque pierre ancienne ou symbole du passé acquiert une signification quasi sacrée. L'Adlon, new look, en fait parti.

Marion Goybet

★ Unter den Linden, 77. D-10117 Berlin. Tél. : 49-30-2261-0 ; Fax : 49-30-2261-2222. Internet : [http : // www.jowi.de/adlon](http://www.jowi.de/adlon) ; prix d'une chambre double standard : 490 marks (environ 1 650 francs) ; tarif de la suite « Pariser Platz » avec vue sur la future ambassade de France : 1 500 marks (environ 5 040 francs).

Le torero portugais Victor Mendes s'en va, le Normand Ludovic Lelong débarque

BAYONNE

de notre envoyé spécial

Maire en tête, ils sont soixante et un Cherbourgeois, à 18 heures, quand le petit Luisito entre seul dans les arènes de Bayonne. Ils sont au soleil et le soleil est là. Luisito (Ludovic Lelong) est né à Paris. Il a vingt et un ans. Elevé à Cherbourg, il tombe sur une corrida à Nîmes. En sort éccœuré. Y revient. Veut se faire torero, ce qui est impossible. Vendredi 15 août, il a foulé seul le sable de Bayonne, devant des taureaux au nom prédestiné « Los Bayones » - qui n'étaient pas un ca-

deau -, avec un « cartel » de luxe, Enrique Ponce pour parrain, Rivera Cordonez comme témoin. Luisito est sorti en triomphe. Bon début.

On entre seul sur le sable, tête nue, le jour de l'alternative (intronisation, adoubement, thèse, etc.). Comme toutes choses en arène, c'est réglé comme du papier à musique. L'impétrant entre en tête, juste après les deux chevaux montés par deux espèces de gendarmes d'opérette au nom arabe (les alguazils). Il fait avec son pied quelques traces cabalistiques. Peut-être simplement gigote-t-il du genou... Tout

Cherbourg l'acclame. Très peu de Cherbourgeois à avoir pris l'alternative et seulement trois alternatives à s'être célébrées à Bayonne.

Le défilé s'organise. Le paseo est immuable : derrière les alguazils, les trois toreros de l'après-midi. Quand on voit sa première corrida, il n'est pas rare qu'on en voit une bonne quinzaine, souvent davantage, on est formel, mais non : ils sont trois. A gauche, derrière les chevaux, le plus ancien par rang d'alternative, qui n'est pas forcément l'ordre de l'état civil. A droite, l'intermédiaire, dans la force de l'âge et de l'expérience ; au centre, le plus jeune. Celui qui n'a jamais toréé dans une arène s'y présente tête nue, « montera » en main, quels que soient l'âge et la réputation. Le 15 août, Curro Romero, digne antiquité des plazas qui ne fut jamais si en forme, a défilé tête nue à Béziers.

Au signal du plus ancien, les toreros et peones suivis des picadors se soulaient de ne pas mourir avec la formule suivante : « Que Dieu partage la chance ! » A quoi l'on répond : « Et les coups de corne ! » Ils font le défilé au son de la musique, sauf les jours de deuil où ils défilent tous tête nue. La musique a son « paso » particulier pour chaque arène : *Pan y toros* à Bayonne ; *L'air du toréador* dans trois ou quatre arènes françaises. Cet emprunt à *Carmen* doit être pris pour une navrante et pittoresque survivance. Surtout, n'y rien changer.

Après le salut à la présidence, les choses sérieuses commencent. Le premier taureau est dit taureau d'alternative. Au moment de la faena, le jeune impétrant échange ses instruments (muleta rouge et épée) avec ceux du parrain, le plus ancien dans le défilé, celui de gauche en tête, Enrique Ponce. C'est le seul après-midi de sa vie où il toréé avant le « chef de lidia ». Le plus ancien est automatiquement « chef

de combat ». Il y a des chefs de lidia calamiteux et ça se sent. Il en est de remarquables et rassurants, même s'ils ne dont pas vedettes absolues (Luis Francisco Espla). El Cordobés, dans sa longue carrière, se serait, dit-on, arrangé pour n'être jamais chef de lidia. Question stress, maturité, tirage au sort et superstition, la deuxième position est la plus confortable. Elle raconte ce moment de l'âge d'homme où l'on est bien.

A l'échange d'outils selon un geste complexe, pour ne jamais les lâcher, les hommes s'embrassent et se parlent longuement. Les publics étourdis prennent ces longues palabres pour du « cinéma ». C'est qu'ils ne savent pas, il ne faut pas leur en vouloir. A Orthez (Pyrénées-Atlantiques), le 27 juillet, deux jeunes gens, Ricardo Ortiz et Antonio Ferrera, devant des toros de Justo Nieto compliqués, se sont « dédicacés » leur faenas. Ce « brindis » délicat a déclenché trois souvenirs chez des « aficionadeaux » qui venaient d'avaloir avec ravissement

« L'air du toréador » exécuté au tromblon et au marteau-piqueur.

A la fin de la faena, le nouveau et l'ancien se rendent les outils. Tout s'est bien passé pour les Cherbourgeois et encore mieux pour son parrain, Enrique Ponce, torero très sûr et régulier, donc assez agaçant ; il a aligné ce soir-là, ce qu'il fait assez souvent d'ailleurs, leçons sur leçons, avec une maîtrise et un sens du placement qui laissent cois (quatre oreilles, une pour le petit). Rivera Ordóñez, Fran pour la duchesse d'Albe qu'il va épouser à Séville, fils de Paquirri et petit-fils d'Antonio Ordóñez, une quarantaine de toreros de renom et d'éleveurs dans sa parentèle, beaucoup de fortune, beau comme Crésus et joli garçon de magazine, réussit, malgré cette avalanche de tuiles et de handicaps à être un grand torero. Ce qui n'est pas évident. Samedi ne fut pas son jour : il se rattrapera dimanche à Dax qui ne fut pas le jour de Ponce. Ce sont des choses de taureaux.

Francis Marmande

Pierre Cherruau

Bons et mauvais taureaux

Les grands toreros ne sont pas « bons » ou « mauvais ». Les taureaux et les blessures décident. Ils ont des trous, des « baches » (des tunnels), des hauts inattendus, des précipices effrayants. Ils vont, dans l'incertitude du corps et de la subjectivité, plus loin, plus bas, que les chanteurs d'opéra, les sauteurs à l'élastique, les politiques ou les sprinteuses. Les toros sortent durs ici (les Cuadrí à Bayonne) ; compliqués là et nettement au-dessus des novilleros (les célèbres Miuras à Hagetmau, Landes) ; décevants ailleurs (les Cuadrí à Dax) ; inattendus avec leur belle éleveuse, la senora Loreto Charro (à Bayonne) ; parfaitement nigauds et terrifiants comme ce « sobrero » de « sobrero », ce remplaçant vieilli et engraisé dans tous les corrales d'Espagne, de France et de Navarre et qui finit par trouver son jour de gloire à l'âge du permis de conduire (à Bayonne le 15 août). Tout cela, Luisito de Cherbourg, qui a fait le plus difficile (mais pas le plus dur !), le sait. Il lui reste à rêver de connaître la chance d'une après-midi parfaite, après carrière accidentée : celle de Richard Milian (à Béziers le 17 août), autre Français des ruedos, devant des Miuras dont les vedettes ne veulent pas.

Nouveau
Retrouvez nos offres d'emploi

3615 LEMONDE

2,23 F/m

Le Monde EN POCHÉ

Le Monde MULTIMÉDIA
LA RÉVOLUTION AU VOÛT DES VOÛTES
39F

Disponible en librairies et en grandes surfaces

Le Monde ÉDITIONS

Le Monde DE L'ÉDUCATION GUIDES

Le Monde DE L'ÉDUCATION GUIDES
RÉUSSIR A L'UNIVERSITÉ
38F

Disponible en librairies et en grandes surfaces

Le Monde ÉDITIONS

Le Monde EN POCHÉ

Le Monde L'ÉCONOMIE SOCIALE
39F

Disponible en librairies et en grandes surfaces

Le Monde ÉDITIONS

Dégradation par l'Ouest

LES CONDITIONS anticycloniques dominent encore sur le pays mais les pressions commencent à baisser par l'ouest.

Bretagne, Pays-de-Loire, Basse-Normandie. - La grisaille menace l'extrémité de la Bretagne.

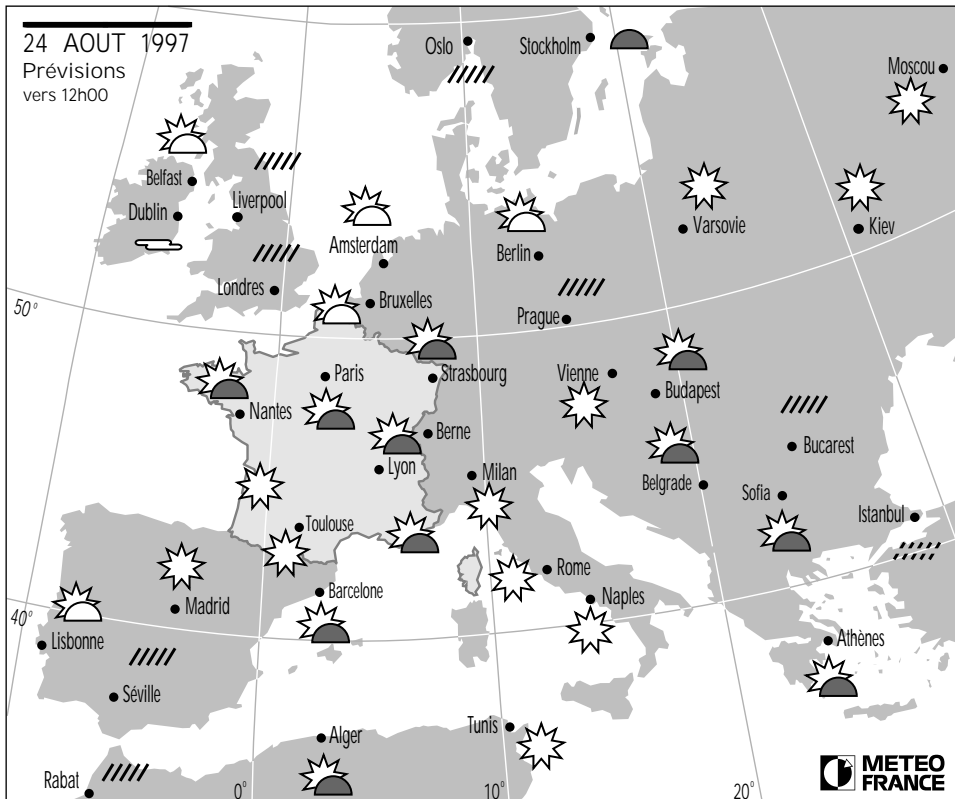
Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes. - Le matin, les brumes seront fréquentes au nord de la Seine.

Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. - La journée sera variable, partagée entre soleil et nuages.

Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. - Le ciel se voile depuis l'Atlantique et l'on risque une ondée orageuse sur le littoral de la Gironde.

Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. - Quelques nuages se développent dans la journée mais n'empêchent pas l'impression de beau temps.

Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. - Malgré quelques passages nuageux, le soleil est encore au rendez-vous.

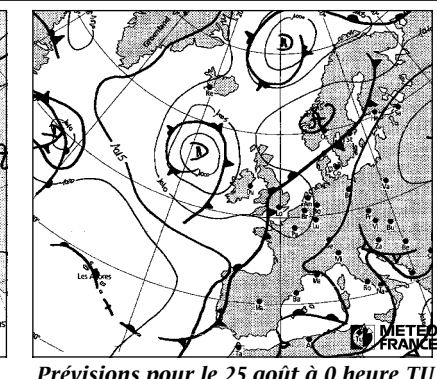
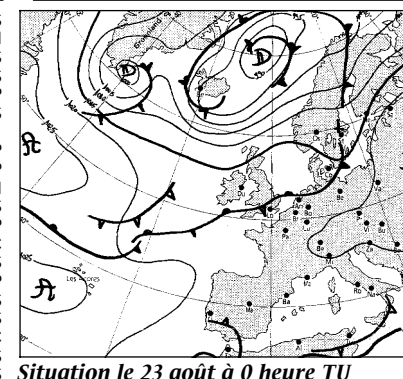


LE CARNET DU VOYAGEUR
PARIS. A l'aéroport d'Orly Sud, British Airways dispose de bornes électroniques d'enregistrement.
ISRAËL. Le Club Méditerranée ferme dimanche 24 août son village-vacances d'Arviz.

PRÉVISIONS POUR LE 24 AOÛT 1997

Table with 2 columns: City and Forecast. Includes cities like Paris, Lyon, Marseille, etc.

Table with 2 columns: City and Forecast. Includes cities like Rome, Tokyo, Sydney, etc.



SPORTS Metz prend la tête

Le championnat de France de football de D1
4e journée
Classement
Les buteurs
Les attaques
Les défenses
5e journée (samedi 30 août)

Les Kenyans Komen et Tergat recordmen des 5 000 et 10 000 mètres

LES KENYANS Daniel Komen, vingt et un ans, champion du monde 1997 du 5 000 mètres, et Paul Tergat, vingt-huit ans, champion du monde 1995, 1996 et 1997 de cross-country, ont effacé en une seule soirée le nom de l'Éthiopien Haïle Gêbréselassié des tablettes mondiales en s'appropriant respectivement les records du monde des 5 000 et 10 000 mètres, vendredi 22 août, lors du Mémorial Van-Damme à Bruxelles.

mieux ? C'est le pari audacieux qu'ont fait les responsables du meeting bruxellois en montant à la dernière minute un 5 000 mètres taillé sur mesure pour Daniel Komen.

Tergat. En fait le public attendait une performance du Marocain Salah Hissou, qui avait pris à « Gêbré » le record mondial de la distance en 1996 lors de ce même Mémorial Van-Damme (26 min 38 s 09) avant de se le faire ravir le 4 juillet à Oslo par celui-là même auquel il l'avait enlevé (26 min 31 s 32).

Paul Tergat, qui a été capable de couvrir les deux cents derniers mètres en moins de 27 secondes. Reste maintenant à savoir jusqu'où les limites du demi-fond vont être repoussées.

MOTS CROISÉS PROBLÈME N° 97182

Grid for crossword puzzle with numbers 1-12 and letters I, II, III, IV, V, VI, VII, VIII, IX, X.

HORIZONTALEMENT
1. A tendance à s'étaler un peu trop. - II. Monnaie du Nord. Son art prend très vite un air martial.

VERTICALEMENT
1. Le double six est son plus gros tra-

ÉCHECS N° 1754

TOURNOI DU CRÉDIT SUISSE (juillet 1997)
Blancs : V. Anand. Noirs : B. Gelfand. Défense sicilienne.
SOLUTION DU N° 97181
HORIZONTALEMENT
1. Langue-de-chat. - II. Epusseté. Me. - III. Vole. Ta. Brel. - IV. Ici. Gentiane. - V. Tossier. Édita. - VI. Apéro. Bre. Ic. - VII. Templiers. Fh. - VIII. Événement. Réa. - IX. Orné. Ce. Part. - X. Naturalistes.

0-0, 0-0; 15. Ta-d11, Ta-d8; 16. Dé2, Cg-e5; 17. Fxf5, Dx-f5; 18. Cd5, e6; 19. Cc3, Df7; 20. c3, d5; 21. h4!.

SOLUTION DE L'ÉTUDE N° 1753 J. MORAVEC (1937)
(Blancs : Ra3, Tb8, Pa2 et b6. Noirs : Rd7, Td4, Pc7.)
1. Td8+, Rxd8; 2. b7, Tb4!; 3. Rxb4, c5+!; 4. Rb5, Rc7; 5. Ra6, Rb8; 6. Rb6, c4; 7. a4, c3; 8. a5, c2; 9. a6, c1-d; 10. a7 mat.

ÉTUDE N° 1754 A. SLESARENKO (1986)
Blancs (4) : Rc7, Dc3, Cg2, Fg4. Noirs (3) : Rd5, P65 et g6. Les Blancs font mat en deux coups.

Le Monde est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration.
Imprimerie du Monde 12, rue M. Gunsbourg 94852 Ivry cedex

ARTS Au cœur du Gers, chaque année, l'écrivain Renaud Camus, avec l'aide des gens du village, transforme le château de Plieux en lieu d'exposition pour l'art contem-

porain. Cela ne va pas sans mal, mais l'énergie dépensée ne l'est pas en vain. ● L'INSTALLATION que Christian Boltanski a conçue dans les salles de la place forte médié-

vale est bâtie autour du thème de l'école (fermée) du village et de ses élèves (disparus). Le profond sentiment de mélancolie qui émane de ces « Derniers Jours » est le reflet de

tous les drames du siècle. L'artiste renoue ici avec une inspiration simple et forte. ● L'ABBAYE cistercienne de Flaran, non loin de là, accueille cette année les œuvres de la

collection de Plieux. Au sommaire, Tapiès, Kounellis, Rebeyrolle... Leurs œuvres font une alliance audacieuse avec l'architecture des bâtiments conventuels.

L'école fantôme de Christian Boltanski

Au château de Plieux (Gers), l'artiste a conçu « Derniers jours », une installation simple qui conjugue avec force le présent du village et l'histoire du XX^e siècle, à travers ses drames et ses sacrilèges, d'Izieu à la Bosnie

« **DERNIERS JOURS** », Château de Plieux, 32340 Plieux. Tél. : 05-62-28-62-92. Tous les jours sauf mardi de 15 heures à 19 heures. Jusqu'au 29 septembre.

PLIEUX

de notre envoyé spécial

On entre. Entrer, c'est descendre des degrés de pierre irréguliers - Plieux est un château médiéval. Le sol de la salle est de terre battue, une terre fine qui ressemble à de la poussière. La pièce est vaste, haute, éclairée par une seule fenêtre étroite. Elle est encombrée de meubles dans lesquels il est aisé de reconnaître aussitôt les éléments d'une classe, bureaux, pupitres, chaises, bibliothèque, tous de bois clair sur des cadres métalliques, tous très ordinaires. Ils ont été dispersés dans l'espace de sorte qu'il faut, pour s'y déplacer, les contourner et les frôler. Mais on n'ose pas les frôler, parce qu'ils sont tous recouverts de draps blancs, qui pourraient tomber. Ces tissus dessinent des plis droits et ne laissent voir que les pieds, les dossiers et les angles des

Un château pour l'esprit

Dans cette partie du département du Gers qui a de faux airs de Toscane, les châteaux abondent, construits sur des buttes et des arêtes au-dessus des champs. La plupart d'entre eux sont en cours de restauration. Mais un seul, Plieux, se change chaque été en lieu d'exposition pour l'art contemporain, cela grâce à l'obstination de son propriétaire, l'écrivain Renaud Camus.

Depuis 1993, en dépit des difficultés matérielles et financières, il y a invité les artistes qu'il estime, de Jean-Paul Marcheschi à Christian Boltanski en passant par Eugène Leroy, Jannis Kounellis et Joan Miro. Chaque fois, se plaît à dire Renaud Camus, le village a compris et soutenu sa décision. Le charpentier et maire de Plieux s'était fait, en 1995, l'interlocuteur et le collaborateur indispensable de Kounellis. Cette année, photographies et meubles ont été apportés par les habitants eux-mêmes, qui se sont trouvés directement pris dans la commémoration des « Derniers jours ».

meubles. Dans la pénombre, leur blancheur est plus visible, leurs lignes plus nettes.

Il ne s'agit donc pas d'une salle de classe, mais d'une ancienne salle, désaffectée, fermée. Le dernier occupant a disposé ces draps pour signifier qu'elle ne servirait plus de longtemps, plus jamais peut-être. Cette habitude est simple et ancienne. Elle change n'importe quelle pièce en lieu fantomatique. Ici, l'effet est accentué par la présence de deux magnétophones. Deux voix qui parlent en même temps, énumèrent des noms qu'il est difficile d'entendre clairement. Ils résonnent dans la salle. Puisque la mise en scène évoque une école, sans doute ces voix font-elles l'appel, comme, autrefois, au début de chaque journée. L'interprétation est évidente et, pour comprendre, il n'est pas nécessaire de savoir que l'école communale de Plieux, le village étroit et silencieux qu'il faut traverser avant d'atteindre le château, a fermé récemment ses portes. Elle a vécu, au début de l'été, ses dernières classes : de là le titre de l'installation de Boltanski, « Derniers jours ». Il est d'autant moins nécessaire de le savoir que, de toute façon, ces listes de noms, ces meubles voilés, ces draps jetés comme des suaires, la poussière, la pénombre font penser, dès l'entrée, à tout autre chose, à des événements plus tragiques que la fermeture de l'école de Plieux.

L'ODEUR DE LA POURRITURE

Entre les tables et les chaises, il faut s'avancer jusqu'à un couloir, qui conduit à une deuxième salle. Celle-ci entièrement obscure, longue, profonde. D'un mur à l'autre, des fils sont tendus à intervalles réguliers. Sur ces fils, des draps sont suspendus, comme pour les faire sécher. Ils font office d'écran pour les deux projecteurs placés tout au fond. Sur leur surface légèrement brillante glissent des photographies, des photos d'identité de garçons et de filles, les écoliers. Les projecteurs et les draps sont installés de sorte que les portraits ne se voient qu'à demi, se superposent, se brouillent, deviennent indéchiffrables. Les rayons lumineux traversent le tissu mince. Sur les draps de la rangée la plus éloignée, il ne demeure du cliché qu'un halo de lumière. Encore la disparition, l'effacement. Toujours les élèves de Plieux ? Oui, si l'on veut. Ou ceux d'autres écoles, détruites



L'écrivain Renaud Camus, propriétaire du château de Plieux, devant « Derniers jours », installation de Christian Boltanski. L'artiste a disposé des draps sur lesquels sont projetés des photographies d'écoliers. La communale de Plieux a fermé récemment ses portes.

celles-ci, incendiées ou changées en lieux de torture - cela s'est vu en Bosnie il y a peu de temps. Ou d'autres enfants, dont les noms se succèdent au long des listes des déportés. Plieux, Izieu.

Il faut ensuite, entre les draps qui pendent, entre les meubles masqués, retraverser ces deux salles qui semblent de plus en plus funèbres à mesure que l'on y séjourne plus

longtemps. Au premier étage se trouve la troisième partie de cette construction symbolique. Sur les dalles, une couche épaisse d'herbe coupée parsemée de fleurs, des tournesols essentiellement, ceux des champs alentour. Aux trois fenêtres sont encore tendus des voiles blancs, entre lesquels sont prises trois images, trois têtes d'enfants. L'herbe et les fleurs coupées sentent

assez fort, une odeur de foin, agréable d'abord, puis entêtante, l'odeur de ce qui pourrit lentement. Naturellement, c'est encore Plieux qui se trouve évoqué de la sorte : les courses dans la campagne, les prés, les buissons. Mais l'évocation n'a rien d'élégiaque, rien de lyrique. Elle ne suscite que mélancolie et silence. Et, naturellement, c'est à d'autres souvenirs, d'autres images que l'on

Tableaux modernes dans une abbaye cistercienne

Abbaye de Flaran, 32310 Valence-sur-Baise. Tél. : 05-62-28-50-19. Tous les jours de 9 h 30 à 19 heures. Jusqu'au 31 août.

VALENCE-SUR-BAÏSE

de notre envoyé spécial

Parce qu'il faut, chaque année, décrocher des murs de Plieux la collection des tableaux qui s'y trouve d'habitude et parce que cette suite d'œuvres pour la plupart prêtées par leurs auteurs est abondante et cohérente, Renaud Camus a souhaité qu'elle soit accrochée cet été dans l'un des monuments les plus remarquables de la région, l'abbaye cistercienne de Flaran. Non sans affronter l'indifférence et la suspicion d'élus pour la plupart peu sen-

sibles - litote - à l'art d'aujourd'hui, il y a réussi, quoique pour une durée trop brève.

Le sommaire est brillant : Tapiès, Kounellis, Michaux, Leroy, Caro, Alechinsky, Appel, Rebeyrolle, Serra, Albers et, moins illustres, Frédéric Mathys Thurz ou Jean-Paul Marcheschi. L'endroit n'est pas moins remarquable : l'église romane, son cloître, les bâtiments conventuels, tous nettoyés et restaurés après avoir enduré des décennies d'ignorance et de dégradation - l'abbaye n'était plus que chais, hangars et granges. De tels lieux ne se prêtent pas sans réticence à l'accrochage de peintures : il faut régler d'innombrables questions de format, de lumière, de mise en perspective. Il faut faire alliance avec l'architecture, dessinée à d'autres fins, ou choisir de la contrarier ; ou al-

ternier ces deux partis. C'est le cas ici, avec des bonheurs inégaux. Les grandes toiles funèbres et très dépouillées de Tapiès et de Thurz, les sculptures puissantes de Caro et de Kounellis s'entendent bien avec la pierre claire et l'arc roman. Le noir et l'ocre font de beaux contrastes et l'inspiration sacrée unit ces œuvres si éloignées dans le temps. Les Alechinsky sont moins à l'aise dans les chapelles et les Michaux dans un salon XVIII^e. Mais, de tous, ce sont Leroy et Marcheschi qui s'imposent le plus nettement, le premier grâce à *Au dehors*, petite toile très dense, le second par ses dessins à la cire et à la suie, expressifs sans grandiloquence.

Ph. D.

Un festival de paroles autant que d'images

Dialogue de Navajos et d'Aborigènes à Douarnenez

DOUARNENEZ

de notre envoyé spéciale

Indienne de l'Arizona, Arlene Bowman est venue présenter, le jeudi 21 août à Douarnenez (Finistère) *Navajo Talking Pictures* : elle y a filmé sa grand-mère, une élève de brebis qui ne parle que la langue navajo car elle ne se déplace jamais à l'extérieur de la réserve. A l'issue de la projection du film, en version originale navajo sous-titrée, Arlene Bowman a répondu à quelques questions, avant de sortir un tambour et de chanter une mélodie indienne traditionnelle.

De telles surprises ont fait, au fil des ans, le succès du festival de cinéma de Douarnenez consacré aux minorités culturelles, dont la vingtième édition se tient du 16 au 24 août. De 9 h 30 du matin jusqu'à tard dans la nuit, il propose mille occasions d'échanges entre les spectateurs et les réalisateurs invités. Aux petits déjeuners, ouverts à tous, on a pu voir cette semaine Arlene Bowman, la cinéaste navajo, côte à côte avec des réalisateurs aborigènes d'Australie, dialoguer avec le public. Quand Alanis Obomsawin, réalisatrice indienne du Québec, s'est plainte de l'essor des faux « guérisseurs indiens traditionnels » - ces Blancs qui surfent sur la vague new age pour

vendre cher leurs livres et consultations -, les autres Indiens et Aborigènes ont dénoncé le même phénomène. Quand Silja Sombi, chanteuse et cinéaste *same* de Finlande, a alerté le public sur la montée de l'extrême droite en Norvège, d'autres minorités ont relaté leur confrontation au racisme.

BEAUCOUP DE RARETÉS

Festival de parole, presque autant que d'images, Douarnenez propose un débat quotidien à 18 heures sur des questions politico-culturelles : « *Revendications territoriales et politiques des peuples autochtones* », « *BZH ou comment peut-on être breton ?* », « *Nationalismes et citoyenneté en Europe* »... Au débat intitulé « *Femmes en lutte, quels combats aujourd'hui ?* », des militantes ont témoigné sur la Bosnie, la Palestine, l'Algérie. La cinéaste Djamilia Sahraoui, auteur d'un excellent documentaire diffusé par Arte, *La Moitié du ciel d'Allah*, a retracé le parcours des Algériennes, depuis la lutte pour l'indépendance jusqu'à celle contre le code de la famille en 1984 et à aujourd'hui.

Les films sélectionnés ne sont pas tous récents. Certains sont passés en France sur Arte ou dans d'autres festivals. Mais la plupart restent tout de même des raretés,

dénichées par Erwan Moalic, le directeur, et Caroline Trouin. Pour sélectionner les films aborigènes (voir *Le Monde* du 22 août), ils se sont rendus en Australie. Parfois parrainé par d'autres festivals cinématographiques (Clermont-Ferrand, Créteil...), Douarnenez a ainsi accueilli les Tsiganes, les minorités d'Inde, les Noirs américains. Les Irlandais (1992) et les Berbères (1994) ont battu les records d'affluence.

Catherine Bédarida

Les Rencontres cinéma de Gindou (Lot)

tiennent leur treizième édition du 23 au 30 août. Intitulées cette année « *Couleurs de Méditerranée* », elles présentent, en plein air, un panorama de courts et longs métrages venus de tout le monde méditerranéen. La soirée d'ouverture sera ainsi consacrée au cinéaste palestinien Michel Khleifi. Aux projections s'ajoutent des débats et rencontres avec les réalisateurs invités puis une carte blanche à la Cinéma-thèque de Toulouse, enfin le 30 août la traditionnelle nuit « de Gindou à l'aube », avec projections non-stop où on retrouvera entre autres les nouveaux films d'Oliveira, de Guediguian et de Chahine. Entrée libre. Tél. : 05-65-22-89-99.

Flots de musique à marée basse à Tatihou

L'île a reçu l'accordéoniste malgache Régis Gizavo

LES TRAVERSÉES DE TATIHO, jusqu'au 23 août. Samedi 23 août : Altan (Irlande). Tél. : 02-33-23-90-70.

SAINT-VAAST-LA-HOUGUE

de notre envoyé spécial

Comment avancer hors piste sans se retrouver hors jeu ? Une question clé que se pose tout nouveau festival cherchant à se positionner dans un paysage estival déjà très encombré. Pour se distinguer du nombre pléthorique des manifestations qui rythment l'été, il faut trouver un concept original. Face au port de Saint-Vaast-la-Hougue, bourgade de 2 500 habitants située non loin de Cherbourg, il y a une petite île peuplée d'oiseaux, sur laquelle furent édifiées des fortifications au temps de Vauban. Plus tard, pour lutter contre la propagation de la peste et du choléra, on y créa un lazaret, où les marins étaient mis en quarantaine. Vinrent ensuite un laboratoire de zoologie marine, un aérarium et un centre de redressement pour délinquants. Après la fermeture de cet équipement en 1984, ce bout de terre de 28 hectares a été à nouveau abandonné à ses oiseaux.

Quatre ans plus tard, le conseil général de la Manche décide de réhabiliter l'endroit. Musée maritime,

expositions d'art contemporain, classes de mer... L'île de Tatihou reçoit aujourd'hui jusqu'à 50 000 personnes par an. Dans l'éventail des ressources pour dynamiser un site, un festival de musiques peut se révéler particulièrement efficace. Des communes minuscules et obscures sont même devenues célèbres par ce biais. A Tatihou, l'idée a donc fait son chemin. Située à 2 kilomètres de la côte, l'île est accessible à pied aux heures de basse-mer. Voilà le plus qui va donner son originalité au festival, axé, afin d'être en résonance avec son environnement maritime, sur les musiques dites « du large ».

Les heures de concerts sont calées sur celles des marées. Chaque soir à Saint-Vaast, quand les eaux se retirent, un long cortège emmené par quelques musiciens s'aventure sur la grève découverte. Il se dirige vers le chapiteau installé dans l'île. Trente minutes de balade à travers les parcs à huîtres. Tout à l'heure, quand la lumière déclinera, tout le monde repartira avant que la mer ne reprenne ses aises. La troisième édition des Traversées Tatihou recevait le jeudi 21 août le groupe allemand U.L.M.A.N., de jeunes pousses (âgées de seize à vingt-sept ans) prometteuses, même si les croisements d'instruments tous azimuts (vielle, trom-

bone, accordéon diatonique, djembé...) manquent parfois d'à propos. Au même programme, l'accordéoniste et chanteur malgache Régis Gizavo, accompagné du percussionniste David Mirandon, avec lequel il enregistra son premier album, *Mikea* (chez Indigo). Originaire de la région de Tuléar, sur la côte sud-ouest de l'« Ile rouge », Régis Gizavo rencontre ses souvenirs à Tatihou. « *Là-bas, aussi, il y avait des marées, comme ici. Quand la mer se retirait dans le canal du Mozambique, j'allais pêcher et je chantais. Je me suis fait la voix comme ça.* » Une voix à l'émotion accrée, ample, forte, au timbre voilé.

Régis Gizavo maîtrisa l'accordéon dès l'enfance, à Madagascar, à l'époque où l'on payait en têtes de zébus les meilleurs accordéonistes animant fêtes et rituels. Installé en France depuis 1990, il n'est jamais retourné chez lui. La nostalgie, il connaît. Tatihou lui rappelle son île, avec sa mer qui s'en va et puis qui revient. Le 21 août au soir, dès le concert terminé, dans le soleil couchant, on a remonté les pantalons et chaussé les bottes. Un cortège s'est reformé. Il s'est mis en route vers le continent, juste avant que l'eau remonte.

Patrick Labesse

Un juge fédéral décide d'engager un procès contre Bill Clinton pour harcèlement sexuel

Un arrangement amiable avec Paula Jones, la plaignante, reste cependant possible

NEW YORK

de notre correspondant

Le président des Etats-Unis va-t-il finalement être jugé pour une sordide affaire de harcèlement sexuel dans une chambre d'hôtel ? A moins qu'un règlement à l'amiable n'intervienne d'ici là, la date du procès est désormais fixée : il commencera le 26 mai 1998, a décidé vendredi 22 août, à Little Rock (Arkansas) le juge fédéral Susan Webber Wright, chargée du dossier.

Le juge a en effet estimé que la plaignante, Paula Jones, était fondée à poursuivre Bill Clinton pour harcèlement sexuel et la « détresse morale » que l'épisode lui aurait causée, tout en la déboutant de sa plainte en diffamation, représailles professionnelles et privation de liberté. L'incident invoqué par M^{me} Jones remonte au 8 mai 1991, lorsque Bill Clinton était gouverneur de l'Arkansas et la jeune femme employée par cet Etat. Le gouverneur, affirme la plaignante, l'aurait fait convoquer dans une suite de l'hôtel Excelsior, à Little Rock, par l'un des policiers de son escorte ; là, après une conversation anodine, M. Clinton lui aurait fait des avances sexuelles très explicites, exposant une partie cruciale de son anatomie. Devant son refus, il l'aurait laissée sortir en lui demandant de ne rien dire. Le président Clinton, par la voix de ses avocats, nie tout en bloc et affirme n'avoir jamais rencontré Paula Jones.

Le juge, M^{me} Susan Webber Wright, n'a pas précisé si M. Clinton devrait être présent au procès où s'il pourrait déposer à l'aide d'un enregistrement vidéo ; selon le calendrier retenu, la sélection du jury commencera le 27 mai et, a-t-elle suggéré, « j'espère que l'on pourra juger cette affaire en cinq ou six jours ».

Cela ne me paraît pas valoir davantage ». C'est déjà beaucoup trop pour la Maison Blanche, qui se passerait bien de ce genre de diversions : la semaine précédant le procès, selon CNN, M. Clinton doit se trouver à Birmingham, en Grande-Bretagne, où est prévu le prochain sommet des pays industrialisés.

Après avoir tout fait pour retarder le procès et obtenir son ajournement jusqu'à la fin du second mandat de M. Clinton – requête que la Cour suprême, à l'unanimité, a rejeté en mai dernier – la Maison Blanche va maintenant vraisemblablement chercher une solution à l'amiable, sous la condition qu'elle soit honorable pour le président. L'avocat de ce dernier, Bob Bennett, a indiqué vendredi qu'il était ouvert à des discussions avec les avocats de M^{me} Jones en vue d'un tel règlement. Ses conditions sont claires : en aucun cas, le règlement à l'amiable, qui permet d'éviter le procès public, ne saurait comporter un aveu de la culpabilité de M. Clinton. Et il n'est pas question non plus que le président s'excuse pour un acte qu'il n'a pas commis. Mais comme Paula Jones réclame 700 000 dollars de dommages et intérêts (environ 4,3 millions de francs), c'est peut-être là que gît le compromis.

Si ce nouveau rebondissement dans « l'affaire Paula Jones » n'a pas dû réjouir le président actuellement en vacances à Martha's Vineyard, dans le Massachusetts, il n'a guère ébranlé les Américains qui persistent à créditer Bill Clinton d'un indice de popularité sans précédent depuis les plus beaux jours de Ronald Reagan, grâce, essentiellement, à la bonne santé de l'économie.

L'annonce vendredi soir, du futur procès, n'a même pas été jugée

digne du premier titre du grand journal télévisé de la chaîne ABC ; reléguée en pages intérieures, elle ne figurait pas non plus à la « une », samedi, ni du *New York Times*, ni du *Washington Post*. Autrefois très pointilleux sur la vie privée de leurs hommes politiques – il y a à peine dix ans, le démocrate Gary Hart

Un citoyen ordinaire

Le procès opposant le président Bill Clinton à Paula Jones est devenu une sérieuse probabilité le 27 mai 1997 : ce jour-là, la Cour suprême des Etats-Unis a décidé, à l'unanimité, que, s'agissant d'une affaire d'ordre strictement privé, Bill Clinton ne pouvait pas bénéficier d'une quelconque immunité. Les avocats du président américain soutenaient que leur client ne pouvait être distrait de ses devoirs constitutionnels par un procès susceptible de nuire à son travail ; ils affirmaient également que permettre le procès reviendrait à ouvrir une boîte de Pandore judiciaire d'où sortiraient un déluge d'actions en justice aux motivations plus ou moins douteuses.

avait dû renoncer à ses ambitions présidentielles après avoir été pris en photo avec une jeune femme qui n'était pas la sienne – les Américains sont devenus beaucoup plus indulgents depuis que Bill Clinton a accédé à la présidence. Comme l'a également montré, cet été, le peu d'écho suscité par les accusations d'infidélité portées contre le très populaire maire de New York, Rudy Giuliani, les incartades privées des

politiciens sont désormais considérées comme secondaires s'ils s'acquittent de la tâche pour laquelle ils ont été élus.

De plus, ces derniers mois, quelques lézards sont apparus dans le dossier de Paula Jones, dont l'entourage du président continue de maintenir que, manipulée par des ennemis politiques de M. Clinton, cette dernière est essentiellement motivée par l'argent. L'un de ses premiers avocats s'est retiré du dossier, affirmant que, depuis le récit original, la version des faits donnée par Paula Jones avait subi des modifications ; un témoin, policier de l'escorte de Bill Clinton lorsqu'il était gouverneur, s'est également rétracté.

Totalement saturés de rebondissements, les Américains, pourtant friands de procès retentissants, n'aspirent visiblement pas à assister à celui-ci. Selon les derniers sondages, la majorité d'entre eux souhaitent que l'affaire soit réglée à l'amiable. Si le président Clinton n'a donc pas trop à craindre d'éventuelles retombées politiques, il a en revanche tout à en redouter en termes d'image, notamment à l'étranger, et d'impact sur la dignité de la fonction présidentielle, dont il n'est pas, jusqu'ici, considéré comme le plus grand défenseur. A en juger par les déballages que cherchent à provoquer les avocats de M^{me} Jones sur les moeurs du gouverneur devenu président (ils demandent qu'une ancienne employée de la Maison Blanche qui aurait, elle aussi, eu à se plaindre de M. Clinton, soit citée à l'audience), le procès, s'il se tient, risque d'être plus embarrassant pour Bill Clinton que pour Paula Jones.

Sylvie Kauffmann

Immigration : les sans-papiers dénoncent les choix du gouvernement

LA COORDINATION nationale des sans-papiers proteste, samedi 23 août, dans un communiqué contre « la décision du gouvernement Jospin de renoncer à l'abrogation des lois Pasqua-Debré ». Jeudi 21 avril, le gouvernement avait décidé de modifier la loi sur l'immigration conformément au rapport du politologue Patrick Weil (*Le Monde* du 23 août). Evoquant « un virage à droite inquiétant », la coordination estime que « renoncer à l'abrogation de ces lois scélé-rates, c'est mépriser les centaines de milliers de Français et d'étrangers » qui se sont opposés à ces lois. La coordination dénonce « ce recul inquiétant et appelle les sans-papiers et leurs soutiens à renforcer la mobilisation » pour obtenir notamment la régularisation de tous.

De son côté, le Parti communiste est embarrassé. Dans son éditorial, *l'Humanité* du 23 août salue cette orientation, soutenue lors du séminaire gouvernemental par les ministres communistes. Il souligne que la volonté du gouvernement de « rétablir pleinement le droit du sol (...) constitue un incontestable retour au creuset républicain des valeurs de liberté et de citoyenneté ». « Certes, ajoute le quotidien, on peut regretter que les lois Pasqua ne soient pas formellement abrogées. Il reste que leur logique discriminatoire se trouve mise en cause dans son principe ».

Dans cette même édition, Serge Guichard, responsable du secteur

immigration au PCF, se montre pourtant beaucoup plus critique. Il se félicite de la suppression de certains visas ou du retour au droit du sol, « mais ces avancées s'accompagnent de restrictions regrettables ». « A vouloir trouver un consensus impossible sur la question de l'immigration, on se prive d'un véritable débat sur le fond. Une approche trop hexagonale escamote la dimension européenne et internationale qu'impose une telle réflexion. La question de l'immigration se reposera inévitablement. »

Interrogé au cours des journées anti-FN à Orange, le premier secrétaire du PS, François Hollande a déclaré qu'il attendrait le projet de loi pour faire des commentaires. « La position des socialistes pendant la campagne, c'était de refondre la législation en matière d'immigration, et notamment de revenir au droit du sol » a-t-il toutefois rappelé.

Le Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP) et le Syndicat des avocats de France (SAF) sont beaucoup plus sévères. Le MRAP se dit « déçu et choqué par la décision du gouvernement de ne pas abroger les lois Pasqua et Debré ». Le SAF dénonce de son côté ce « modeste toilettage de la réglementation en vigueur ». « Une fois encore, des promesses faites dans l'opposition ne seraient pas tenues par un gouvernement nouvellement installé », regrette le SAF.

Gérard Depardieu incarnera le général de Gaulle à l'écran

LE GÉNÉRAL DE GAULLE héros de l'écran pour la première fois, c'est ce qui devrait arriver lorsque le scénariste Jean Cosmos, qui écrit notamment *La Vie et rien d'autre* et adapta *Capitaine Conan* pour Bertrand Tavernier, aura mené à bien la commande que lui a passée le producteur René Cleitman (Hachette Première). De Gaulle, qui n'est guère apparu au cinéma jusqu'à présent que sous forme de silhouette, sera le personnage principal de ce film historique se déroulant au début de la deuxième guerre mondiale.

C'est Gérard Depardieu qui devrait interpréter l'auteur de l'Appel du 18 juin. Interrogé sur le peu de ressemblance physique entre l'acteur et le modèle, le producteur répond qu'en voyant le Nixon réalisé par Oliver Stone, où le président américain déchu est campé par Anthony Hopkins, il a acquis la conviction que la similitude des apparences n'était pas indispensable. Le réalisateur du film n'a pas encore été choisi.

L'Espagne va modifier sa loi sur la télévision numérique

LE GOUVERNEMENT ESPAGNOL a accepté d'apporter des retouches à la loi controversée sur la télévision numérique, dans le dessein d'instaurer « un dialogue franc et harmonieux avec la Commission européenne », qui en avait dénoncé certains aspects anticoncurrentiels au mois de juin. Adoptée au printemps par le Parlement espagnol, cette loi visait à introduire, dans un souci « d'intérêt général », un décodeur unique pour les deux plates-formes de programmes qui doivent se partager le marché de la télévision numérique en Espagne : Via Digital (soutenu par le gouvernement), qui doit être lancé en septembre, et Canal Satellite Digital, déjà opérationnel. José Miguel Villar, secrétaire général aux télécommunications, a indiqué, vendredi 22 août, que son gouvernement avait proposé à Bruxelles l'abandon du principe du décodeur unique. Les décodeurs devront toutefois comporter la possibilité d'intégrer un module adaptateur permettant de recevoir les émissions des deux plates-formes. – (AFP)

DÉPÊCHES

■ **AUDIOVISUEL : le bouquet CanalSatellite comptera**, selon Bruno Delecour, directeur général des activités commerciales de Canal Plus, 440 000 abonnés au service numérique et 130 000 en analogique à la fin du mois d'août. Les objectifs ont été revus à la hausse : de 0,5 million d'abonnés au numérique à la fin décembre à 0,6 million. Quatre nouvelles chaînes thématiques s'ajouteront, d'ici à la fin novembre, au service de base de CanalSatellite : Comédie (humour), Fox Kids (enfants), Demain ! (une chaîne de l'emploi) et 13 Rue (la chaîne d'action et de suspense d'Universal Studios).

■ **CYCLISME : Laurent Jalabert**, en grande forme, a remporté le Tour de Burgos (Espagne) devant l'Espagnol Abraham Olano. Le coureur français s'est ensuite rendu en Suisse, où se déroule à partir du dimanche 24 août le 84^e Grand Prix de Suisse (237,2 km), comptant pour la 8^e manche de la Coupe du monde.

■ **NATATION : Le relais russe du 4 x 100 m nage libre** a établi, vendredi 22 août, un nouveau record d'Europe de la spécialité en 3 min 16 s 85 lors des championnats d'Europe à Séville (Espagne). Alexander Popov, Roman Egorov, Denis Pimenkov et Vladimir Pichenko ont battu le record précédemment établi par Popov, Egorov, Pichenko et Vladimir Predkin lors des Jeux d'Atlanta l'an dernier.

■ **TENNIS : Sandrine Testud**, invitée de dernière minute du tournoi de Stone Mountain en Géorgie (Etats-Unis), a battu en demi-finale la Croate Iva Majoli 7-5, 6-3, et affrontera en finale l'Américaine Lindsay Davenport. La Française, inscrite grâce au forfait de Meredith McGrath, avait atteint les demi-finales à la suite du forfait de son adversaire en quarts, Monica Seles, malade.

La marine chilienne a repéré l'épave du voilier de Gerry Roufs

VA-T-ON ENFIN RETROUVER le bateau de Gerry Roufs ? Le 8 janvier, le navigateur canadien, qui dispute la Vendée Globe, course autour du monde à la voile en solitaire et sans escale, à bord du *Groupe-LG2*, n'est plus localisé. Des recherches sont alors entreprises dans une zone (au large des côtes chiliennes) rendue dangereuse par des conditions météorologiques désastreuses.

Le vendredi 10 janvier, l'agence spatiale canadienne met à disposition son satellite Radarsat pour balayer le sud du Pacifique. Le lendemain, en raison de la tempête, Laurent De Broc, qui s'était lancé à la recherche de Roufs, ne peut atteindre la zone. Six mois après ce qui a été le grand drame de l'épreuve organisée par Philippe Jeantot, le 18 juillet, un avion de reconnaissance repère l'épave à 350 miles des côtes chiliennes et ramène des photos.

Aujourd'hui, Michèle Cartier, la compagne de Gerry Roufs, garde un mince espoir. Ven-

dredi 22 août, à Locmariaquer (Morbihan), où elle réside et dirige l'association « Sur la route de Gerry Roufs », Michèle Cartier a déclaré : « La photo dont je dispose et les contacts que j'ai eus sur place me donnent l'assurance que c'est bien le bateau de Gerry, et j'ai bon espoir. Les recherches vont reprendre et on finira bien par le ramener... »

Cette photo, prise lors de la reconnaissance aérienne, montre le bateau retourné. « On peut lire distinctement la mention *Groupe LG sur la quille et sur la coque* », dit-elle. Un journal de Punta Arena, au Chili, a publié deux articles sur ce sujet. « Le bateau ne présente pas de trace particulière », et « son identification ne fait aucun doute » ajoute Michèle Cartier. Selon elle, les réserves exprimées par les autorités chiliennes « s'expliquent par le fait que la marine chilienne s'est engagée à ne divulguer les informations dont elle dispose qu'à notre seule association ».

Les autorités maritimes chiliennes confirment la découverte d'une épave mais ne souhaitent pas en dire plus. Elles précisent toutefois que, « après la découverte d'une épave, une mission a été dépêchée sur la zone, mais a fait demi-tour à cause des mauvaises conditions météorologiques. »

Dans son dernier fax, Gerry Roufs avait eu cette phrase terrible : « C'est plus la mer, ce sont les Alpes. » Dominique Conin, ancien compagnon du Canadien et pilier de l'association « Sur la route de Gerry Roufs », déclare : « Pour moi, il n'y a aucun espoir de le revoir, cela fait sept mois et demi... On veut seulement savoir ce qui s'est passé, la réponse est certainement dans la coque. En tout cas, ce n'est pas l'iceberg que presque tout le monde imaginait. C'est une grande leçon d'humilité. On a eu raison de persévérer... »

Al. C. (avec AFP)

30 000 tétines contaminées ont été retirées du marché

Un test de « Que choisir » a établi la présence d'agents cancérigènes

UNE TRENTAINE DE MILLIERS de « tétines Rémond » ont été discrètement retirées du marché fin juin par leur fabricant, la société Rémond-Sebire. Ses responsables venaient d'être alertés par le mensuel *Que Choisir* des résultats alarmants d'un test mettant en évidence des taux élevés de nitrosamines et de nitrosables, des substances classées sur la liste des « produits probablement cancérigènes pour l'homme » par le Centre international de la recherche sur le cancer (CIRC), dans deux modèles de ses tétines en caoutchouc.

L'Union fédérale des consommateurs (UFC)-*Que Choisir* avait même communiqué à la société un article à paraître dans son édition de septembre, qui conclut que sur vingt-trois tétines de marque différente testées, onze s'étaient révélées être contaminées par les nitrosamines, dont deux au-delà des normes autorisées : la « super tétine antiaérophagique » ou ouverture variable » et la « variété antiaérophagique », toutes deux de marque Rémond. L'UFC a saisi la Commission de sécurité des consommateurs, qui a annoncé,

vendredi 22 août, qu'elle allait « certainement se saisir officiellement du dossier aux fins d'enquête ».

A la direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF), on confirmait, vendredi 22 août, le retrait du marché des deux types de tétines Rémond fabriquées avant le 1^{er} juillet, tout en précisant qu'il n'y avait « pas de danger grave et immédiat » et donc « pas d'affolement à avoir pour l'instant ».

CONTRÔLES

« Les normes françaises sont draconiennes par rapport aux normes européennes », soulignait-on dans l'entourage de Marylise Lebranchu, secrétaire d'Etat aux PME, au commerce et à l'artisanat, chargée de la consommation. Un arrêté du 9 novembre 1994 fixe en effet, en application d'une directive européenne du 15 mars 1993, les taux maximaux acceptables de nitrosamines dans les tétines et sucettes en élastomère ou en caoutchouc.

« La plupart des quatre cents sortes de nitrosamines testées se sont révélées cancérigènes chez l'ani-

mal, y compris chez les primates, nous a expliqué le docteur Brigitte Pignatelli, expert au CIRC. Et plusieurs études ont démontré une possibilité de migration des nitrosamines du caoutchouc dans le lait ou l'eau. » Certaines enquêtes épidémiologiques ont aussi montré que l'exposition aux nitrosamines alimentaires constituait un facteur de risque pour les cancers gastriques (oesophage, estomac, etc.).

Ces agents toxiques exogènes résultent d'un processus chimique en deux temps comprenant la genèse d'agents nitrosants (oxydes de l'azote) puis la « nitrosation » par ces oxydes de composés aminés (acides aminés notamment). Leur dosage fait appel à des techniques de mesure chimiques éminemment complexes, dites de chromatographie en phase gazeuse. Les nitrosamines peuvent contaminer le caoutchouc des tétines au cours de la phase de « vulcanisation », c'est-à-dire lors de leur mise en forme à haute température.

Chez Pharmygiène, dont deux modèles de tétines Bébisol sont épinglées par *Que Choisir* dans la catégorie « contaminées en dessous

de la norme » – aux côtés de certains modèles des marques Chicco, Pomette, Riset et Baby Nuk –, Sylvie Foucault, directrice commerciale, explique avoir été avertie de ces résultats « il y a un mois ». Elle s'étonne que des écarts de valeurs aient été retrouvés sur des tétines de taille différente mais fabriquées de façon rigoureusement identique. « Nous étions en désaccord avec leurs dosages et nous leur avons adressé nos propres analyses », raconte-t-elle. Mais comme nous étions bien en dessous des normes, nous ne nous sommes pas battus. » Une inspection de la DGCCRF a contrôlé la chaîne de fabrication l'an dernier, précise M^{me} Foucault.

Au secrétariat d'Etat chargé de la consommation, on précisait, vendredi soir, que l'inspection départementale de Seine-Saint-Denis de la DGCCRF avait été chargée d'effectuer des contrôles au plus tôt ». Le siège de la société Rémond-Sebire étant situé à Pantin, il fait peu de doute que les inspecteurs visiteront ses locaux dès lundi matin.

Laurence Folléa